Tome VI. N° 10 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Août 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Comment s'est faite la Paix[1]

V. — L'unité allemande et la garantie de remplacement.

Deux semaines après l'armistice précipité qui désarma la France et les Alliés, le maréchal Foch songeait au traité qui devait suivre immédiatement cet armistice et fournir enfin à l'univers, bafoué par le prussianisme, des garanties contre le renouvellement des insolences allemandes. Le maréchal adressa alors à M. Clemenceau une note où il exposait la nécessité de fixer au Rhin la frontière occidentale de l'Allemagne. Dans une étude antérieure (2), j'ai longuement analysé les raisons fort simples pour lesquelles le maréchal Foch s'était décidé à tolérer l'armistice précipité dont il s'agit, avant qu'il n'eût complètement exécuté son plan d'anéantissement des armées allemandes. Le généralissime et tous ses camarades des champs de bataille — ainsi, du reste, que le sens commun universel — n'envisa-

(1) Voir la *Revue* du 1er août.

(2) « L'armistice précipité et la paix tardive », *Revue universelle*, 1er mai 1921.

geaient cet armistice que comme une capitulation qui ne précéderait que de quelques semaines la paix définitive avec l'Allemagne. Si l'on avait, un seul instant, supposé que la paix avec l'Allemagne serait ajournée pour de longs mois, jamais on n'aurait toléré le genre d'armistice que l'univers avait accueilli avec joie. Donc, le maréchal Foch était dans la logique de son rôle en signalant, des cîmes de sa responsabilité, à M. Clemenceau et aux généraux en chef des armées alliées, quelques-unes de ces vérités essentielles qui découlent de la situation géographique de la Belgique et de la France. En effet, la France avait le droit et le devoir, après la capitulation du 11 novembre, de rappeler aux autres nations l'axiome auquel vingt siècles d'histoire ont donné la solidité d'une induction scientifique, à savoir qu'aussi longtemps que la barrière du Rhin ne contient pas l'expansion des tribus allemandes, toutes les réclamations nationales des autres puissances doivent s'ajuster, et parfois se subordonner, aux intérêts vitaux des Gaules. M. Tardieu publie les fortes conclusions des arguments d'un généralissime qui ne pouvait pas ne pas méditer sur les suites à donner à l'armistice hâtif qu'il avait signé.

Or, les idées du maréchal devinrent la thèse de M. Clemenceau, et elles furent élaborées et justifiées magistralement par M. André Tardieu dans un mémoire, que je me permets d'appeler historique, « sur la fixation au Rhin de la frontière occidentale de l'Allemagne et l'occupation interalliée des ponts du fleuve ». C'est une des pages les plus solides que M. Tardieu ait jamais écrites. Dans ce mémoire — mémoire officiel du gouvernement français — toutes les qualités de clarté, analytiques et synthétiques, qui distinguent l'esprit de M. Tardieu, s'expriment à la perfection. Au reste, l'ensemble est présenté avec une habileté digne des meilleurs modèles du style diplomatique, et de manière à entraîner la persuasion des Anglo-Saxons récalcitrants. M. Tardieu démontre, d'une façon séduisante, que la question de la rive gauche du Rhin est un problème d'intérêt général, un problème que la France, la première exposée au danger qu'il s'agit de conjurer, a le devoir et le droit de poser, mais qui affecte directement l'ensemble des pays alliés et associés. Le maréchal Foch, au nom du principe de la liberté des peuples, avait suggéré « la constitution sur la rive gauche du Rhin d'États nouveaux autonomes ».

L'annexe du mémoire du gouvernement français rédigé par M. André Tardieu renchérit sur cette suggestion avec une ferveur qui plairait à l'auteur du *Génie du Rhin*. Mais ce n'est pas la magie des nuées qui flottent sur le fleuve et ses collines, ce ne sont pas les sortilèges de poésie, le mystérieux attrait du Rhin, que le gouvernement français, par la plume de M. Tardieu, évoquait pour démontrer à M. Lloyd George et à M. Wilson que la paix de l'Europe exigeait que la rive gauche du Rhin devînt indépendante. M. Tardieu alléguait que les cinq millions et demi d'habitants de cette région, qualifiés par eux-mêmes de Prussiens malgré eux (*Musspreussen*), avaient vécu depuis 1815 comme « propriétés de la couronne », titre juridique aboli par la déchéance des Hohenzollern et des Wittelsbach. Latinisés par Rome, ils avaient subi non moins fortement l'influence française que l'influence allemande. En 1793, ils avaient accueilli les Français comme des libérateurs. Rattachés à l'Allemagne, depuis Napoléon, ils avaient persisté dans la haine de la Prusse et enfin, épouvantés par la menace du *spartakisme*, ils étaient probablement capables, leur intérêt les conseillant, d'évoluer vers l'indépendance, objectif exigé par la sécurité commune. Dans des mémoires successifs et dans les débats des commissions, M. Tardieu faisait ressortir, sous tous ses aspects, l'évidente vérité que la guerre avait démontrée : la France est « la sentinelle des démocraties d'outre-mer ». En fin de compte, voici la conclusion qu'il tira au nom de la France, et qu'il présenta aux Alliés comme une revendication vitale de la nation française :

I. — Dans l'intérêt général de la paix et pour assurer le jeu efficace des clauses constitutives de la Ligue des Nations, la frontière occidentale de l'Allemagne est fixée au Rhin. En conséquence, l'Allemagne renonce à toute souveraineté sur, ainsi qu'à toute union douanière avec les territoires de l'ancien Empire allemand situés sur la rive gauche du Rhin.

II. — La ligne du Rhin sera occupée, en vertu d'un mandat de la Ligue des Nations, par une force militaire interalliée.

La limite et les conditions d'occupation en territoire allemand des têtes de pont de Kehl, Mannheim, Mayence, Coblence, Cologne et Dusseldorf, nécessaires à la sécurité des forces interalliées, seront arrêtées par le traité définitif de paix. Jusqu'à la signature dudit

traité, les bases fixées à cet égard par l'armistice du 11 novembre 1918 demeureront en vigueur.

Dans une zone de 50 kilomètres à l'est de sa frontière occidentale, l'Allemagne ne pourra maintenir ni établir une fortification.

III. — Les territoires de la rive gauche du Rhin (Alsace-Lorraine exceptée) seront constitués en un ou plusieurs États indépendants, sous la protection de la Ligue des Nations. Leurs frontières occidentales et méridionales seront fixées par le traité de paix. L'Allemagne s'engage à ne rien faire qui puisse entraver le ou lesdits États dans l'accomplissement des devoirs et l'exercice des droits qui résultent pour eux des causes et conditions de leur création.

IV. — Dans un délai d'un mois, à dater de la signature des présents préliminaires de paix, les conditions générales d'évacuation des autorités administratives supérieures allemandes et prussiennes, actuellement en fonction sur la rive gauche du Rhin, seront fixées par un accord spécial entre les puissances signataires et le gouvernement allemand.

V. — Dans un délai de deux mois à dater de la signature des présents préliminaires de paix, un accord spécial entre les puissances signataires et le gouvernement allemand déterminera, sous la garantie de la Ligue des Nations, les conditions générales de liquidation des intérêts économiques allemands sur la rive gauche du Rhin.

VI. — Le gouvernement allemand s'engage à assurer chaque année, à l'État ou aux États indépendants qui seraient créés sur la rive gauche du Rhin, la quantité de charbon nécessaire à leurs industries. Cette quantité sera portée au crédit de l'Allemagne dans le compte général des réparations.

Ce projet est du 12 mars 1919. La note du maréchal Foch était du 27 novembre 1918. Trois mois et demi de négociations acharnées dans les commissions et sous-commissions, pendant lesquels, pourtant, l'on avait pensé à tout sauf à l'essentiel, sauf à paralyser le prussianisme. Trois mois et demi occupés à construire le labyrinthe d'une Ligue des Nations utopique, écurie éventuelle pour le Minotaure allemand. M. Clemenceau et M. Tardieu, ayant accepté la méthode de travail imposée par le wilsonisme, c'est-à-dire la subordination du traité à la Ligue des Nations, voyaient leur tâche tragiquement compliquée. Ils s'étaient voués

à viser les buts français à travers un dédale et un maquis où de moins résolus qu'eux se fussent certainement égarés. En effet, dans cette affaire de la rive gauche du Rhin, la situation devint très vite quasiment inextricable.

Le matin du 14 mars, M. Wilson rentrait des États-Unis à Paris. L'après-midi du même jour, lui, M. Clemenceau et M. Lloyd George se rencontrent à l'hôtel Crillon. M. Clemenceau expose à nouveau la thèse française, la nécessité de garanties autrement efficaces que les propositions de désarmement ou de société de nations, en un mot l'indépendance de la rive gauche du Rhin. Ses interlocuteurs refusent. Mais, tout d'un coup, ils apportent une offre inattendue, surprenante, celle d'une garantie militaire équivalant à une alliance défensive. Mais, cette offre est destinée à remplacer l'occupation et l'indépendance de la rive gauche du Rhin. La rive gauche du Rhin restera donc allemande. En échange, M. Wilson et M. Lloyd George promettent, inconstitutionnellement, une alliance dont la portée et la valeur défensive sont problématiques. On demande à la France de renoncer, pour des espérances, à une sécurité positive. M. Clemenceau hésite. Finalement, il refuse. Le grand Gaulois tenait bon.

Cependant, pour vaincre le magnifique entêtement des deux chefs anglo-saxons solidairement opposés à toute tentative de séparer les provinces rhénanes du reste de l'Allemagne (voir la *Note* de M. Wilson du 12 avril et la *Note* de M. Lloyd George du 26 mars), la plume experte de M. Tardieu ne semblait plus suffisante. Cette fois, M. Clemenceau fit appel au maréchal Foch. Le choc eut lieu en présence des Quatre, et les généraux en chef des armées alliées y assistaient. A nouveau, le généralissime montra que le Rhin reste la barrière indispensable au salut des peuples de l'Europe occidentale, partant de la civilisation. Solennellement, il faisait cette prière :

Je demande instamment aux gouvernements alliés et associés qui, aux heures les plus critiques de la guerre, ont remis entre mes mains la conduite de leurs armées et l'avenir de la cause commune, de considérer que cet avenir n'est assuré d'une façon durable, demain comme aujourd'hui, que par la frontière militaire du Rhin et son occupation par les Alliés. Cette situation indispensable est donc à maintenir.

Or, et ceci est d'une extrême importance, M. Clemenceau et M. Tardieu ont magnifiquement défendu tout seuls, pendant de longues semaines, en face de toutes les puissances de l'ignorance et de toutes les ignorances des puissances coalisées, une cause qui aurait pu être gagnée s'ils avaient bien voulu l'appuyer sur l'opinion publique de la nation française qui leur était entièrement acquise. Cette cause n'était ni plus ni moins que le démembrement virtuel de l'Allemagne dans l'intérêt de la paix du monde, la petite opération politique que quelques-uns de nous avaient préconisée dès les premiers jours de la guerre. Au dernier moment, lorsqu'une rupture fut sur le point d'éclater, rupture qui aurait pu sauver la France, M. Clemenceau fut touché comme par un dard empoisonné et partiellement paralysé. Séduit par l'offre d'une alliance que M. Wilson et M. Lloyd George n'étaient pas à même d'octroyer, et qui dépendait de la bonne volonté de deux assemblées anglo-saxonnes (dont l'une était connue pour être récalcitrante), les négociateurs français abandonnèrent leur projet si nécessaire à la paix de l'Europe. Ils renoncèrent à leur projet de libérer la zone rhénane du joug prussien (1).

« On peut le regretter, certes », dit M. André Tardieu. Tout le monde le regrettera avec lui.

Un des membres les plus importants de la délégation américaine ne cache plus son dépit. En septembre 1917, le colonel House était prié par le président Wilson de réunir un corps d'experts pour étudier les questions qui devaient être discutées à la Conférence de la paix. L'organisation ainsi créée, d'abord connue comme *the Inquiry*, est devenue « la Section territoriale et économique de la Commission américaine pour la négociation de la paix ». Le spécialiste chargé de la délimitation des frontières occidentales de l'Allemagne était le docteur Charles Haskins, de Harvard. Il convient, avec des regrets évidents (dans le chapitre qu'il a écrit pour le livre publié sous les auspices du colonel House : *What happened at Paris.* The Story of the Peace,

(1) D'après M. Tardieu, M. Clemenceau disait à M. Lloyd George et à M. Wilson : « En échange des deux traités d'aide immédiate, j'ai réduit la durée que j'avais demandée d'abord. Mais comme j'ai voulu tout prévoir, j'ai demandé aussi — et vous y avez adhéré — que l'occupation pût être prolongée au delà de quinze ans. Tout cela a été accepté, je ne peux pas consentir à le remettre en question. »

Conference by American Delegates (Scribner, 1921, p. 37-66), que, « vu les buts de guerre allemands, les Alliés ont vraiment pu s'étonner de leur propre modération. Pendant les quelques semaines qui suivirent l'armistice, un peu d'encouragement de la part des Alliés eût pu susciter un mouvement de fédéralisme purement allemand, mais, l'encouragement faisant défaut, du moins de la part de l'Angleterre et des États-Unis, les petits mouvements locaux dans ce sens n'ont pas abouti... Il y avait une tendance, surtout en Angleterre et aux États-Unis, à traiter avec douceur une Allemagne qui prétendait être devenue démocratique et pénitente ».

Je suis à même, pour ma part, de confirmer le jugement du négociateur américain. Tandis que l'on discutait à Paris, là-bas, sur le Rhin, l'Allemagne évoluait vers le démembrement sans pression du dehors. Qu'on le remarque bien : le plan de M. Clemenceau, celui qui consistait à créer un état-tampon rhénan, était la pensée essentielle de sa conception d'homme d'État, et s'il l'a modifiée, pour se contenter d'une occupation de cette région pendant quinze années seulement, c'est parce que l'Angleterre et les États-Unis juraient de lui apporter en remplacement une triple alliance défensive contre toute nouvelle agression allemande. D'après tout ce que je sais, aucun Rhénan ne doutait alors que l'autonomie Rhénane ne dût être bientôt un fait acquis. Le mouvement vers l'autonomie a précédé sur le Rhin l'arrivée des troupes alliées (2 novembre 1918) ; il s'est amorti à l'arrivée de ces troupes, parce que les Rhénans ont cru que jamais la France ne laisserait la domination prussienne s'y rétablir. Il est important de constater que la proclamation de la République rhénane a été motivée par les révélations de la presse française sur le Traité. Jusque-là, la presse locale faisait prévoir, au contraire, la création d'un État neutre, autonome et séparé de l'Allemagne. Les mouvements des autres pays allemands dans le même sens ont été connus de M. Clemenceau. Je me garde bien de les détailler parce que, contrairement à M. Tardieu, je peux me dispenser de tout dire : il faut éviter de tenir un langage qui puisse servir à l'ennemi d'hier qui s'apprête à redevenir l'ennemi de demain. Toutefois, on ne peut pas laisser passer l'explication d'après laquelle des objections d'ordre financier expliqueraient et justi-

fieraient l'antipathie des Alliés à l'égard de la République rhénane. Tous les protagonistes du mouvement étaient d'accord pour prendre l'engagement d'assumer la part des charges qui reviendraient à la nouvelle république, au prorata de la population. « Il ne faut pas que les Prussiens puissent nous accuser de vouloir les quitter pour ne pas payer », disaient-ils spontanément.

Je me trompe peut-être, mais, d'après les documents qui me sont connus, je crois que dans le rappel du général Mangin, le principal épisode de l'occupation de la rive gauche du Rhin, M. Clemenceau a fait quelques entorses au principe qu'il avait d'abord proclamé. Dans son discours au Sénat du 11 octobre 1919, où vraiment il y a une certaine confusion de pensée, la question de l'unité allemande était inextricablement mêlée à la question de la destruction du prussianisme. M. Clemenceau a reconnu comme désirable une dissociation politique de l'Allemagne, et conseillé d'utiliser cette dissociation si elle se produisait. Or, elle commençait justement à se produire toute seule lorsqu'elle fut étouffée. Il ne s'agissait pas, pour les esprits vraiment politiques, de briser par la force l'unité morale des tribus allemandes. Il ne s'agissait plus d'imposer d'autorité leur dissociation. Le moment de se servir de la force pour ce résultat désirable était passé, depuis que l'action de M. Wilson, manœuvrant triomphalement pour un armistice précipité et une « paix sans victoire », avait arrêté net la chevauchée des Alliés vers Berlin. Mais, malgré ce malheur, il restait encore des choses très pratiques à faire pour mater le prussianisme. Ces choses, on ne les a pas faites. Le principe du *self-determination of peoples* était mis en avant par les négociateurs anglo-saxons, sincèrement par quelques-uns, hypocritement et pour masquer des sentiments pro-allemands par d'autres, afin de sauver non seulement l'intégrité de l'Allemagne mais en même temps l'hégémonie berlinoise. Cependant, l'intérêt du monde entier étant l'inauguration d'une période de paix universelle, il aurait fallu adopter la seule méthode susceptible d'amener la vraie paix, c'est-à-dire la suppression du prussianisme par la libération des tribus allemandes, ou, si l'on préfère, la libération des tribus allemandes par la suppression du prussianisme. Non seulement il n'y avait aucune politique suivie et réfléchie pour en arriver là, mais toute velléité des

tribus allemandes pour secouer le joug prussien fut découragée.

M. Tardieu tire des conclusions, pour lui décisives, du silence à peu près général des parlements, des gouvernements et des journaux, pendant la guerre, au sujet de la destruction de l'unité allemande. Ce silence ne prouve que le manque général de prévoyance, à moins qu'il ne trahisse plutôt l'hypocrisie des Anglo-Saxons et une certaine pudeur craintive et trop bien élevée des Français. M. Hanotaux, en octobre 1916, suggérait dans la *Revue des Deux Mondes* l'utilité d'admettre, parmi les négociateurs à la conférence de la paix, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le duché de Bade, la Hesse, etc. Il soutenait que l'Empire allemand, fondé en 1830, n'était pas « le résultat d'une délibération entre les puissances », et que les Alliés devaient « reconnaître comme nul, et non existant en droit, un état de fait qui ne repose sur aucun engagement, sur aucun contrat, et où les participants eux-mêmes ont été trompés par une ruse indigne et avouée ». Si M. Gabriel Hanotaux défendait cette thèse, c'est sans doute parce qu'il croyait que l'affaiblissement de la Prusse était le but à atteindre. Mais M. Auguste Gauvain, qui devançait les arguments de Tardieu, avait répondu immédiatement à M. Hanotaux, en reprochant à l'historien de Richelieu son indiscrétion. Tardieu parle aujourd'hui de « la singulière imprudence, propre à faire le jeu de la propagande allemande », qu'auraient eue les Alliés s'ils avaient annoncé comme but de guerre ce que moi-même j'avais demandé dès septembre 1914 : « Vivisection, au nom de l'humanité, de l'Allemagne, c'est-à-dire démembrement des tribus germaniques. » M. Auguste Gauvain a dit en 1916 la même chose que M. André Tardieu en 1921, mais autre chose que M. Tardieu en 1918 : « Il y a toute l'histoire des quarante-cinq dernières années pour prouver que les États allemands ont ratifié la proclamation de l'Empire. De plus, il y a toutes les manifestations de l'opinion allemande en faveur de l'Empire. Le sentiment impérial s'est accru de jour en jour. La guerre actuelle ne l'a nullement affaibli. Si l'opinion allemande vient à se retourner contre l'Empire, tant mieux. Mais il ne dépend pas de nous de supprimer le sentiment et la chose (1). »

(1) *L'Europe au jour le jour*, t. X, p. 164.

Telles étaient les conceptions de tous les protagonistes de la Conférence de la paix, y compris, à la fin, M. Clemenceau et M. Tardieu. Mais qu'est-ce que tout cela prouve? Que la redoutable « unité allemande », cause primordiale du militarisme mondial, était devenue plus menaçante que jamais. Au lieu d'en conclure qu'il n'y avait rien à faire, il me semble que la leçon à en tirer aurait dû être exactement contraire.

Plus il était certain que la guerre et surtout la défaite de l'Allemagne tendraient à substituer aux anciennes bases de l'unité allemande les nouveaux fondements de cette unité, et des fondements autrement solides parce que cimentés par l'esprit de revanche, plus il fallait méditer sur les moyens de conjurer ces conséquences de la défaite allemande. M. Tardieu déclare qu'il n'y avait rien à faire. Je crois au contraire que si le même Wilson qui voulait « rendre la planète sûre pour la démocratie » avait mis, pour atteindre son but, la même passion en faveur du démembrement de l'Allemagne qu'il a mise à l'humiliation personnelle de Guillaume II, les tribus allemandes auraient accepté la solution wilsonienne, afin de rapprocher la « paix sans victoire » qu'elles s'étaient juré de recevoir des mains des États-Unis. M. Tardieu me répondra que c'est justement cela que M. Wilson n'a pas voulu. Sans doute ! Mais, devons-nous donc admettre, après tout, avec le comte de Fels, l'auteur d'un brillant *Essai de politique expérimentale*, qu'il y a en France, depuis cent cinquante ans, une école dirigeante qui dénature savamment les traditions françaises, et qu'effectivement et dans un sens autrement grave que celui que M. Tardieu accepte, la paix était prédestinée? M. Jacques Bainville a répondu dans son ouvrage. Puis-je me permettre, en confirmation de sa thèse, de reproduire ici quelques pages caractéristiques et inédites des consultations officielles que j'ai communiquées à l'état-major américain tout le long de l'année 1918 sur la nécessité de désagréger l'Allemagne? Les pages en question sont du 24 décembre 1918 :

Votre attention a dû, sans doute, être attirée, pendant ces trois ou quatre dernières semaines, sur la campagne des partis socialiste et radical-socialiste en France et en Angleterre en faveur de la démobilisation rapide. M. Lloyd George, dans plusieurs discours électo-

raux, a promis au peuple britannique non seulement la démobilisation rapide, mais, ultérieurement, la suppression complète du service militaire obligatoire. Une telle assurance officielle n'a pas encore été donnée en France, ni aux États-Unis. Mais les socialistes, en France, — tenant pour dit qu'eux seuls représentent sur le sol français l'idéal wilsonien, que cette guerre sera la dernière des guerres, — poursuivent une agitation violente dans les journaux et dans les couloirs politiques afin d'imposer au gouvernement de M. Clemenceau des déclarations catégoriques à la tribune de la Chambre satisfaisant leur demande de démobilisation rapide. Lorsque, leur demande ayant été rejetée par le gouvernement, ils soulevèrent finalement la question dans les assemblées secrètes du Comité de guerre de la Chambre française, et que le président de ce Comité refusa net de harasser le premier ministre avec une demande ferme d'accepter une interpellation qui réglerait entièrement la question, les membres socialistes de ce Comité sortirent de la salle en claquant la porte en signe de désapprobation.

Ce serait une opération délicate que de chercher à analyser la part relative de sincérité et d'insincérité dans des démonstrations de ce genre ; mais il est juste de faire remarquer que de pareilles démonstrations sont confinées au parti socialiste qui, plus que n'importe quel autre parti dans ce pays, est obligé de s'agiter pour trouver un moyen plausible de « sauver les dehors ». Les socialistes recherchent la popularité parmi les électeurs. Une des méthodes adoptées par eux, c'est de s'opposer, au nom de ce qu'ils prétendent être les idées de M. Wilson, à toute intervention anti-bolchevique en Russie. En même temps, appuyés par un certain nombre de journaux respectables des pays neutres, ils cherchent à distinguer le peuple allemand de ses prétendus tyrans militaires, et acclament la nouvelle république allemande, avant que cette république soit réellement existante. Mais ce qu'ils cherchent à faire en réalité, c'est s'assurer la sympathie des électeurs, en appuyant constamment sur l'idée de la démobilisation. Le fait que le gouvernement allemand et le maréchal Hindenburg travaillent avec zèle, à l'unisson, pour le rétablissement rapide de l'unité allemande, par l'élection d'une Assemblée nationale qui sera acceptable pour l'Entente et les États-Unis, ne trouble en aucune manière leur sérénité. Que l'Assemblée nationale approuve une «république allemande», c'est tout ce qu'ils demandent ; et que cette république allemande, décapitée du prussianisme, crée une unité encore plus organique que celle de l'empire, ne fait naître en eux aucune inquiétude.

Nous allons voir, dans un instant, que cet optimisme est excessive-

ment répandu, et d'autant plus répandu que certains gouvernements trouvent bon de se prêter à ce qu'ils croient être une des idées fondamentales de la politique du président des États-Unis. Cependant, laissez-moi dire tout de suite que, d'après mon opinion personnelle, aucune solution du futur régime en Allemagne ne saurait être tolérable, à moins d'accomplir soit le démembrement de l'Allemagne, soit la transformation de l'Allemagne en une sorte de « réserve » dans le genre de la « réserve indienne » aux États-Unis. Cette opinion est actuellement, je m'en rends parfaitement compte, extrêmement impopulaire et paradoxale. Elle est inspirée par l'équité plutôt que par la justice idéale, et elle est fondée sur la conviction que la politique est, après tout, un art et non pas une branche de la métaphysique ou de la théologie.

En tout cas, cette suppression du service militaire obligatoire, acceptée par M. Lloyd George, célébrée par les esprits libéraux de tous les pays, et désirée par un monde las de la guerre, implique, à mon avis, comme condition *sine qua non*, non pas simplement le désarmement, mais le démembrement de l'Allemagne. Et à ce sujet, permettez-moi d'attirer votre attention sur un fait très curieux. Un des traits caractéristiques des royalistes français, c'est qu'ils ont décidé de se mettre à la tête de la campagne pour l'abolition du service militaire universel, c'est-à-dire de l'existence des armées permanentes composées de tous les hommes valides de la nation. Si les royalistes ont adopté cette tactique, ce n'est pas simplement parce que leur bon sens politique (qui est prouvé comme étant exceptionnellement sûr) leur a suggéré qu'ils épousaient une cause populaire qui leur gagnera la sympathie des masses. Leur décision est basée sur un fondement plus rationnel. Ils considèrent que le système de la « nation armée » est absurde, qu'il engendre logiquement l'antimilitarisme et le bolchevisme ; que de fait, c'est un des pires exemples d'une sorte de *reductio ad absurdum* du principe « démocratique » d'égalité et, comme tel, qu'il se trouve être réellement préjudiciable aux intérêts économiques et sociaux de la communauté en général.

Ce n'est pas le moment de discuter ce point de vue. Tout ce que je désire indiquer c'est que, pour des raisons diamétralement opposées, les socialistes et les conservateurs français sont en train de courir, en ce moment-ci, une course parallèle acharnée en faveur de l'abolition du service militaire obligatoire, mais que ces deux partis politiques se séparent dans la question de la démobilisation, et que le différend essentiel s'élève quand la discussion tombe sur le grave problème du futur régime de l'Allemagne.

Combien mon point de vue sur la manière dont l'avenir de l'Allemagne affectera le problème de la paix du monde, en commençant par le problème de la sécurité nationale de ses voisins européens, est éloigné du point de vue des personnes peut-être plus compétentes que moi, je l'ai découvert, ces jours derniers, dans des conversations répétées avec mon vieux camarade du *Times*, M. Henry Wickham Steed. M. Steed, qui est un des journalistes les plus accomplis du monde, est, après tout, le serviteur du vicomte Northcliffe. N'oublions pas que l'ambition de lord Northcliffe est de devenir premier ministre d'Angleterre et, dans ce dessein, d'augmenter la circulation de ses nombreux journaux. Le *Times* a atteint, ces dernières années, une circulation qu'il ne connaissait pas pendant les cent dernières années. Il a gravi ces hauteurs, non seulement parce qu'il est admirablement rédigé, mais aussi parce qu'il a, petit à petit, tourné casaque aux enceintes sacrées du vieux torysme, et qu'il s'est adressé à un plus vaste monde britannique. Il passe lentement, mais sûrement — toujours avec la même gravité de style et d'images — à la démagogie. Or, mon ami Steed, qui est le directeur des Affaires étrangères de ce journal, s'est trouvé obligé, sous l'influence à la fois de lord Northcliffe et du romanesque spécialiste des Balkans, M. Seton Watson, d'adopter et de défendre certaines formules démocratiques qui sont considérées comme populaires et aptes à attirer les suffrages. Et les formules sont réputées comme étant d'accord avec les formules actuelles de Washington, encore qu'elles eussent été répudiées même par un libéral aussi idéaliste que Gladstone.

Aussi je ne fus pas surpris d'apprendre de M. Steed qu'il acceptait entièrement le point de vue qui, comme vous l'avez peut-être remarqué, a été défendu dans un article de tête du *Times* du 18 décembre de la manière suivante :

« Nous ne voulons aucune tentation pour la nouvelle Allemagne sur son front oriental. Elle aura assez à faire pour résoudre son union avec l'Autriche allemande, et pour effectuer son unité intérieure sur la ligne démocratique qu'elle a entreprise en 1848. *Dans la réalisation de cette tâche, elle peut avec justice solliciter le support des principes fondamentaux des Alliés*, tels que M. Wilson les a établis, — le principe des nationalités et le principe du gouvernement populaire. »

Il n'y a pas de confusion de pensée ici. Le grand organe de l'opinion britannique a brûlé ses vaisseaux derrière lui. Il s'est imaginé avoir résolu l'importante question de savoir si oui ou non l'Allemagne se relèverait elle-même, en disant : « Certainement elle le fera, car nous nous rendrions ridicules si elle ne le faisait pas. » Et la façon dont

le *Times* et M. Steed, et M. William Martin, par exemple, du *Journal de Genève*, assouvissent leur conscience intellectuelle est ingénieuse et originale. Ils prétendent que si l'Allemagne a mal agi, c'était à cause de la politique de fer et de sang de Bismarck. Ils prétendent que cette politique était une sorte d'accident, et que l'Allemagne aurait parfaitement bien pu s'unifier elle-même, et avantageusement pour nous tous, si Bismarck n'avait pas réussi à détruire le libéralisme allemand et à assurer la domination prussienne. Sur ce point, le *Times* est explicite. Qu'il me soit permis de résumer son point de vue, ainsi que ceux qui le représentent en Angleterre, en France, à Washington et à Genève, en citant le passage suivant :

« Bismarck a ruiné tous les espoirs libéraux d'unité qui germaient lentement malgré la défaite de 1848... Nous ne débrouillerons pas le travail de Bismarck, simplement en restaurant les territoires non allemands qu'il a annexés. Nous ne le débrouillerons définitivement que si nous écartons tout obstacle à la vraie unification et à la libération de la nation allemande, ce que Bismarck s'était donné pour tâche d'empêcher. »

Cette découverte ingénieuse est typique en ce qu'elle montre l'opinion impérieuse croissante, et qui devient d'autant plus acceptable qu'il est extraordinairement incommode de ne *pas avoir* de points de vue de ce genre-là, aussi longtemps que nous serons déterminés à chercher sérieusement à appliquer certains principes déjà acceptés au moment de l'armistice, notamment le principe de la détermination des peuples et du gouvernement populaire. Cependant, je m'empresse de différer d'opinion avec le point de vue du *Times* et de ceux dont ce journal est l'organe. Que les principes en question périssent plutôt que d'admettre que les nations occidentales de l'Europe et les États-Unis soient encore exposés, non seulement au brutal assaut, mais à la corrosion subtile et silencieuse d'une Allemagne unie à nouveau, cherchant à se venger des humiliations subies, humiliations dans lesquelles, après tout, elle ne peut pas ne pas trouver un encouragement et un coup de fouet pour sa fierté. Car, n'a-t-elle pas pendant cinq années résisté à la coalition des trois quarts de la planète? Permettez-moi de répondre au *Times* par un appel à l'opinion d'un grand libéral allemand, le prince Hohenlohe, que j'ai vu plus d'une fois de 1890 à 1893, et dont les paroles, j'insiste sur ce point, ont une valeur considérable comme témoignage au sujet de son propre peuple, une valeur tout autre que les paroles de lord Northcliffe ou même de mon très brillant et sympathique ami, M. Steed. Que ceux qui s'imaginent qu'il suffira pour nous préserver contre le risque de l'unité

allemande de décapiter la Prusse — tout en permettant la reconstruction de l'unité allemande sous une forme républicaine — lisent l'extrait suivant d'une lettre du prince Hohenlohe, adressée au baron Voldendorff en octobre 1897 :

« On dit toujours que la marine est une lubie de l'empereur. Et pourtant on ne saurait nier que c'est par la faute du peuple allemand — ou si vous préférez, par son mérite — que nous possédons une marine. Aux jours de la Confédération germanique, nous menions une existence inoffensive et paisible. Nous n'avions pas de soucis politiques (en politique étrangère), peu d'impôts, et étions spectateurs de l'opposition entre l'Autriche et la Prusse à la Diète, où les États moyens et les petits États se mettaient tantôt du côté de l'un, tantôt du côté de l'autre. Cela cependant ne satisfaisait pas le peuple allemand qui voulait former un tout, bien uni, et jouer un rôle dans le monde. Les associations politiques d'étudiants, l'Assemblée nationale, etc., s'occupèrent de rendre ces idées universelles. *Le mouvement de 1848 fut le premier résultat. Ensuite cinquante années de réaction passèrent sans que le peuple allemand eût abandonné ses aspirations.* Ensuite vint 1870. L'unité fut achevée par le fer et le sang, et l'Empire fut créé, au milieu des acclamations du peuple allemand. Mais bientôt il apparut qu'il n'y avait plus d'argent pour alimenter l'État. Le monopole du tabac fut rejeté, etc. Pour obtenir de l'argent, Bismarck changea sa politique douanière et renonça au libre échange modéré. Là encore le peuple allemand le soutint. Nous obtînmes alors entre 300 et 400 millions d'argent et l'État put vivre. Le système d'un tarif protecteur produisit cependant un développement colossal de l'industrie. Nous cessâmes d'être un État agraire et devînmes un État manufacturier. Grâce à quoi notre politique dut changer de nouveau et notre but fut de protéger l'exportation. Le commerce se développa tant que le gouvernement fut obligé de le protéger, ce qui ne pouvait être fait que par une flotte, — non pas une escadrille pour la défense des côtes, — mais une flotte qui pût maintenir nos communications. Nous ne pouvons pas faire concurrence à l'Angleterre quant au développement de notre flotte. Nous devons cependant avoir une flotte capable de repousser une escadre hostile qui chercherait à bloquer nos ports. Si nous ne pouvons le faire, notre commerce et notre trafic maritime seront annihilés. Cela équivaudrait à une perte de milliards contre laquelle les 5 ou 6 millions dépensés pour la flotte ne sauraient être considérés. On ne peut pas nier que l'empereur dérange les choses par sa nature impulsive. Il serait à désirer qu'il fût plus flegmatique. Cependant il est injuste

de lui reprocher de vouloir créer une flotte par lubie ou pour son plaisir. Il ne fait que réaliser ce que le peuple allemand a désiré pendant cent cinquante ans. »

Ne supposez pas que ce brillant coup d'œil soit superficiel, parce que rapide. Ce passage, écrit par le vieux prince pendant qu'il était encore chancelier de l'Empire, et seulement quelques mois avant sa mort, est un compte-rendu de la situation aussi judicieux et exact que possible. Juste avant le mouvement révolutionnaire de 1848, le prince Hohenlohe avait écrit un mémoire « sur l'état politique de l'Allemagne, ses dangers et moyens de défense », dans lequel, avec une critique historique sûre, il annonçait l'effort que Guillaume II devait incarner dans une Allemagne unie. En 1848, la nation demandait à grands cris l'autonomie. Le mécontentement était général. L'Allemagne était impuissante entre les autres États. L'Autriche était trop faible pour tenir ferme contre les grandes puissances, et la Prusse, comme le prince Hohenlohe l'a vu et l'a dit, ne fut admise parmi elles que par tolérance. Derrière l'Autriche et la Prusse, le reste de l'Allemagne ne joua qu'un rôle médiocre de simple mercanti. Aucun Allemand ne pouvait dire à l'étranger : « Je suis Allemand. » Pas un drapeau allemand ne flottait sur ses navires. En cas d'urgence, il ne pouvait trouver refuge chez aucun consul allemand. Tout ce qu'il pouvait dire était : « Je suis un Hessois, un Darmstædter. » Un prince Hohenlohe, aussi bien qu'un Bismarck, n'étaient que des Allemands typiques qui, ayant regardé la carte de 1848, remarquèrent que la Baltique, la mer du Nord et la Méditerranée bordaient les côtes allemandes, et rougirent de honte à la pensée qu'aucun cuirassé français ou anglais ne saluait sur aucune de ces mers le pavillon rouge, bleu et jaune. Le *Zollverein* encourageait déjà et répandait l'industrie ; mais où y avait-il une flotte allemande pour la protéger? La question de l'unité de l'Allemagne était déjà, en 1848, la vive préoccupation d'un peuple et d'une race qui semblaient prêts pour l'émancipation et qui confusément, mais avec insistance, réclamaient leur place au soleil.

Ceux qui, pour honorer leur signature, se retourneraient sans hésitation vers l'époque de 1848, oubliant par-dessus tout qu'en 1914 l'Allemagne humiliée a mille et une raisons de plus qu'en 1848 pour vouloir son unité, même par le fer et le sang, doivent répudier toutes les leçons de l'histoire et commencer par faire un chiffon de papier des *Mémoires* du prince Hohenlohe.

VI. — M. Clemenceau pouvait-il savoir que le traité ne serait pas ratifié par le Sénat américain? (1)

Il serait peut-être sage de planter ici la borne de ce voyage critique dont le point de départ a été le livre de M. André Tardieu. Mais cette sorte d'étude de politique comparée, basée sur des documents français et américains, manquerait, je crois, de perspective si je ne m'occupais pas de toute une catégorie d'accusations dont la méchanceté égale la légèreté. Depuis quelque temps, les collaborateurs français de la paix, et notamment M. Tardieu, sont présentés à leurs compatriotes, par une partie de la presse française, comme des candidats légitimes à la Haute Cour. Le cabinet Clemenceau est accusé d'avoir trompé le Parlement. Sans parler de l'inélégance qu'il y a à oublier la dignité de l'ambassadeur de France à Washington, M. Tardieu, en tant que haut commissaire de la France aux États-Unis, est tenu pour responsable d'une prétendue suppression systématique de la vérité sur les choses américaines. Par là, il aurait empêché la Chambre française et le Sénat français de discuter la ratification du Traité de Versailles en connaissance de cause. Une conspiration, organisée par la censure clemenciste, aurait caché au public français et aux législateurs français l'opposition irréductible du Sénat américain contre M. Wilson. Un des anciens membres de la mission française aux États-Unis, Stéphane Lauzanne, s'est particulièrement distingué dans cette campagne, où, d'ailleurs, un ancien attaché à l'Ambassade de France à Washington, M. de Villeneuve-Trans, joue un rôle qui nous paraît un peu surprenant. Voilà deux écrivains qui déclarent que non pas une fois, mais plusieurs, le Sénat américain a signifié au gouvernement français qu'il ne ratifierait pas le *Covenant* et le traité que l'on confectionnait à Paris. Les avertissements n'ont pas manqué. En voici la succession :

(1) *Nous donnons ici, impartialement, l'opinion de notre éminent collaborateur américain sur un point qui a fait l'objet de nombreuses controverses. Nous remarquerons seulement qu'avec une grande générosité, M. W. Morton-Fullerton rejette, dans cette affaire, toutes les responsabilités sur M. Wilson et sur son pays.* (Note de la rédaction.)

18 *décembre* 1918. — Discours du sénateur Knox demandant qu'on établisse avant tout le tracé des frontières allemandes, les réparations dues par l'Allemagne, etc.

21 *décembre* 1918. — Déclaration du sénateur Lodge réclamant que la Conférence de Paris élabore avant tout des conditions de paix à imposer à l'ennemi.

2 *janvier* 1919. — Signification en vingt exemplaires, au cabinet Clemenceau, par voie diplomatique, des discours Knox et Lodge.

3 *mars* 1919. — Vote par trente sénateurs américains (plus d'un tiers du Sénat) de la résolution qu'on ne ratifiera pas le pacte de la Ligue.

4 *mars* 1919. — Signification au cabinet Clemenceau de la résolution votée. « Discours, votes, tout fut publié à Washington, dit M. Lauzanne, et tout fut publié par la presse américaine ; mais tout demeura secret à Paris, la censure ayant reçu l'ordre d'étouffer et de supprimer ce qui venait de Washington. En outre, le cabinet Clemenceau étouffa et supprima les communications qui lui étaient faites par voie diplomatique. »

Voilà l'accusation. Nul n'en peut nier la gravité.

M. de Villeneuve-Trans va plus loin : « Si les États-Unis, dit-il, n'ont pas ratifié le traité de paix, c'est votre faute, monsieur Tardieu. »

Sans doute, tout est matière pour l'histoire. Il est donc impossible de négliger même de pareils divertissements historiques, si bien faits pour influencer l'opinion publique. Le 8 février 1921, on a inauguré à Chicago, sous les auspices du *North-Western University*, une « École de journalisme ». Le président Harding, lord Northcliffe, beaucoup d'autres télégraphièrent leurs félicitations. Câblant de Paris, M. Stéphane Lauzanne disait : « Ce qui est le plus essentiel dans le journalisme, c'est l'amour, le culte de la vérité. Le journalisme n'a qu'un seul ancêtre, Diogène, et comme Diogène, il promène partout sa lanterne à la recherche de la vérité. L'attribut le plus important d'un journaliste, c'est la bonne foi. » C'est en l'honneur de Diogène que je me permets de faire les constatations suivantes.

Le 4 octobre 1918, Max de Bade s'était adressé au président Wilson pour demander un armistice. Le président hésitait, tâtonnait, collait son oreille au sol pour saisir les vœux du peuple américain. Le 11 octobre, le journal *le Matin* annonçait en tête de ses colonnes la volonté du

peuple américain, révélée par un vote significatif du Sénat. Le Sénat demandait à l'unanimité que la guerre continuât jusqu'à ce que l'Allemagne fût réduite à merci. Le 31 octobre, on annonce la réunion à Paris du Conseil supérieur allié, et *le Matin* ajoute : « L'opinion publique se rend facilement compte... de la nécessité absolue qu'il y a à en tenir secrets les résultats jusqu'au moment où ils seront communiqués à qui de droit. »

Le 2 décembre, un télégramme Havas, publié partout en France, informait l'Europe que M. Wilson, qui venait de lire son *Message annuel* au Congrès américain, annonçait son départ pour Paris comme délégué à la Conférence, et qu'il avait quitté la salle du Sénat applaudi des seuls démocrates. Le 4 décembre, *le Matin* publiait une colonne et demie résumant les principaux passages du *Message*, et soulignait même cet endroit où le président s'était excusé devant le Congrès pour le geste insolite de son éloignement du pays : « Les gouvernements alliés ayant accepté les bases de paix que j'ai exposées au Congrès, le 8 janvier dernier, et les Empires centraux ayant aussi très raisonnablement désiré mes conseils personnels pour l'interprétation et l'application de ces bases de paix, il est donc désirable que je donne ce concours, afin que le désir du gouvernement qui est de contribuer, sans aucune espèce de but égoïste, aux règlements qui seront d'un bénéfice commun pour toutes les nations intéressées, puisse se manifester clairement. » L'avertissement, il faut l'avouer, était assez net. Le président s'embarquait sur le *George-Washington* pour réaliser, en arbitre glorieux, son rêve d'une « paix sans victoire ». Il n'hésitait même pas à dire à ce Sénat récalcitrant un des mobiles urgents de son départ pour Paris, le désir des Allemands et des Autrichiens d'avoir ses « conseils personnels », au moment de la rédaction du Traité. Est-il surprenant que M. Roosevelt, sur son lit de mort, ait fait publier immédiatement par la presse américaine, une déclaration indignée où il disait : « Le président Wilson à la Conférence de la paix ne doit pas signer comme arbitre entre nos amis et nos ennemis, mais il doit agir loyalement comme l'un des Alliés »? Toutes ces circonstances étaient bien connues en France et ailleurs. Le président est donc parti pour négocier la paix en arbitre. Le peuple américain et le Sénat américain l'ont laissé faire. Plus grave

encore : la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain avait décidé à l'unanimité de repousser une résolution d'un de ses membres autorisant le Sénat à envoyer en France une Commission de huit sénateurs. M. Tardieu a parfaitement raison de rappeler les faits. Toute la France, toute l'Europe s'apprêtaient à écouter le président que le peuple et le Sénat américain paraissaient autoriser. Le 12 décembre, *le Matin* publiait un grand article de bienvenue, où on lisait : « Son rôle formidable dans la guerre, égal à sa grandeur morale, donne au président le droit d'être écouté avec la plus profonde déférence. »

Le même journal *le Matin* n'était que le reflet des sentiments de toute l'Europe quand, dans son numéro, presque de gala, du 15 décembre 1918, acclamant M. Wilson à Paris, il enchérissait sur ses propres éloges du président : « Le sentiment qui différencie cette réception de celle de tout autre chef d'État, c'est celui d'une confiance absolue dans le jugement et l'autorité de M. Wilson pour garantir, aux peuples éprouvés par la lutte, une paix durable... La démocratie française a la certitude que, dans tous les cas où on le lui demandera, M. Wilson saura arbitrer les questions difficiles à résoudre. » Pourtant le Sénat américain veillait. Le public français l'apprenait par *le Matin* même, dès le lendemain. L'envoyé spécial de ce journal à New-York, — rappelons que M. Stéphane Lauzanne était directeur du bureau d'information de presse du Haut commissariat, — télégraphiait le 15 décembre les conditions de paix réclamées par les républicains qui étaient en majorité au Sénat américain. Ces conditions étaient au nombre de vingt et une. Elles comprenaient l'obligation pour les Puissances centrales de payer tous les frais de guerre, en dehors des réparations, et l'occupation de parties du territoire ennemi *jusqu'à complète restitution et réparation*. M. Stéphane Lauzanne avait déjà écrit de New-York, pourtant, que la délégation américaine serait « vraiment représentative de l'Amérique ». Son éloquente lettre a paru dans le numéro même qui publia les vingt et une conditions de paix du Sénat. Il est du reste amusant de lire dans cette lettre et dans le journal qui aujourd'hui se dresse contre M. Clemenceau et M. Tardieu, un passage comme celui-ci : « L'appel venu d'Europe qui a le plus contribué à décider le président Wilson à se rendre à Paris, c'est un appel de

M. Clemenceau. L'homme d'État que le président Wilson a le plus de hâte et de désir de rencontrer sur la terre d'Europe, c'est encore M. Clemenceau... dont le conseiller fidèle du président Wilson disait, le 11 juin 1918 : « Nous considérons sa présence à la tête du gouvernement de la République comme un des gages de la victoire des Alliés. Cette présence vaut à elle seule la présence de plusieurs divisions sur le front des Alliés ! »

Le 21 décembre, *le Matin* reproduit le discours au Sénat de l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Knox, pour défendre sa résolution tendant à la disjonction de la question de la Ligue des Nations du Traité de paix. Le sénateur Knox déclarait que la question de la Ligue n'était pas un des principes fondamentaux de la paix, mais une question subsidiaire pouvant être résolue après la signature du Traité. La publicité donnée à ce genre de faits commençait à gêner le président. Deux jours plus tard, c'étaient d'autres pointes. Il s'agissait d'un long télégramme au *Matin* résumant le grand discours du sénateur Lodge, où le président de la Commission du Sénat déclarait que « la tentative d'établir actuellement une Ligue des Nations... ne pourrait que contrarier l'établissement de la paix » et avertissait l'Europe de la façon suivante : « Si cette tentative réussissait et si le résultat en était soumis au Sénat, elle pourrait compromettre le Traité de paix et nécessiter des amendements. » Tout cela était connu à Paris et dans le monde entier. Néanmoins le président persistait à suivre le chemin périlleux et à entraîner après lui les peuples de l'Europe !

VII. — Le traité repoussé par le Sénat américain.

Je pourrais continuer à promener la lanterne de Diogène, l'aïeul spirituel de M. Stéphane Lauzanne, tout le long des colonnes du *Matin*, comme de toute la presse européenne. Mais cette lanterne, je crois, aurait déjà jeté assez de lumière pour dissiper la malicieuse légende d'un gouvernement français activement attaché à tout mettre en œuvre pour tromper le Parlement français sur les événements de la vie politique américaine pendant les années 1918 à 1919. Il y avait, il est vrai, une formidable organisation de censure américaine, montée et soutenue par M. Wilson

lui-même, pour tromper l'univers. M. Tardieu nous raconte loyalement dans son livre (voir les chapitres : « la Conférence et le public ») comment le mystère dont s'est entourée la Conférence l'a affaiblie en l'isolant. Cette vérité, du reste, comme le lecteur a pu le constater, est un des principes dont je me suis inspiré dans cette étude. Mais, malgré la célèbre organisation *Creel*, qui trompait le public américain — une des marottes creeliennes fut de n'employer que des journalistes « cent pour cent Américains », comme étant plus impartiaux que ceux qui avaient pu acquérir sur place à Paris quelques notions exactes des choses européennes, — et malgré la chatouilleuse irritabilité des Wilson et des Lloyd George, piqués par les commentaires de la presse française, rien en définitive n'a su écarter, de la salle des Pas-Perdus du Palais-Bourbon et des bureaux de rédaction de la presse parisienne, des informations exactes sur ce qui se passait à Washington et à l'hôtel Crillon. Quand, beaucoup plus tard, à la fin de juillet et au commencement de l'automne 1919, l'atmosphère du Parlement français fut devenue lourde d'angoisse, devant la prolongation du débat à Washington sur la ratification du Traité, je crus devoir signaler au ministère de la Guerre américain l'état de l'opinion à Paris. Voici une *note*, datée du 19 septembre, qui fut câblée à Washington :

La Chambre des députés française compte tragiquement les minutes, en attendant la décision des États-Unis au sujet de la ratification non pas tant du traité de Versailles, que du traité de la triple alliance militaire entre la France, l'Angleterre et les États-Unis dans le cas d'une agression possible de l'Allemagne.

La situation à la Chambre française se présente, aujourd'hui, ainsi :

Grâce à l'attitude du Sénat américain, l'opinion publique française et les députés français sont anxieux de savoir s'ils vont être abandonnés par les États-Unis. Le traité, selon ses propres termes, a force de loi si trois puissances le ratifient. Mais l'opinion du gouvernement français est qu'il a sacrifié les intérêts évidents de la France, en ce qui concerne la légitime défense nationale, en passant sur les exigences purement militaires de cette défense formulées par le maréchal Foch, afin de satisfaire l'Angleterre et les États-Unis. Les États-Unis et l'Angleterre, en compensation pour ce service, ont proposé volontairement le traité de « réassurance », garantissant leur aide à la France en cas de nouvelle agression de la part de l'Allemagne.

Aussi bien est-il certain que si le Sénat américain refusait de ratifier le traité de réassurance en question, toute la combinaison française serait entièrement détruite. Une telle action de la part du Sénat américain discréditerait définitivement M. Clemenceau et ses collègues. Elle précipiterait en France une crise qui produirait des ravages de toute sorte dans la vie sociale, politique et économique...

Il n'est pas nécessaire que le Traité de Versailles soit ratifié à la lettre. Le gouvernement et l'opinion publique français sont tout à fait préparés à une ratification de ce traité avec autant de réserves que le Sénat américain peut trouver bon d'en inventer en guise d'interprétation. Mais si nous manquons d'une façon ou d'une autre à donner au cabinet français la satisfaction qu'il exige absolument aujourd'hui, pour calmer l'anxiété de l'opinion publique ici et pour déjouer les intrigues dont il est l'objet dans l'enceinte du Palais-Bourbon, les conséquences seront terribles.

Je ne puis appuyer avec plus de force, ni plus d'urgence sur l'exactitude de cette information, fondée sur une étude approfondie, au cours de cette dernière semaine, de ce qui se passe au Palais-Bourbon, aussi bien dans le gouvernement qu'en dehors.

Quelques semaines plus tard, je me trouvais moi-même à Washington. Le débat tragique, où la fière et noble assemblée américaine s'ingéniait à sauver le principe de la souveraineté américaine, compromis par M. Wilson à Paris, tout en ménageant les légitimes susceptibilités de la France, tirait à sa fin. Dans des conversations avec les sénateurs des deux groupes politiques, j'ai pu constater qu'un accord allait certainement se faire pour ratifier le traité avec des réserves, ce que le sénateur Lodge avait appelé des « amendements nécessaires », qui ne pouvaient nullement offusquer les associés européens. Le 16 novembre, je me trouvais à déjeuner chez l'ambassadeur de France à Washington, avec le président de la Commission des Affaires extérieures du Sénat. Je ne veux pas répéter la conversation qui eut lieu, ce jour-là, entre M. Jusserand et M. Lodge. Mais je peux dire, et je dois dire que l'ambassadeur et le sénateur furent, à la fin, entièrement d'accord pour convenir que les réserves préconisées pour le Traité ne sauraient être inacceptables pour la France, et que la ratification par le Sénat américain serait facilitée si le gouvernement français voulait bien faire une déclaration publique en ce sens.

La grande semaine de la discussion s'ouvrait. Je ne man-

quais pas une séance. Le 19 novembre, les galeries du Sénat étaient bondées. Ceux qui avaient suivi ces débats savaient que s'il n'y avait pas d'accident imprévu, les angoisses de la France seraient enfin dissipées ; le Sénat allait ratifier. Le président des États-Unis, prisonnier à la *Maison-Blanche* depuis de longues semaines, le savait aussi. Mais que pouvait-il? Et s'il pouvait, oserait-il, à cette onzième heure, quand virtuellement tout le pays américain avait manifesté sa volonté de ne pas accepter le Traité de Versailles, sans les réserves formulées par les sénateurs ou par le Sénat, et quand les seuls sénateurs qui luttaient encore à son côté ne jouaient leur rôle que par esprit chevaleresque, oserait-il faire un geste quelconque qui détruisît l'union acquise? Ce geste, l'entêtement pharaonique de M. Wilson l'osa pourtant. La séance avait à peine commencé, quand une bombe (comment définir autrement l'effet produit?) éclata dans l'enceinte. La lettre suivante, datée de la Maison-Blanche la veille, et adressée au *chef* du parti démocratique, le sénateur Hitchcock, fut lue à haute voix par le secrétaire du Sénat :

Mon cher Sénateur,

Vous avez bien voulu m'informer que les sénateurs démocrates qui appuient le Traité avaient l'intention de se réunir avant le vote final sur la résolution Lodge de ratification, et qu'ils seraient heureux d'avoir de moi un mot de conseil.

J'hésiterais à donner mon avis en détail, mais je comprends que les sénateurs ne veulent avoir mon jugement que sur la question qui prime tout, celle du vote final à propos de la résolution contenant les amendements du sénateur Lodge. Là-dessus, je ne veux pas hésiter, car, à mon avis, la résolution, sous cette forme, ne vise pas la ratification, mais plutôt la *nullification du Traité*. J'espère sincèrement que les amis et défenseurs du Traité voteront contre la résolution Lodge. Je comprendrai alors que le chemin est libre pour une vraie résolution de ratification. J'espère que tous les vrais amis du traité refuseront d'appuyer la résolution Lodge.

A cette heure et dans ces circonstances, il était impossible pour tous ceux qui suivaient le débat de ne pas être frappés par la malice vraiment intolérable de cette intervention. Sans cet acte, peu politique, purement orgueilleux, abso-

lument insolite, acte réprouvé par neuf sur dix des sénateurs, le traité de Versailles, j'en suis convaincu, eût été ratifié le 19 novembre, avec les réserves Lodge, par le Sénat américain, et toute l'histoire de l'Europe et du monde aurait été autre qu'elle ne l'a été depuis deux années. Mais le mal était fait. Le Sénat n'avait qu'à continuer ses travaux avec une belle et hautaine dignité comme si rien ne s'était passé. Le sénateur Brandegee se leva, et prononça ces paroles :

Ce que nous devrions faire, monsieur le président, c'est de voter le paragraphe 5 de la résolution du Sénat proposée par le sénateur de Pennsylvania (M. Knox). Ce paragraphe dit : « Que ce sera la politique déclarée de notre gouvernement, afin de satisfaire complètement et loyalement nos obligations, et à nous-mêmes et au monde, que, la liberté et la paix de l'Europe étant de nouveau menacées par une puissance quelconque ou par un groupe de puissances, les États-Unis considéreront une telle situation avec une sérieuse attention (*grave concern*), comme une menace à sa propre paix et liberté, se consulteront avec les autres puissances intéressées dans le but de trouver les moyens d'écarter une telle menace, et, le cas échéant, réaliseront le même accord et la même coopération avec nos plus importants cobelligérants pour la défense de la civilisation. » La France sera satisfaite de cela, monsieur le président. Tout ce que les Français désirent savoir, c'est que leur sécurité sera assurée. Je trouve que nous devrions faire quelque chose pour la France. Nous avons empêché la France de se protéger elle-même quand elle était bien placée pour le faire. Au moment de la Conférence de la paix, leurs plus grands généraux faisaient ressortir que, vu leur grande infériorité de population en comparaison de leurs voisins allemands, le Rhin devait être la frontière entre la France et l'Allemagne. Alors, en possession du fleuve et des têtes de ponts, ils n'avaient pas à redouter l'assaut subit de l'Allemand. Ils n'ont cure de cette Ligue et de ce *Covenant!* Si vous leur donnez des barrières, ils sauront bien se protéger. Mais M. Wilson ne voulait pas en convenir. Il les a mis dans l'obligation de reculer de leurs positions prises, et d'accepter comme substitut la chose que nous avons devant nous. Il se peut que maintenant ils n'aient ni l'un, ni l'autre ! Je n'en sais rien. J'espère que non.

Après M. Brandegee vint celui qui est aujourd'hui le président des États-Unis. M. Harding prononça à cette occasion un des plus beaux discours de sa carrière de

sénateur. Cet après-midi du 19 novembre, il ne pouvait supposer que, quelques mois plus tard, il serait président des États-Unis. Mais voici une circonstance qui donne une actualité puissante aux déclarations que je cueille dans son discours du 19 novembre :

J'ai moi-même assisté comme témoin à la discussion prolongée, au sein de la Commission des Affaires étrangères, des réserves et amendements. Nous avons soumis le traité à un examen profond, cherchant à accommoder nos différences, parce qu'il n'y avait pas un seul membre du Sénat et il n'y avait qu'un seul homme, aux États-Unis, qui ne savait pas que ce Traité ne pouvait être ratifié sans des réserves. Dans cette entente complète de la situation, la Commission s'est efforcée d'élaborer des réserves qui sauraient sauvegarder les intérêts des États-Unis d'Amérique et rendre possible sa ratification. Je n'ai pas aimé ce Traité. Pour moi, dans la forme où il a été négocié, *c'est l'erreur la plus colossale de tous les temps.* Mais je me rends compte des aspirations de notre peuple et de tous les peuples pour faire quelque chose en faveur de la coopération internationale, de la préservation de la paix, et une plus étroite et meilleure entente parmi les nations. J'ai donc voulu tenter tout le possible pour qu'on pût accepter ce *Covenant.* Mais je ne pouvais pas plus ratifier ce traité sans réserves qui assurassent l'indépendance absolue de notre liberté d'action et la conservation des traditions américaines, que je ne pourrais participer sciemment à la trahison de la république... La majorité s'est mise d'accord sur un programme de réserves, mais je ne peux pas ne pas saisir cette occasion, messieurs les sénateurs, pour vous dire que tout le mal que nous subissons provient de ce fait que le Traité a été négocié au milieu d'une atmosphère de malentendu avec le pouvoir exécutif. Tout le monde sait que le président, dans ce peu de considération pour le Sénat qui a eu son origine dans les conditions créées par la guerre, a cherché à négocier un traité, qui était la fin suprême de son ambition, bien qu'il fût au courant de l'opposition de la majorité. Il a jeté un défi à la volonté exprimée, ou, en tout cas, à l'opinion exprimée par un nombre suffisant de nous pour en empêcher la ratification. C'était très bien de nous subordonner ainsi, pendant la période de guerre, mais quand elle a été terminée, et que le plus grand document qu'on ait jamais négocié dans l'histoire du monde est venu en discussion devant cette Assemblée, alors c'était le devoir du Sénat des États-Unis de reprendre son autorité constitutionnelle... Nous voulons bien vous donner votre Ligue des Nations, malgré nos doutes au sujet de la sagesse de cette

immense expérience. Nous reconnaissons que nous ne la donnons pas tout à fait dans la forme où elle a été négociée par le pouvoir exécutif. Nous regrettons qu'elle doive retourner aux nations du monde, sérieusement diminuée dans sa portée. Mais cela n'est pas la faute du Sénat. C'est la faute de l'homme qui l'a négociée sans reconnaître que le Sénat existe. C'est un très grand malheur, et j'en suis très peiné ; mais je vous affirme, messieurs les sénateurs, que l'indépendance de notre action et la conservation de l'héritage de cette république ont infiniment plus d'importance que les sentiments blessés de l'homme qui a négocié ce traité sans reconnaître l'existence du Sénat. Tout le mal vient de ce fait que le *Covenant* en question a été hâtivement négocié, pour former la base d'un traité de paix, tandis qu'on aurait dû négocier un traité de paix, quitte à fabriquer une Ligue des Nations plus tard.

Le fait historique sur lequel je voudrais insister, c'est que M. Wilson lui-même a ruiné son œuvre propre (1), mais que ses collègues de la Conférence de la paix devaient facilement se convaincre que, malgré tout ce qu'ils savaient de la Constitution américaine, et tout ce qu'ils pouvaient prévoir des risques qu'ils couraient en traitant avec le président dans les conditions surprenantes qu'il semblait croire convenables, il finirait, quand même, par avoir raison du Sénat américain. M. Tardieu nous rappelle que le risque de non-ratification du Traité était présent à son esprit. J'ai de bonnes raisons personnelles de savoir qu'il ne dit que l'exacte vérité. L'auteur des *Notes sur les États-Unis*, livre qui date de 1908, savait aussi bien qu'un autre, et mieux, semble-t-il, que le président des États-Unis, qu'il y avait aux États-Unis « véritablement une doctrine sénatoriale, un tempérament sénatorial ». M. André Tardieu a pu se rendre compte, en 1908, d'un fait que tout ce qu'il a vu dix années plus tard, comme haut commissaire de la France, a confirmé, le fait que « dans l'ordre diplomatique le Sénat est prudent, presque timoré, soucieux, suivant les conseils de Washington, de ne pas aliéner la liberté d'action de l'Union ». Avec tout le cabinet de M. Clemenceau, il se rendait bien compte que le Sénat américain, comme il le

(1) « Cet autocrate libertaire aura sauvé l'Allemagne et tué la paix. » Charles Maurras, *Examen de Kiel et Tanger ou la République française devant l'Europe.* Voir *Revue universelle*, 15 juin 1921.

constatait en 1908, est « traditionnaliste avec passion ». Mais, comme il le demande aujourd'hui justement : « Avec qui donc eût-on traité sinon avec le président Wilson? » Le gouvernement français savait comme tout le monde, que depuis le 5 novembre 1918, M. Wilson avait perdu la majorité au Congrès, mais il savait aussi que, dès que M. Wilson, payant d'audace ainsi que nous le montre le sénateur Harding, persistait à suivre la tactique dangereuse qu'il avait adoptée, il demeurait le seul organe constitutionnel avec qui l'on pût traiter (1). Les procédés présidentiels de bluff et de chantage consistaient à violer la volonté du peuple américain et à le monter plébiscitairement contre le Sénat, arrachant ainsi à cette Assemblée son privilège constitutionnel de débattre avec l'exécutif les termes des traités internationaux. C'était une machination ingénieuse, particulièrement diabolique, dont M. Wilson se glorifiait, se faisant fort de rendre impossible toute disjonction du Traité du *Covenant* de la Ligue des Nations. Tout cela était parfaitement connu à Paris dans les milieux politiques et journalistiques et causait une légitime angoisse. Pourtant, l'engrenage était monté. La grandiose machine roulait. La roue de la fortune tournait. Quelle volonté pouvait quelque chose contre un mouvement si inéluctable ! « Ce qui est libre dans ses commencements est quelquefois nécessaire dans la suite. » Un univers entier s'était laissé mystifier par les appels du Mahdi américain. Même Lansing, secrétaire d'État des États-Unis, partageait, dans l'été de 1919, la croyance commune que le président, malgré ses graves fautes de tactique, saurait se mettre d'accord avec un nombre suffisant de sénateurs républicains pour obtenir le consentement de ces deux tiers du Sénat dont il avait besoin pour la ratification. « C'était cela ma propre conviction », dit aujourd'hui M. Lansing. Lorsque les grands clercs de la politique américaine hésitaient, comment reprocher aux hommes d'État de l'Europe de ne pas avoir été plus clairvoyants?

La bévue initiale avait été de souffrir l'adoption d'une mauvaise méthode de travail, celle qui consistait dans la greffe du *Covenant* de la Ligue des Nations sur le traité avec l'Allemagne. En tout cas, avant de fabriquer le *Cove-*

(1) Voir ouvrage cité, p. 188.

nant, l'Europe n'a pas insisté sur l'utilité de tenter une rupture de l'unité allemande ou, faute de cela, sur la nécessité de faire un traité préliminaire, au lieu de prolonger deux fois le délai de l'armistice. Étant donnés ces débuts, la France, en réalité, n'avait pas d'autre ressource que de laisser les événements suivre leur cours. Elle était contrainte de coopérer loyalement avec ses alliés et avec la puissance associée. Elle était réduite à essayer de tirer, en louvoyant, les meilleurs résultats d'une méthode qu'elle savait être tragiquement précaire. Elle ne pouvait qu'espérer contre l'espérance. Lorsque M. Wilson disait « qu'il connaissait son peuple » et que « le cœur de l'Amérique battait avec le sien », il savait ce qu'il disait. Il proclamait sa certitude morale de pouvoir imposer au Sénat américain le produit de ses machinations, le Traité de Versailles. En vérité, comment l'eût-on convaincu sur-le-champ d'imposture?

VIII. — **Conséquences et conclusions.**

Mais les résultats de cette imposture sont terrifiants. Ce que Montaigne appellerait « les nouvelletez de Wilson » ont ébranlé le monde. Son outrecuidance a voulu faire passer la divinité par son « estamine ». D'où les rêveries, les erreurs dont le monde se trouve envahi. *Mirum quo procedat improbitas cordis humani, parvulo aliquo invitata successu.* Et, conséquence inquiétante entre toutes, les cartes ont été si bien brouillées, que les rares experts qui en connaissent le maniement ne cherchent plus à pénétrer dans les salles de jeu de la diplomatie. Les affaires internationales sont tombées entre les mains des plus vulgaires.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, ce pays se trouve, grâce à la déplorable légèreté des méthodes adoptées pour terminer la guerre, face à face avec une Allemagne impénitente et une Angleterre incorrigible. L'Allemagne actuelle est la même Allemagne que nous avons connue depuis un demi-siècle, une Allemagne qui souffle alternativement le froid et le chaud et qui prépare sa revanche des humiliations du 11 novembre 1918 et du Traité de Versailles. Cette Allemagne-là, qu'aperçoit-elle? Une Angleterre qui cherche à concilier sa hantise des « matières premières » avec une politique atavique qui la

pousse à retourner à ce splendide isolement qui a été une des causes déterminantes de l'agression du 2 août 1914. En fin de compte, nous voici tous de retour à la période d'avant-guerre quand l'Allemagne, criant de façon hypocrite à l'encerclement, s'efforçait de rompre l'Entente cordiale entre la France et l'Angleterre. Que dis-je? Nous sommes de retour aux années 1902 et 1903, quand un grand prince anglais clairvoyant et un grand homme d'État, Delcassé, avaient établi les bases d'un arrangement, qui, dix ans plus tard, devait rendre inéluctable l'échec temporaire du prus sianisme. Ce qui manque à cette heure à la France, c'est un autre Delcassé. Ce qui manque, c'est de savoir parler français en Europe et partout dans le monde.

W. MORTON-FULLERTON.

La Pensée allemande et l'Orient

Au moment où éclata la grande guerre, l'Allemagne aimait à se poser dans le monde en champion des idées européennes contre la barbarie asiatique. Pour des raisons d'intérêt politique, Guillaume II avait fait alliance particulière avec les Turcs, mais il affectait de redouter l'Orient, plus encore l'Extrême-Orient et son influence sur l'Europe. On se rappelle l'image célèbre, exécutée par le professeur Knackfuss d'après une esquisse du souverain, et intitulée : « Peuples d'Europe, veillez sur vos biens les plus sacrés ! » Cette médiocre allégorie, née du dépit que causait à Guillaume II la résistance du Japon à la politique allemande d'expansion en Chine, devait, dans l'idée de l'auguste dessinateur, qui alors déjà ne doutait de rien, convaincre tous les peuples occidentaux de l'imminence et de la gravité du « péril jaune ».

Non moins pressant que le péril jaune, le péril russe ou, comme on disait en Allemagne d'un terme plus général, le péril panslave. Le pangermanisme tentaculaire, dirigé contre l'Orient plus encore que contre l'Occident (*Drang nach Osten*), avait fini par émouvoir, dans leur apathie traditionnelle, les peuples de race slave. Directement menacés par le formidable appétit de l'Allemagne, molestés en Autriche par une dynastie trop portée à faire le jeu de la Prusse, les Slaves avaient senti s'éveiller dans leur sein un commence-

ment, très embryonnaire encore, de conscience ethnique ou nationale. Le néo-slavisme manifesta pendant quelque temps ce sentiment obscur, utile contrepoids au pangermanisme, mais qui resta jusqu'en 1914 à l'état larvaire. Ce qui n'empêchait point les pamphlétaires de l'Allemagne impériale et impérialiste de dénoncer à grands cris le progrès des Slaves et le danger que faisait courir à la civilisation européenne l'avance menaçante de cette race, avant-garde des envahisseurs asiatiques.

Il convient de rappeler cette attitude des cercles politiques allemands d'avant-guerre alors qu'ils manifestent aujourd'hui des sentiments si absolument contraires. La guerre a passé par là, la guerre et surtout la défaite. Et la pensée allemande, qui toujours affecta de se mouvoir dans l'abstrait, indépendamment des circonstances politiques, uniquement passionnée de raison pure et de vérité objective, subit, sous la pression des circonstances, un revirement complet. D'anti-asiatique, la classe cultivée allemande devint dans l'ensemble (il va sans dire, en effet, que nous parlons ici d'une façon tout à fait générale) pro-asiatique et même asiatisante, si l'on nous permet ce néologisme. Violemment dressé contre l'Europe, tout un groupe de lettrés, opérant dans les domaines les plus divers et suivi par une fraction notable de la jeunesse, cherche dans la pensée asiatique aux Indes, en Chine, au Japon, l'assainissement et le rajeunissement de l'intelligence allemande. L'origine et l'essence politiques de ce mouvement des esprits est indéniable, bien que ceux qui s'en sont faits les promoteurs inclinent à le nier. Le fond de leur pensée est celui-ci : « Nos vainqueurs n'ont rien à nous apprendre. A Dieu ne plaise que nous nous mettions à l'école de cette France et de cette Grande-Bretagne à qui nous étions, avant la guerre déjà, si supérieurs sous tous les rapports ! Nous renions l'Occident, mais nous regardons avec curiosité et sympathie vers l'Orient, berceau de toutes les civilisations humaines. Retrempons-nous dans le bain de jouvence des idées asiatiques, de toutes les idées asiatiques. N'écartons même pas sans recours ce bolchevisme qui, honni et redouté par nos vainqueurs, doit nous être de ce fait sympathique. » Ainsi raisonnent à peu près, consciemment ou inconsciemment, ces Allemands épris d'asiatisme dont la croisade à rebours constitue un des phénomènes intel-

lectuels les plus marquants de l'Allemagne d'après-guerre. Il y a du dépit, il y a de l'aigreur, il y a de l'orgueil dans ces aspirations, en apparence purement intellectuelles. Depuis leurs épreuves, les Allemands aiment à répéter qu'ils sont le moins politique des peuples. Quelle erreur ! Leur asiatomanie présente ne s'explique que par leurs déboires politiques et ces déboires politiques suffisent amplement à l'expliquer.

*
* *

L'asiatomanie des intellectuels d'Allemagne a été annoncée, encouragée, puis accrue par la doctrine et le succès du livre désormais fameux de M. Oswald Spengler : *la Décadence de l'Occident* (1). Conçu en 1911, mais écrit pendant la guerre et publié depuis la guerre, cet ouvrage d'un fatalisme impitoyable et d'un pessimisme radical est devenu un livre de chevet des Allemands vaincus. Il préludait à l'engouement d'une élite pour l'Orient par l'âpreté avec laquelle il déprécie l'Occident et le déclare voué désormais à la mort de l'esprit. M. Spengler était simple instituteur dans une école industrielle d'une ville rhénane quand un héritage opportun lui permit de quitter l'enseignement et de se vouer aux études philosophiques pour lesquelles il avait toujours eu du goût. *La Décadence de l'Occident* est née de ces recherches et de ces veilles. M. Spengler pose en fait que le monde a produit, pendant les six mille ans d'histoire sur lesquels nous sommes renseignés, huit civilisations qui sont : la chinoise, la babylonienne, l'égyptienne, l'hindoue, l'antique, l'arabe, l'occidentale et la civilisation de Maya. D'autres civilisations sont restées en route, la civilisation perse, par exemple. La civilisation occidentale, qui est celle de l'Allemagne comme de la France et de la Grande-Bretagne — bien qu'elle soit plutôt marquée au sceau des démocraties occidentales que de l'impérialisme allemand — est d'ores et déjà condamnée. Décadente depuis le dix-huitième siècle, elle est aujourd'hui à l'agonie. *Jam fœtet.* Elle aura vécu ce qu'ont vécu à peu près ses devancières : mille ans. Elle sera probablement remplacée par une civilisation russe.

(1) *Der Untergang des Abendlandes*, 10-16e mille, Munich, 1920, chez Oskar Beck.

M. Spengler qui n'a pas de complaisance pour la démocratie et le socialisme, M. Spengler qui voit la cause de la défaite allemande dans les emprunts que l'Allemagne a faits aux dogmes politiques de l'Europe occidentale, ne marque aucune tendresse au bolchevisme. La civilisation russe s'épanouira, dit-il, mais sans doute sur les ruines du bolchevisme. Certains admirateurs et partisans de ce philosophe, négligeant toutefois son horreur du bolchevisme, ont fait au contraire grand état du bel avenir qu'il prédit à la Russie et en ont été confirmés indirectement dans leur culte pour la pensée asiatique. On sait que le bolchevisme assigne à la Russie une mission surtout orientale. Les penseurs bolchevisants d'Allemagne — et ils sont nombreux — ont éprouvé pour le bolchevisme une tendresse accrue quand l'essence, plus orientale encore qu'occidentale, de la grande pensée de Lénine leur est clairement apparue. Lénine n'est pas, d'ailleurs, le seul grand Russe « asiatisant » qui compte aujourd'hui en Allemagne des admirateurs. Dostoïevsky est l'idole d'un groupe peu nombreux, mais fervent. Son influence ne cesse de s'étendre. L'oracle spenglerien d'après lequel c'est la Russie qui va brandir le flambeau humain tend naturellement à propager cette influence (1).

M. Spengler fonde son fatalisme et son pessimisme sur la prétendue découverte qui constitue l'originalité de son livre : il aurait fixé le premier la *morphologie* de l'histoire. M. Spengler prétend avoir prouvé que toute nouvelle culture se développait suivant un rythme constant et aboutissait toujours aux mêmes résultats. Chaque culture traverse une enfance, une jeunesse, un âge mûr et une vieillesse. Raisonnant par analogie et d'après les précédents historiques, M. Spengler démontre que la vieillesse de la civilisation occidentale est irrémédiable. Nous roulons à l'abîme, quoi que nous tentions pour prévenir ce désastre. Combien cette doctrine de laisser-aller, de *nitchevo* ne flattait-elle

(1) Signalons, à ce propos, que le catalogue des éditions de la *Littérature mondiale*, paraissant sous le patronage de l'Instruction publique à Petrograd, fait aux littératures d'Orient une très large place. On relève, dans la préface, signée Maxime Gorki, les phrases suivantes : « La direction de la *Littérature mondiale* tente d'éveiller l'intérêt pour les littératures de l'Orient. Nous croyons avoir fait un pas sur cette longue route qui aboutira, nous l'espérons, à un rapprochement entre ces deux mondes si longtemps séparés et si divers que représentent la civilisation de l'Occident et la culture de l'Orient. »

pas la dépression morale allemande, consécutive à l'armistice du 11 novembre 1918! Aussi bien la personnalité et l'effort personnel ne jouent-ils aucun rôle dans la philosophie de M. Spengler. Si Napoléon et Gœthe n'avaient pas existé, les événements d'ordre politique, social, même littéraire que nous attribuons à leur passage sur terre se fussent produits tout de même. Seule, la logique intérieure des époques détermina ces événements que l'ignorance humaine attribuait à la volonté des grands hommes jusqu'au moment où M. Spengler fit sa retentissante découverte.

*
* *

L'élan de la pensée allemande vers la pensée orientale est un mouvement complexe et multiple. Je comparerais volontiers ce sentiment nostalgique au « retour à la nature », cette grande idée lancée dans le monde par Jean-Jacques Rousseau et qui transforma la vie spirituelle de l'Occident dans la seconde partie du dix-huitième siècle. De même que la formule « retour à la nature » exprima des aspirations diverses aux différentes phases du mouvement, suivant les auteurs et suivant les pays, ainsi l'asiatomanie allemande affecte déjà des aspects très nettement tranchés et même contradictoires. La philosophie asiatique n'est pas plus une doctrine unitaire que la philosophie européenne. Parmi les asiatisants d'Allemagne, les uns sont attirés par la Chine, les autres par l'Inde. Encore l'Inde exerce-t-elle son puissant attrait de maintes manières. Certains penseurs et littérateurs allemands se sont enthousiasmés pour le brahmanisme, d'autres pour Bouddha et ses principes. Le néo-orientalisme allemand n'est donc en rien, j'y insiste, une doctrine formelle et précise. Il n'est qu'une tendance générale à échapper aux miasmes de l'atmosphère européenne viciée par les gaz asphyxiants de la guerre et de la défaite pour respirer en pensée sous d'autres cieux un air plus pur. Déjà Gœthe avait obéi à la même impulsion en composant son *West-oestlicher Diwan* et Théophile Gautier l'avait observé dans la préface des *Émaux et Camées :*

Pendant les guerres de l'Empire,
Gœthe, au bruit du canon brutal,
Fit le Divan occidental,
Fraîche oasis où l'art respire.

La guerre récente ayant bouleversé l'Allemagne plus profondément encore que les guerres de l'Empire, la réaction anti-européenne qui sévit parmi les lettrés allemands en affecte naturellement plus de violence. Philosophes, poètes, érudits, publicistes font à l'envi, chacun à sa taille et chacun dans son domaine, leur *West-œstlicher Diwan*. La revue *Freideutsche Jugend* (1) a consacré sa livraison d'octobre 1918 aux manifestations littéraires de ce mouvement. Je relève dans cette revue une page éloquente de Mme Marie Buchhold sur la doctrine de la réincarnation. C'est une doctrine d'amour, douce à savourer après le long triomphe des doctrines de haine : « Je suis toi ! Tu ne peux faire autrement que devenir quelque jour un avec moi. Pourquoi me combats-tu? Pourquoi te défies-tu encore de moi? Ne comprends-tu pas que la loi de l'âme est l'éternité? Tout ce qui m'environne est vie, jusqu'aux pierres, aux plantes, aux animaux. Tout cela vit et porte en soi le secret de la vie supérieure. Jusqu'aux éléments qui sont imprégnés de vie. Et j'aime tout ce qui vit. » Ainsi vaticine Mme Buchhold, emportée par son lyrisme. La même livraison contient encore, entre autres articles remarquables, un essai caractéristique de M. Pannwitz à qui l'on doit plusieurs ouvrages sur l'Orient (2). Sa contribution à la *Freideutsche Jugend* traite de la crise de la culture européenne considérée au point de vue des doctrines orientales. M. Pannwitz s'efforce de prouver que « nous sommes » (et il entend par *nous* tous les peuples occidentaux) de véritables *sauvages*, très inférieurs, quant à la morale pratique, aux nations orientales. La morale hindoue, la morale chinoise ont su réduire au minimum les dangers de l'instinct, opération que l'Occident a infiniment moins bien réussie. M. Pannwitz et tous ses collaborateurs de la *Freideutsche Jugend* sont-ils autorisés à englober comme ils font tous les Occidentaux dans le même bloc moral ou immoral? Non, certes, et nous demandons à faire des distinctions. Dieu merci ! une grande différence s'observe entre la morale française et la morale allemande, du moins la morale allemande telle qu'elle est appliquée par les chefs allemands. Nous ouvririons volontiers une discussion sur ce sujet, si un tel débat ne risquait de nous entraîner trop

(1) *Freideutsche Jugend*, revue mensuelle, Adolf Saal, éditeur, Hambourg.

(2) Cf. Rudolf Pannwitz, *Die Krisis der europäischen Kultur*, chez Franz Carl, Nuremberg.

loin. Si M. Pannwitz ne reconnaît pas la supériorité morale des ennemis de l'Allemagne, du moins convient-il de l'infériorité de la morale pratiquée par ses nationaux. L'aveu est à retenir

Quand on écrira un livre sur l'ample mouvement dont nous essayons ici de tracer l'esquisse, on consacrera un chapitre capital au rôle qu'y jouèrent les écrivains juifs. Les Juifs ont de tout temps servi de trait d'union entre l'Orient et l'Occident. On sait, en outre, à quel point la littérature et la presse ont été, dans les pays de langue allemande, accaparées par les Israélites. On les retrouve remplissant dans le néo-orientalisme allemand leur fonction traditionnelle et s'en acquittant, d'ailleurs, dans le sens de leurs instincts invétérés. Ce n'est pas par hasard que le savant Israélite Martin Buber a traduit, de préférence à tout autre ouvrage de morale chinoise, *les Discours et similitudes* de Tchouangtsé (1). Cette bible du taoïsme remonte à l'an 250 avant Jésus-Christ, à une époque où la Chine avait déjà derrière elle trois mille ans de civilisation raffinée. L'accent sceptique et désabusé de cet ouvrage est d'un tour qui nous paraît singulièrement moderne. La sagesse hautaine de Tchouangtsé rappelle par moments celle de l'*Ecclésiaste* antique, cet autre livre oriental d'une modernité si aiguë. Traduit en allemand quelques années avant la guerre, le traité du Chinois Tchouangtsé obtint un immense succès qui redoubla quand la défaite et les événements consécutifs semblèrent confirmer le mépris dont il abreuve la politique, la raison et le progrès technique : « J'ose déclarer, écrit Tchouangtsé, que tout ce que le monde appelle raison ne peut que servir la cause des grands voleurs, que ce que le monde appelle sagesse ne peut non plus que protéger les grands voleurs. » On est d'ailleurs très vite un « grand voleur » pour Tchouangtsé. Il suffit d'agir, de croire à l'action pour s'attirer ses foudres. L'activité, à l'en croire, est toujours malfaisante. L'oisiveté est la seule sagesse : « Sois calme, sois pur, commande Tchouangtsé, ne fatigue pas ton corps. Quand l'œil ne voit rien et quand l'oreille n'écoute rien et quand le cerveau n'agit point, l'âme se conserve et le corps dure. Garde ce que tu possèdes en toi, écarte ce qui vient du dehors.

(1) Martin Buber, *Reden und Gleichnisse des Tschuangtse.* Inselverlag, Leipzig.

Rien n'est plus pernicieux que la folie de vouloir. » Après avoir séduit l'intelligence juive, toujours à l'affût du paradoxe, surtout du paradoxe anti-social, de tels sophismes ont doucement consolé certains lettrés allemands que la « folie de vouloir » avait égarés et déçus.

De Tchouangtsé à Rabindranath Tagore, il y a loin. Entre eux, il y a toute la distance qui sépare dans le temps et l'espace la Chine du troisième siècle avant Jésus-Christ et l'Inde contemporaine ; mais l'Allemagne intellectuelle, si éclectique dans son admiration pour la pensée orientale, s'est passionnée pour le poète hindou comme pour le philosophe chinois. Ici encore, la politique entre pour quelque chose dans cette faveur. Tagore, sévère pour l'Europe en général, est particulièrement sévère pour l'Angleterre et indulgent à l'extrême pour l'Allemagne. Il condamne radicalement les procédés par où l'Angleterre a colonisé et au nom desquels elle gouverne aujourd'hui sa principale possession asiatique. Tagore a écrit un livre où il donne à l'Europe un sérieux avertissement, où il montre les méfaits de la politique d'expansion et du chauvinisme, où il définit les nations occidentales l' « égoïsme organisé » ou encore le triomphe de la « mécanisation » sans idéal. Les attaques de Tagore contre la politique anglaise et ses inadmissibles complaisances pour l'Allemagne ont certainement contribué au succès qu'il obtient en pays germanique, mais il y serait devenu populaire sans cela (1). Dans l'élan qui porte les Allemands d'aujourd'hui vers la pensée orientale, ils devaient fatalement rencontrer Rabindranath Tagore et l'adopter. Les Allemands, comme tous les Occidentaux, ne pourraient, d'ailleurs, que gagner moralement à s'imprégner de l'optimisme et de l'idéalisme du poète de *Gitanjali*. Tagore s'est nourri, dans sa jeunesse, des Vedas et de tous les livres classiques de la piété hindoue, mais par l'étude personnelle, les voyages et le contact avec la pensée de cet Occident qu'il dénigre trop, il a élargi et élevé sa philosophie. Sous maints rapports, sa doctrine religieuse dépasse le bouddhisme. Tagore accentue l'élément positif du bouddhisme au détriment de son élément négatif. Il tente de prouver

(1) Rabindranath Tagore, voyageant au mois de juin dernier en Allemagne, a été l'objet des manifestations les plus significatives. A Munich, il a été harangué par un professeur de l'Université qui a fait un rapprochement pathétique entre l'Inde tyrannisée par les Anglais et l'Allemagne tyrannisée par l'Entente (!).

que le bouddhisme ne prêche pas seulement l'anéantissement de soi-même, mais l'éternisation de soi-même, non seulement l'abolition de la personnalité, mais son ascension dans le spirituel. Je laisse aux spécialistes le soin de décider si Tagore est oui ou non un grand philosophe comme il est un grand poète. Il suffit, pour le but que je me propose, de noter l'intérêt suscité en Allemagne par ce poète et penseur, si original, si typique dans son orientalisme (1).

*
* *

J'ai décrit, dans les pages précédentes, l'engouement de certains groupes allemands pour les témoignages les plus divers de la littérature orientale ; mais l'asiatomanie allemande ne s'adresse pas seulement à des ouvrages orientaux, anciens ou modernes, écrits par des Orientaux. Elle embrasse aussi des ouvrages composés par des Allemands sur des pays et des problèmes orientaux. Ces ouvrages, de valeur inégale, sont fort nombreux et, la mode s'en mêlant, leur nombre augmente encore. Je n'en retiens que deux, très supérieurs, à mon avis, à tous les autres : l'*Indienfahrt* de Waldemar Bonsels et le *Reisetagebuch eines Philosophen* du comte Hermann Keyserling (2).

Waldemar Bonsels, connu comme poète et comme philosophe, reste philosophe et poète dans son *Voyage aux Indes*, mais son livre est encore avant tout le témoignage d'un artiste, l'œuvre d'un homme « pour qui le monde extérieur existe » et qui l'admire avec volupté et le décrit avec tendresse. Bonsels s'enfonce dans la jungle avec le dessein prémédité de percer le mystère de l'âme hindoue ; mais le mystère de la nature hindoue le séduit, l'attire, le sollicite au moins autant que l'âme énigmatique de ses habitants clairsemés. J'ai dit que l'attraction des Allemands pour l'Asie était, dans une large mesure, un sentiment comparable au « retour à la nature », cet idéal du dix-huitième

(1) Un érudit allemand, M. Emil Engelhard, à qui l'on doit un livre très complet intitulé *Rabindranath Tagore als Mensch, Dichter und Philosoph* (Berlin, Furche-Verlag, 1912), prédit au poète hindou la gloire, le renom universel et la signification humaine d'un Shakespeare.

(2) *Indienfahrt*, par W. Bonsels, chez Rutten et Loening, Francfort-sur-le-Mein, 1921 (124-165e mille). — *Das Reisetagebuch eines Philosophen*, par le comte Hermann Keyserling, chez Otto Reichl, Darmstadt, 1921 (5e édition).

siècle à son apogée. Le livre de M. Bonsels a fortifié mon impression. C'est moins à l'Inde intellectuelle qu'à l'Inde de la nature que vont sa sympathie et sa curiosité. M. Bonsels s'entretient longuement avec Pania, son serviteur, dont le fin bon sens l'enchante. Et le monde animal l'intéresse peut-être plus encore que celui des humains. Il se plaît au spectacle de la lutte, plus âpre que partout ailleurs, qui est celle des bêtes sur cette terre cruelle des Indes. Le chapitre retraçant un combat épique entre chats et rats troublés dans leurs corps à corps sanguinaires par un serpent est d'un maître écrivain. Kipling lui-même, dans son *Livre de la jungle*, n'a rien écrit de plus passionnant.

Le *Voyage aux Indes* de Waldemar Bonsels est, d'ailleurs, un livre triste. Et cette mélancolie philosophique dont il est imprégné n'a pas peu contribué à son succès. Après avoir tenté de connaître l'âme hindoue, Bonsels la déclare inconnaissable et il écrit : « Je succombe de nouveau à cette étrange tristesse qui ne m'a jamais quitté aux Indes et qui est particulière au cœur humain en face de tout ce qui paraît insondable. » Mais tout en déclarant le génie hindou insondable, Bonsels ne se résigne pas à ne le point pénétrer. Ses entretiens avec le brahmane Mangesche Rao sur les mérites respectifs du brahmanisme et du christianisme attestent une inquiétude religieuse qui est bien dans la tradition allemande en ses meilleurs moments. Notons la définition que donne de sa religion Mangesche Rao : « Le brahmanisme est la lumière de l'esprit et la béatitude sans souffrance. » Mangesche Rao dit encore : « Le brahmanisme est philosophie, la sagesse du Christ est doctrine pratique. » Les deux religions sont trop différentes pour qu'elles puissent être comparées ; mais, fait à noter, Mangesche Rao prend résolument la défense du christianisme contre Bonsels arguant des luttes que se livrèrent les diverses églises chrétiennes à l'infériorité du christianisme : « Ces luttes sanglantes et terribles, déclare le subtil brahmane, ces luttes que les hommes engagèrent sur le sens du christianisme, je les appellerais plutôt les douleurs de l'enfantement. La doctrine chrétienne est fort jeune et commence à peine à se répandre. Quand le temps qui sépare la mort du Christ de notre époque sera révolu trois fois, alors le grand esprit du Christ aura dépouillé le manteau étroit des églises pour former la substance même des esprits. » Peut-être entrait-il une part de politesse orien-

tale dans ce zèle du prêtre de Brahma à défendre contre un chrétien tiède la religion du Christ. Quel édifiant contraste, néanmoins, entre le pessimisme d'un Oswald Spengler et la confiance d'un Mangesche Rao ! Celui-là annonce la ruine prochaine de la civilisation européenne et chrétienne, celui-ci nous promet qu'avant six mille ans la paix religieuse régnera dans l'Occident christianisé. Entre ces deux prophéties, choisissons pour y croire la plus consolante.

Si considérable qu'ait été le succès du livre de M. Waldemar Bonsels, le succès du *Carnet de voyage d'un philosophe* l'a dépassé encore. Le comte Hermann Keyserling n'est pas un inconnu pour le public français. Son *Système du monde* a été traduit en notre langue. M. de Keyserling faisait, d'ailleurs, en France avant la guerre de fréquents séjours. Originaire des provinces baltiques, il n'est pas un pur Allemand, mais c'est au public allemand qu'il s'adresse et son livre n'aurait certainement pas fait tant de bruit ni soulevé tant de discussions s'il n'était venu à point fournir aux asiatisants du *Reich* des arguments assez solides, en tout cas très ingénieusement présentés.

L'ouvrage du comte Keyserling n'est aussi bien qu'un ample panégyrique des philosophies orientales. Et de cette supériorité philosophique résulterait la supériorité morale et politique des collectivités orientales, supériorité dont l'auteur allemand ne permet pas qu'on doute. Quelle n'est pas, à l'en croire, la folie du Japon dans sa prédilection pour les systèmes, coutumes et mœurs d'Occident ! C'est l'Occident qui devrait se mettre à l'école des sociétés orientales et emprunter au Japon ses institutions.

M. de Keyserling est naturellement d'esprit trop subtil pour mettre sur le même pied les civilisations hindoue, chinoise et japonaise. Il les différencie finement à mesure qu'il les étudie mieux sur place avec un enthousiasme qui n'exclut pas la conscience et une certaine méthode ; mais son admiration s'adresse à tous ces peuples également. Qu'il soit hindou, chinois ou japonais, l'Oriental a mieux résolu que nous tous les problèmes de la vie religieuse, morale et sociale. Son grand mérite consiste en ceci qu'il rabaisse et néglige l'individu au profit de la communauté, alors que les doctrines morales européennes font le contraire. La philosophie de Nietzsche serait donc, considérée à ce point de vue, la plus occidentale des doctrines d'Occident et aussi

la suprême erreur du génie philosophique de l'Europe.

Le *Voyage aux Indes* de Bonsels rendait principalement hommage au brahmanisme, c'est au bouddhisme hindou que va surtout l'admiration du comte Keyserling. Tout paraît sublime dans cette religion au voyageur allemand : dogme, prêtres et fidèles : « Je dois dire, écrit-il, que le prêtre bouddhiste me surprend par la hauteur de son niveau non point spirituel, mais humain. Le prêtre bouddhiste est supérieur au chrétien : il possède une douceur, une compréhension universelle, une bienveillance, une capacité de planer sur les choses, toutes vertus dont le plus prévenu d'entre nous n'oserait affirmer qu'elles caractérisent le prêtre chrétien. » Cette condamnation tranchante ne s'expliquerait-elle point par le fait que les prêtres chrétiens avec qui Keyserling s'est surtout entretenu en Europe devaient appartenir à ce clergé allemand où se recrutèrent pendant la guerre les sectateurs du « Dieu allemand »? Les autres clergés européens pratiquent de toute évidence plus authentiquement que ne le pense Keyserling les vertus chrétiennes ; mais, dans l'état d'exaltation où l'atmosphère bouddhiste a plongé le philosophe balte, il ne faut point lui demander un jugement équitable : « L'ambiance de cette église bouddhiste, répète-t-il, m'est un bienfait merveilleux. Jamais encore je n'avais vécu au milieu d'une paix pareille. »

Le même enthousiasme pénètre les chapitres où le comte Keyserling décrit les institutions et les mœurs chinoises. Il déplore seulement que la Chine, à l'instar du Japon, croie devoir emprunter à l'Europe ce qu'elle a produit de pire. La Chine a renié sa conception traditionnelle de la monarchie ! Quelle erreur ! L'Empereur de la Chine, sur le trône du Dragon, avait cet unique privilège « d'unir le ciel et la terre ». Reliant la terre et l'être humain, il était responsable aussi pour ce qui se passait dans la nature. Et le philosophe allemand de se pâmer d'admiration sur ce système. La divinité du Fils du Ciel lui paraît d'essence très supérieure à la qualité divine que s'attribuaient les Césars romains et à la monarchie par la grâce de Dieu, si longtemps florissante en Europe. La Chine a beaucoup perdu en proclamant la république, mais elle garde encore, heureusement, quelques-unes de ses supériorités traditionnelles. Par exemple, le comte Keyserling célèbre passionnément la moralité chi-

noise : « La morale, observe-t-il, forme vraiment la base de cette nation. » Il décerne aussi de vifs éloges à certaines institutions sociales de ce pays. Le problème du mariage a été beaucoup mieux résolu par les Chinois que par les Occidentaux. Keyserling conclut en ces termes la relation d'un entretien avec un Chinois éclairé : « Je songeais, plein de honte, aux missionnaires qui osent convertir de tels païens. »

Les chapitres consacrés au Japon sacrifient au même culte du paradoxe. Toutes ces civilisations orientales l'emportent, en somme, sur les sociétés chrétiennes, c'est la thèse soutenue avec éloquence par le voyageur allemand ; mais alors pourquoi cette tendance irrésistible de la Chine et du Japon à adopter nos institutions occidentales? C'est ce qu'il n'explique pas. Un esthète peut attribuer à une aberration collective ce prestige de l'Occident sur les peuples orientaux, phénomène plus sensible aujourd'hui que le phénomène inverse. Une telle explication n'a rien de scientifique. Elle ne saurait satisfaire un esprit critique.

Aussi bien l'esprit critique et le sens commun n'ont-ils qu'une part minime à l'orientalomanie allemande. Cette mode littéraire, née de la défaite, on ne saurait trop le répéter, est condamnée à cesser au fur et à mesure que l'Allemagne se relèvera économiquement et politiquement. L'engouement oriental laissera-t-il par ailleurs une trace, une trace bienfaisante? C'est possible. L'Orient et l'Occident ne peuvent que gagner à entretenir des rapports plus étroits et à échanger leurs idées en même temps que leurs produits matériels ; mais il convient de ne point se faire trop d'illusions à cet égard : Keyserling attend du mariage de l'idéal oriental avec l'idéal occidental « un élargissement de la base vitale » sur laquelle repose le monde de l'intelligence. Il espère tout particulièrement de l'intérêt renouvelé que l'Europe porte à la pensée hindoue « la restauration au sein de notre dure civilisation machiniste des dieux oubliés de la méditation et du loisir ». C'est trop espérer peut-être. Il n'est pas certain qu'un mouvement purement intellectuel puisse avoir une telle portée et obtenir de si grands résultats. L'occasion est bonne, au surplus, de rappeler aux Allemands qu'un des leurs, et non des moindres, Arthur Schopenhauer, avait déjà compté sur la littérature sanscrite pour susciter cette renaissance spirituelle que certains philosophes

allemands attendent aujourd'hui de la littérature religieuse hindoue, chinoise et japonaise *in globo*. Schopenhauer croyait la poésie sanscrite appelée à féconder la pensée européenne avec autant de puissance qu'au quinzième siècle la renaissance grecque et latine. Cette attente a été déçue et le nouvel espoir des philosophes allemands, s'il reste excessif et démesuré, sera déçu aussi. D'irréductibles antinomies subsistent entre l'Occident et l'Orient. N'oublions pas que les plus grandes épopées des nations occidentales, la *Chanson de Roland* et *Roland furieux*, la *Jérusalem délivrée* et les *Louisiades*, célèbrent la lutte de l'Europe contre l'Asie. L'asiatisme ne se présente pas seulement aux regards des Européens sous forme de philosophies hindoues, chinoises et japonaises. L'asiatisme peut se présenter — et il se présente dès maintenant — sous un visage moins séduisant : le visage bolcheviste. Le jour où ce danger deviendrait menaçant, l'instinct de la solidarité européenne ne l'emportera-t-il pas sur toutes ces amitiés asiatiques, amitiés quelque peu factices, fondées sur la colère et le dépit?

Après la guerre comme avant, l'humanisme gréco-latin et la tradition chrétienne restent pour l'Occident la source de toute rénovation et de toute restauration intellectuelle, la garantie de tout progrès moral. Hors de là, point de salut pour l'Europe.

MAURICE MURET.

Une visite à Orthez chez Francis Jammes

Francis Jammes *informe ses amis et connaissances que lui et sa famille ont quitté Orthez, pour vivre désormais à Hasparren, Basses-Pyrénées...* Quelle romanesque et touchante histoire dans ces quelques lignes imprimées sur un carton que nous trouvâmes, cette semaine, parmi notre courrier ! Et peut-on imaginer plus beau conte que celui-ci? Il semble que le bon Dieu n'ait pas voulu être en reste avec Francis Jammes et qu'il ait fait un miracle pour son poète. On savait la dure existence de l'écrivain à qui chaque année donnait un nouvel enfant et des charges plus lourdes. Sans malice, il avait confessé ses embarras. Harcelé par un propriétaire impitoyable, il n'avait pu qu'implorer saint Joseph, son patron... Et voilà qu'une âme sensible et chrétienne, en quittant les horizons qu'il a chantés, a voulu que Francis Jammes n'en connût plus que les bienfaits et l'a nanti d'un grand domaine au pays d'Hasparren, avec la maison, les trois fermes, les prairies et les troupeaux. Francis Jammes, sa femme, sa mère et ses sept enfants quittent aujourd'hui la vallée d'Orthez, les ombrages de Castetis, les bois de Sainte-Suzanne pour la *boarie* qu'une bonne dame leur a laissée... Mais, une dernière fois encore, à l'heure où il s'éloigne, qu'il nous soit permis d'évoquer sa vie béarnaise au milieu des paysages qu'il a célébrés et tel que nous l'avons vu naguère.

*
* *

La première personne avec laquelle, à mon arrivée en Béarn, je parlai de mon bon maître, ce fut cette laitière, dans la voiture de qui j'étais monté pour me rendre à Castetis. Chemin faisant, et tandis que la route courait large et droite entre de hauts platanes, je voulus tenter l'aventure :

— Puisque vous allez à Orthez porter le lait, dis-je à celle qui me conduisait, vous devez connaître M. Francis Jammes, le poète?

— M. Jammes, le père de famille? demanda la laitière.

— Lui-même.

— Si je le connais? Il ne se passe pas de semaine qu'il ne vienne depuis tantôt trente ans chasser dans les bois de Noarrieu. Quand il était jeune, il s'habillait des fois en capucin. Maintenant, quand il vient, il s'arrête toujours à l'église et quelquefois au presbytère, où, soit dit entre nous, M. le curé, qui est de Jurançon, a de bonne clairette. Un bon homme, que M. Jammes. Il ne ferait pas de mal à une abeille, et toujours à cueillir des herbes. Et compatissant au pauvre monde. Il est visiteur de Saint-Vincent-de-Paul d'Orthez, et même que, malgré sa grande famille, il trouve moyen de donner à ceux qui n'ont pas de moyens...

Telle est l'image qu'une paysanne orthézienne se fait de Francis Jammes, et c'est bien tel aussi qu'il m'apparut quand, au matin de l'Invention de la Sainte-Croix, je le rencontrai dans la traverse qui va de la rue centrale d'Orthez au temple protestant. La tête sous l'étroit béret bleu, il revenait de la messe, un grand missel dans la main. Du plus loin qu'il me vit, il agita les bras.

— J'arrive de l'église. Quelle fête que celle de ce jour! *Tout est vain qui n'a pas le grand calme de Dieu.*

La maison du poète est là, près du temple protestant, dans la première campagne ; des pots de géraniums rouges offrent au soleil leurs crêtes de coq, luisantes sous la rosée du matin. La porte s'ouvre sur la cour qu'un gros orme protège ; une croix de mousse est fixée contre un de ses battants. La maison est pleine de voix enfantines. Le soleil traîne un balai doré sur les dalles du couloir...

« Nous irons à la chasse, propose Jammes. Je vais passer mon ceinturon et boire un bol de lait. » Un moment il me

laisse seul dans le salon démodé et vieillot ; sur les murs, quelques toiles de Charles Lacoste, dont l'art devait fraterniser avec celui du poète ; et sur la cheminée qu'ornent une pendule sous son globe et des « vases de loterie », deux magnifiques papillons bleus, une photo d'Odilon Redon, une reproduction de Carrière. Le parquet est usé ; les meubles sont las ; le papier a des taches de moisissure ; il manque des fils aux soies, des laines aux tissus des fauteuils ; mais quelques bibelots rococos, des fleurs d'étoffe et des fleurs de papier, des fleurs de jardin et des fleurs des bois, des plantes médicinales qui sèchent pour l'herbier donnent à la pièce une odeur de plate-bande, de poussière, de montagne et d'herboristerie. Dans la salle à manger voisine, de lourds souliers sur le plancher viennent et vont ; le poète entre ; des jappements le devancent ; sa chienne lance ses pattes sur mes épaules. Le poète a pris son fusil ; il m'en offre un ; nous partons.

C'est vers les maïs de Sainte-Suzanne que nous allons. La chaleur, malgré l'heure matinale, est forte. Mon guide ne semble guère s'occuper du froid ou du chaud. Il a mis sur son nez, qu'accentue une bosse, des lunettes aux cercles d'or ; il cligne de l'œil pour nommer les oiseaux qui fuient. Sitôt qu'un petit portail s'ouvre devant une pièce de maïs, il l'ouvre ; la chienne nous précède ; quand la porte de bois résiste et qu'une corde est attachée pour la mieux fermer, le poète enrage, tire son couteau, coupe la corde et grogne : « Ça leur apprendra ! » Rare est le gibier ce matin. Plusieurs fois, la chienne s'éloigne et nous conduit vers un ruisseau paresseux ; son maître la rappelle (j'ai bien du mal à comprendre son nom) *Djep!* crie le maître. Je répète *Djep!* A une question, je finis par apprendre que cette bête s'appelle Gyp, du nom que lui donna le braconnier nationaliste de qui le chasseur la tient.

La pièce de maïs contournée, après avoir refermé avec précaution les petits portails qui se défendent peu, et laissé grand ouvert ceux qui étaient barricadés, nous reprenons le capricieux chemin de Sainte-Suzanne.

Sainte-Suzanne est le nom du petit village :
C'est un nom doux ainsi qu'un vieux nom de grand'mère,
L'auberge est pleine de fumée et de gros verres.
Les vieilles femmes n'y ont pas de babillage.

Nous traversons un bois dont la fougère arrive au nombril ; elle est verte encore, feuillue, mouillée ; Djep y disparaît ; les chênes taillés et retaillés n'ont guère au-dessus de leurs troncs que des moignons rabougris, affreux ; la rapacité des propriétaires est la cause de ces mutilations hideuses. Nous voici au bout du ruisseau. Un gros rat d'eau, gras comme une caille, y boit. Jammes le vise et ne tire pas. « Non, il est trop joli », dit-il en replaçant le fusil contre son épaule. Dans ce bois, il y a les gentianes d'un bleu électrique du même éclat féerique que l'étrange papillon qui est dans le salon du poète ; Jammes en cueille quelques échantillons qu'il met à sécher dans son livre de prières.

Son livre de prière, « c'est mon meilleur ami », me confie-t-il. Et, tout d'un coup, il me prend le bras : « Si vous avez besoin, un jour, de faire prier, dites-le-moi ; il y a, au couvent d'Orthez, une sainte femme qui, plusieurs fois, a vu Dieu. Tout ce que j'ai fait demander par elle, je l'ai obtenu. Hier encore, pour une intention de Claudel, elle a prié. »

Elle a vu Dieu. Francis Jammes nomme le Père avec la plus grande simplicité ; jamais dans ses livres il ne l'appelle Seigneur, et se moque de ces poètes chrétiens qui, à chaque vers, s'écrient : *Seigneur, Seigneur!* Jammes dit Dieu, tout bonnement. A la manière dont Jammes parle de Dieu, se découvre à tous les calvaires du chemin, pénètre dans les églises de la route, s'y prosterne, j'ai bien compris que Dieu n'était point pour lui le justicier farouche, mais un bon père protecteur, mêlé à ses courses, à ses rêves, à ses travaux, à son foyer, à sa vie quotidienne.

— Je m'en remets à Dieu de mon existence, m'avoue Jammes. Et regardez comme il ordonne bien les choses ; quand j'étais jeune et fol, quand je me levais le matin très tard, allumant ma pipe de tabac avec la seule pensée d'aller faire une escapade avec ma Mamore, aux Espagnes, j'étais dans la gêne ; depuis que je suis père, que chaque année augmente la nichée, Dieu m'envoie de l'argent. Mes livres se vendent, Arthur Meyer, les frères Simond veulent de mes articles. Rue de l'Odéon, on me paie très cher une heure de lecture. Croyez-moi, Dieu fait très bien les choses.

Et dans un signe de croix devant une croix de mousse contre laquelle il dépose les gentianes cueillies puis serrées entre les feuillets du livre de prières, le poète rustique mit

sa reconnaissance joyeuse. Car il est content. Nous atteignons Sainte-Suzanne.

J'étais gai et l'église était calme au soleil,
Près des jardins où est la vigne, il y a des roses,
Près de la route où les oies et les canards causent,
Les belles oies qui sont blanches comme du sel.

L'auberge porte fièrement sur sa façade, en grosses lettres : *AUBERGE. On loge à pied. Rendez-vous de MM. les Chasseurs. Épicerie.* Un mot à la vieille hôtesse pour la prier de sortir son meilleur confit, préparer la garvure et battre les œufs, et me revoici avec cet homme infatigable, à travers champs.

Djep donne de la voix ; pan ! pan ! Coup double : deux cailles tombent. La journée n'aura pas été perdue. « Dieu est bon », murmure le poète. Parbleu ! une bonne chasse ne mérite-t-elle pas une action de grâce?

Le carnier maintenant a bonne contenance. Jammes voudrait bien tirer un lièvre au pied d'un coteau vert qui dévale roide sur une terre. « Je les tue, mais je les aime bien », me confie-t-il. D'un doigt il me montre le ciel : « Là-haut, nous en retrouverons beaucoup. » Il m'explique : « Il ne faut pas croire que le Ciel soit un endroit ennuyeux où nous ne rencontrerons que des dévotes et des anges musiciens ; nous reverrons tout ce que nous aurons aimé sur terre ; je devine les belles chasses que l'on fera sans fusil, avec le Poverello ! Sarvat, le cygne d'Orthez, se mêlera à son troupeau ; il y aura Lièvre ave cqui je parlerai de Balansun et de Costetis ; il y aura tous les ânes que j'ai aimés et qui me porteront quand je serai fatigué de mes très longues promenades à travers les bois de Dieu. Aux clairières du ciel, seront *le Courte-queue, le Loup, la Brebis, l'Agnelle, les Labrits, l'Espagneule*, qui constateront que le ciel est *aussi beau que la terre.* »

Francis Jammes insiste : « Le ciel sera la terre que nous aurons aimée ; j'irai vous visiter sur une colline bleue de Provence, où Mistral aura autour de lui un troupeau de la Crau ; Cézanne y peindra toute la journée ; Henri Fabre étudiera le monde religieux, qui déjà sur la terre priait Dieu ; la mère de saint François d'Assise, qui était Tarasconnaise, y devisera en langue provençale avec ma mère qui est Sisteronnaise. Au vallon du Béarn qui s'unira sur la frange blanche

des Pyrénées, je chasserai la bécasse après avoir marché des journées entières, d'un angélus à l'autre, d'un pas de chasseur, dans des vallées heureuses ; le soir nous porterons notre gibier de pensées à Dieu. »

Midi tapait au clocher de Sainte-Suzanne qui nous appelait ; le poète posa son fusil contre la haie et récita l'angélus.

Nous retournâmes vers l'auberge. Au seuil de la porte, la vieille hôtesse nous attendait : « Monsieur Jammes, c'est prêt », dit-elle. La garbure bouillante laissait flotter un nuage si fort dans la petite salle à manger, qu'elle parvenait à dominer les relents de l'épicerie où l'institutrice achetait six sous de bois de panama.

La chère est abondante à l'auberge de Sainte-Suzanne ; elle est servie dans de grosses assiettes qui n'ont pas la grâce de celles de Sarnadat. Les verres y sont épais, mais emplis d'un jurançon qui fut royal et demeure généreux et fraternel. En sa compagnie, le vin poussant la chère, la chère aidant le vin, j'ai pu, grâce à une retraite montagnarde qui avait assoupli mon estomac, tenir tête à mon hôte magnifique ; je sentais bien que je l'eusse nettement désobligé si j'avais eu maigre appétit. Il aurait été diminué auprès de l'aubergiste de traiter un convive de faible capacité : je pris et repris d'une garbure qui augmente l'agrément d'un pays, le regret d'un départ. De telles volailles donnent un prix rare aux œufs cuits dans leur graisse qui vinrent ensuite. Pour accompagner le fromage, un vin de sable des Landes succéda au jurançon de *nost Euric*. Ah ! bénie soit la table qui reçoit de tels présents et comme le poète chrétien a raison de la « croiser » de la main avant de s'y asseoir.

Le repas achevé, l'hôtesse nous conduisit dans une petite salle aux volets tirés, pièce fraîche comme une grotte au milieu de la plaine embrasée, et où nous trouvâmes deux trésors : une eau-de-vie distillée à Sainte-Suzanne du temps que la vieille était jeune, et une fille, sa petite-fille, de douze ans environ.

Le poète renifla l'eau-de-vie dont il ne boit que peu, et regarda la petite fille.

— Quel âge? demanda-t-il.

— Cinquante-sept ans.

— Mais non, pas l'eau-de-vie, la petite?

— Elle se présente cette année au certificat des écoles

diocésaines, et je venais vous la présenter, vous la recommander.

Le poète passe la main dans sa barbe ; j'avais oublié que le président de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul d'Orthez était aussi membre du jury des écoles libres. C'est, pour lesdites écoles, un rare honneur ; on voit mal l'inspecteur primaire recherchant pour le certificat d'études officiel un pareil écrivain dans tout le Béarn.

— As-tu bien travaillé? demande, paternel, le poète.

La grand'mère répond pour l'enfant :

— Ah ! monsieur Jammes, elle a été un peu malade... Elle n'a pas pu tout retenir.

— Moins tu sauras, plus tu seras savante, dit le poète en faisant un signe de croix avec le pouce sur le front de l'enfant. Va jouer dans la campagne, c'est encore le meilleur livre d'études.

Dans l'après-midi, nous revenons ; un tel dîner alourdit nos pas ; le silence parfois s'installe entre nous.

— Vous avez vu une journée de ma vie, me dit le poète. Je sais que vous savez où gîte le sel de la sagesse. Heureux les jeunes hommes qui n'auront pas eu à connaître les dures épreuves qui, lentement, mènent à la Vérité ! Il n'y a encore pas de meilleur chemin pour la trouver dans sa fraîcheur chrétienne, que le chemin des bois... Quels sots que ces prétendus philosophes qui ignorent tout ! Ce qu'il y en a à Paris ! Chaque fois que je me suis renseigné sur ce qu'ils pouvaient enseigner, je me suis esclaffé.

Le poète un instant se tait et je redis :

J'ai demandé à un ami : « Mais qui est Nietzsche? »
Il m'a dit : « C'est le philosophe des surhommes. »
Et j'ai immédiatement pensé aux sureaux
Dont le tiède parfum sucre le bord des eaux...

Nous passons devant une métairie, puis devant un château, puis devant une ancienne maison de campagne, puis dans un bois où la mousse doit être accueillante ; une ombre barre un instant le front du poète. Est-ce quelque mauvais souvenir dont il ne veut pas le retour qui force sa mémoire? Un moment, il presse le pas. Une fontaine sous deux noyers offre son eau fraîche ; nous y buvons sous la chaleur qui pèse autour de nous et en nous.

En approchant de la petite ville, la route, le bois, la rivière, les maïs, le hameau et l'auberge, le festin rustique, se mêlent dans ma pensée :

Le soleil pur, le nom doux du petit village,
Les belles oies qui sont blanches comme le sel,
Se mêlent à mon amour d'autrefois, pareil
Aux chemins obscurs et longs de Sainte-Suzanne.

*
* *

La veillée. — Je me souviens de la satisfaction de Frédéric Mistral un soir qu'à Maillane je lui appris que Francis Jammes était Provençal par sa mère. *Raço racejo*, avait dit le maître.

Ce soir, Francis Jammes m'a prié de passer la soirée dans sa petite maison. Outre le plaisir de voir les siens et aussi mon amie Neyou, sa seconde fillette, je me fais une joie d'être présenté à sa mère ; les gens de même province qui se retrouvent, où que cela soit, quel que soit leur âge ou l'écart de leurs âges, ne tardent pas à parler un langage secret et cordial.

Plusieurs fois, dans son œuvre, le poète a fait allusion à la naissance provençale de sa mère. Dans *l'Angélus de l'aube*, il disait déjà, parlant du jour feuillu des Rameaux :

Ma mère disait : Dans mon pays, il y avait des olives...

Mme Jammes est née au pays de Sisteron, dans l'évêché de Paul Arène, aux Alpes de Provence, où la montagne et la plaine se joignent dans une fraîche et claire splendeur.

C'est le pays de Paul Arène. Avec les mêmes yeux de poète, Jean de Noarrieu a vu le pays de Jean des Figues, la roche drue et luisante, la lavande, honneur et parfum du comté ; les buis, les genévriers où picorent la grive et le *chacha* sisteronnais, les chardons bleus, les houx, les sorbiers, les menthes, les cytises et l'olivier, enfin ce qui embaume, décore et retient la vallée étroite où s'élevèrent vers le ciel dur les sanglots désespérés de Domnine. Tous deux, Jean de Noarrieu et Jean des Figues, où connurent-ils la mystérieuse marque du soleil? On sait la jolie explication que Paul Arène donne de la douce folie de son héros : tout jeune, près de son âne, sa mère qui travaillait aux champs l'avait placé à l'ombre d'un amandier ; le soleil tournant avait

déplacé l'ombre et, piquant droit sur le cerveau de l'*en fantoun*, y avait glissé un rayon d'or : d'où un poète. Un héros de Francis Jammes a décrit le même miracle solaire, dû à un baiser et qui fit un poète : *De ce baiser date ce grand coup de soleil qui brûle encore ma tête et qui me pousse à mille folies, dont la principale fut de me découvrir la vocation poétique* (1).

Ainsi, songeant à notre illustre Jean des Figues, seigneur d'Entrepières, je tirai la cordelette de la porte ; une vieille sonnette, de ces sonnettes qui, dans les maisons de campagne, éveillent d'anciens échos, l'arrivée des *Percival*, des *Dernanille* anima l'escalier. La petite servante Clarisse vint m'ouvrir.

Le poète me présenta à sa mère (2), à sa femme ; ses enfants vinrent à moi. Bernadette est une belle et saine petite fille qui ressemble à son père ; c'est une bergère de Barèges ou de Gavarnie ; j'aimerais lui voir le capulet au pèlerinage de Notre-Dame de Sarances ; Emmanuelle, *Neyou*, est mon amie ; elle a dix ans, et de doux yeux souffreteux ; elle se blottit contre sa mère et est encore très lasse d'une diphtérie qui, quarante-cinq jours, l'a isolée. Sa maman me dit : « Pendant un mois et demi nous avons vécu comme des prisonniers. A la fin de la maladie, Neyou m'a dit : « Au fond, « on a été bien malade, mais on s'est beaucoup aimé. Tu « n'étais rien que pour moi, maman. » Petit Paul, filleul de Paul Claudel, est un bout d'homme grave et sentencieux ; il veut être curé de montagne ; il ne parle que pour prononcer des aphorismes. Son rêve longtemps attendu est enfin réalisé : il voulait avoir une ombrelle noire comme M. le doyen ; il a une ombrelle noire et paraît complètement satisfait. Et il y a encore tous les autres que bientôt Clarisse vient chercher et qui vont dormir. Le poète les embrasse et les signe au front.

— Vous venez de mon pays, me dit la mère du poète, n'est-ce pas, c'est un beau pays?

Comment n'acquiescerais-je? Ce pays, c'est le mien. Nous parlons des anciennes familles sisteronnaises ; de ce vieux paillard de Paul Arène, de la Durance et de ses *isclo*, de Sisteron et de ses *endrones*, des étoiles noires, de la vallée

(1) *L'Auberge sur la route.*
(2) C'est « *la mère douce aux cheveux gris dont tu es né* ».

du Jabron, de Ribiers, des maisons de campagne qui sont aux derniers coteaux d'amandiers.

— Ma mère s'était mariée Béarn. — Moi aussi, dit la mère du poète. Mon mari était receveur à Tournay en Bigorre. Mon destin fut d'habiter près des montagnes. Souvent, en regardant avec les yeux que Dieu m'a laissés fidèles, la chaîne des Pyrénées, je crois revoir celle des Alpes. Le pic du Midi, c'est, pour moi, le canapé de Gap. La tour Moncade me fait revoir la citadelle de Sisteron.

Puis ce sont des questions sur les châtelains de Noyers, sur Jabron, les notaires de Canteperdrix, le médecin de Ribiers, les distillateurs de lavande de Laragne que les Allemands avaient ruinés. Je dois apprendre que Pierre de Bermond de Vaux, conseiller général de Noyers, a été tué pendant la guerre, dans le Sud Tunisien, à la tête des joyeux ; que le notaire a levé le pied ; que le médecin s'est empoisonné avec des champignons ; que les distillateurs ont rallumé leurs alambics et se passent des Boches. C'est la vie, la vie provinciale quotidienne qui est évoquée, mais assez pour nous rapprocher, la vieille grand'mère et moi. Nous paraissons du même âge à évoquer le pays. Le souvenir de la terre natale est, pour le cœur qui garde mémoire, un gave d'éternelle jeunesse.

Clarisse, qui a mis les enfants au lit, revient avec un grand plateau écaillé où sont des bouteilles de bière et des bouteilles de limonade.

— Vos enfants sont heureux, dis-je à la mère. Hier, j'ai vu sous la remise qui est près de votre porte, au fond de la cour d'entrée, Bernadette, Neyou et leurs amies ; elles jouaient à la maîtresse et à l'élève ; les unes étaient couronnées de clématites, une autre portait un bonnet d'âne.

— Nos enfants sont heureux, redit le poète.

— J'ai goûté leur simplicité. Qu'ils diffèrent de cette petite fille que j'ai connue, dont le père était député, et qui, en tramway, le faisait savoir à tous les voyageurs.

— C'est que nos enfants, me confie Jammes, sont élevés de telle façon qu'ils ne sauraient tirer vanité des occupations de leur père. Je leur ai appris que mon métier était un métier comme les autres, ni plus ni moins honorable que ceux des parents de leurs compagnes d'école ou de jeu. Mon métier leur paraît aussi naturel que celui du directeur de la scierie, du cordonnier, du boulanger, du jardi-

nier, du vétérinaire, du receveur municipal, du bûcheron.

— A mes enfants, reprend le poète, j'ai enseigné que toute la dignité du travail était dans la piété qu'on y mettait. Ils savent que toute œuvre doit être modeste et appliquée, et que le cordonnier qui ne ressemelle pas les souliers de la clientèle avec du carton, que le pâtissier qui n'emploie pas de la margarine en place de beurre, que le poète qui ne dépouille pas ses confrères, sont des hommes respectables.

Aussi, conclut Jammes, soudain grave, demain je puis mourir, mes enfants se mettront à la tâche ; ils savent qu'ils n'y a pas de déchéance dans le labeur honnête.

Et le père me confie un rêve. Je sais que son propriétaire est un affreux homme qui, sans cesse, le tourmente.

— Oui, j'ai un rêve, je voudrais laisser un nid aux enfants, quelque vieille maison béarnaise bien à nous, dans la campagne, avec une vigne, une prairie, deux maïs, huit cents mètres le long du gave. Dieu a été si prévoyant chaque fois que ma famille s'est augmentée, qu'il me permettra bien quelque jour d'offrir ce nid à la tendresse de mes oisillons, dussé-je arracher quelques-unes de mes plumes pour en feutrer le fond.

J'ai comme l'impression que, dans cette nuit où palpite le sommeil de six enfants, le poète rêve à voix haute.

— Si jamais nous avons notre maison vers Castetis ou Noarrieu, Balansun ou Navarenx, chacun s'y occupera à une tâche désignée. Déjà Bernadette sait très bien compter ; elle tiendrait le livre de dépenses. Nous aurions une vache qui, tour à tour, donnerait des veaux et du lait. Il y aurait des oies blanches comme le sel, des canards, des poules, des poulets. On planterait de la vigne. Le meilleur vin est celui de sa vigne...

Et le beau rêve que le poète faisait ce soir-là, sous la lampe, autour des siens, s'accomplit aujourd'hui comme dans un conte merveilleux. Une nouvelle vie commence au pays d'Hasparren.

MARCEL PROVENCE.

Le Chasseur d'abeilles

Il s'appelle Dajan dit Balthazar ou encore le Jeune ; l'autre, l'aîné, est chasseur de palombes. Chez les deux frères, l'observation, l'intuition, le flair sont des dons, comme le guet et la capture des actes naturels. Ils vivent dans l'attente ou le frisson perpétuel d'une poursuite. Balthazar, de plus, ne se résignant pas à quitter les bois où il erre à la façon d'une bête maraudeuse, s'est fait émondeur. Ainsi, dans la saison vide, il continue à hanter les futaies dépouillées et, tout en ébranchant, à fureter et à explorer. Petit, grêle, quoique pourvu de fibres d'acier, — on ne peut dire de muscles tant il est peu charnu, — la face mobile, animée d'yeux gris sans cesse dardés sur quelque chose, les pieds et les mains extrêmement fins, doués d'une mobilité et d'une dextérité, d'une faculté de prise inouïes, l'allure balancée, avec une oscillation des hanches et du cou, habitué qu'il est à se faufiler, à se couler dans les taillis, sommairement vêtu, et, l'été, d'un pantalon et d'une chemise, il donne l'impression d'un primitif où, sous l'enveloppe humaine, jouent des sensations, des impressions instinctives, animales. Ajoutez une parole sobre, nourrie seulement de faits de métier, d'expériences accumulées ou de divinations obscures. Le vent, le bruit, une odeur, un vestige quelconque, l'ombre et le jour sont pour lui révélateurs d'une piste, et l'air sans doute lui parle à l'oreille. Il sait, par exemple, sur terre, ce que tel

arbre devenu ruche naturelle produira d'essaims, et dans les airs, en nettoyant un fût, il sait, entre deux branches mortes d'apparence égale, laquelle peut ou non le soutenir.

Balthazar ne s'occupe que des ruches naturelles construites dans les arbres. Il ne nourrit pas l'abeille, il ne l'essaime pas artificiellement. Il s'empare, pour sa récolte de miel et de cire, soit des essaims entiers au gîte, soit des essaims en migration. Il n'est point savant et n'en a cure. Sans doute il n'ignore pas les mœurs, les lois, la hiérarchie de la ruche ; ni cette admirable division du travail qui fait concourir chaque individu à l'œuvre commune, depuis les abeilles-ouvrières sans sexe, nourries du couvain et butineuses de fleurs, jusqu'aux abeilles-mâles réservées à un amour unique, véhément et mortel, jusqu'à l'abeille-mère ou reine, destinée à un enfantement illimité ; ni ce prodigieux ouvrage que constituent les rayons, multitude de cellules en partie occupées par le couvain, en partie emplies de miel, et toutes cloisonnées, séparées et jointes à la fois par des fils de cire, berceaux où un peuple de larves s'amoncelle incessamment ; greniers où le nectar des fleurs incessamment dégorgé s'accumule : non, mais il s'en tient aux connaissances et aux données pratiques. Qu'il existe ailleurs des sujets noirs, jaunes, gris, originaires de Flandre ou de Hollande, ou d'Italie, plus ou moins longuement annelés, étroitement corsetés, abeilles domestiquées et pour cela dites bourgeoises, peu lui chaut encore : il n'a affaire ici qu'avec deux espèces, l'une brune, l'autre fauve, rousse presque. La première pacifique et souffrant l'homme, sans poils sur le corps ; la seconde sauvage, irritée, hostile à tout venant, prompte à l'attaque et velue, quelque chose comme le sanglier du genre. Toutes deux au reste s'apprivoisant, acceptant l'hospitalité de l'homme dans ses ruches.

Dès le printemps, Balthazar se met en route à travers les bois du pays. Il en connaît tous les arbres creux abritant une ruche ou susceptibles de le faire. Il devine leur capacité, soit qu'il la jauge de l'œil, soit qu'il la détermine par le nombre d'abeilles qui en sort, ou encore par le bruit continu qui l'emplit. Attentif à tout, il relève autant d'indices que les insectes eux-mêmes. Il ne se trompe ni sur l'abondance des luzernes, des trèfles et des sainfoins, ni sur la pousse des arbres fruitiers, ni sur la sortie des bruyères et des ajoncs dans les landes, toutes plantes qui offrent des floraisons successives,

sur lesquelles les abeilles commencent à butiner. Je ne parle point de la naissance des vraies fleurs, dont il paraît compter les boutons au cours de l'été, comme il semble avoir fouillé toutes les vignes et tous les figuiers en automne, quand le suc abonde au flanc gonflé des raisins, lorsque le miel pend en gouttelettes au bord entr'ouvert des figues. Il sait que de la multiplication de ces fleurs et de ces fruits, de leur splendeur comme de leur maturité dépend la prospérité des ruches, leur nombre, leur avenir, et même leur hygiène. Il vous expliquera que les abeilles, comme les gens, diffèrent d'appétit, ou mieux de gloutonnerie et de sensualité. Que, par un avril précoce, où le soleil hâtif sollicite l'éclosion des corolles, les parfumant plus que de coutume, les abeilles parfois ne se retiennent point de boire, boire à même à la coupe enivrante, de s'y plonger, et qu'elles reviennent à la ruche comme débordantes de sucs. Elles y sont prises alors de « flux de ventre ». Elles y rendent des déjections noirâtres et fétides qui sèchent où elles tombent, dont la poussière envahit les trachées des insectes. Beaucoup en meurent... Ainsi, avant de se mettre en chasse, avec un flair infaillible, procède-t-il à l'examen des lieux. Il ne se risque point à perdre son temps devant une ruche à l'étroit sous l'écorce, ou qui semble aventurée dans de maigres enclos. Il se méfie de ces coins de paradis où tout est corbeilles et tapis de fleurs, pareils à des bouquets de salon, comme si le soleil n'avait que des baisers pour cette place de terre.

Dès que, pour établir son rucher annuel ou pour satisfaire à une commande, le chasseur a fait choix d'un arbre qu'il sent riche en couvain, en cire et en miel, il se hâte, il court chez lui. Il coupe un fort rejet de bois tendre, il le fend d'une extrémité à l'autre jusqu'à dix ou quinze centimètres de l'un des bouts, il l'ouvre en lamelles, écarte celles-ci en forme de dôme, et puis les relie et les tresse d'osiers comme s'il garnissait une claie, et puis les consolide à l'intérieur, à l'endroit le plus évasé, d'une sorte de traversier fait de bâtonnets disposés en croix où les rayons futurs prendront appui ; il enduit enfin le bout d'une couche de bouse de vache, carapace hermétique, dans laquelle seule une petite ouverture est ménagée. Cette cloche est sa ruche à lui, l'habitation où il entend fixer ces butineuses. Et il rit si on lui parle de cadres, de planchettes, de tiroirs nécessaires à leur établissement. Et il part la ruche sur l'épaule, une serviette

sur le bras, une hachette à la ceinture, tête nue, et cou et pieds et mains nus, comme un sauvage. Sa hachette, outil de fil ardent, amincie par la meule, éclatante et sonore, est renommée dans le pays pour sa pénétration. On dit qu'il l'eut d'un bohémien. Le nomade l'apportait d'Espagne où elle avait été trempée, toute incandescente, dans un flot frémissant et glacé.

Arrivé à l'arbre, il le réinspecte minutieusement, cherche le sens du bois, et l'attaque à grands coups, comme un bûcheron. Il l'entame à hauteur de l'entrée principale de la ruche. La hachette tinte, frappe, l'écorce vole en éclats secs, et le tronc retentit. Balthazar est fier de son adresse. Il dit : « Tendez un fil, je le suivrai sans le couper. » Bientôt l'aubier est dépassé, le cœur atteint, car la sève jaillit. Les abeilles d'abord stupéfaites ne tardent pas à se mettre en fureur. Elles sortent, se précipitent, enveloppent le chasseur de cercles sonores, se jettent sur lui, battent sa face, son cou, ses mains de paquets d'assaillants, l'aiguillon dressé, rentrent chercher du renfort, reprennent l'attaque en enflant leur rumeur de combat, et, accrues enfin des ouvrières qui rallient des champs, multiplient les manœuvres, les agressions, les ruées. Dans l'arbre, par moments, un bourdonnement indigné répond à leur tumulte et semble vouloir les pousser en avant, comme un roulement saccadé de tambour... Balthazar impassible poursuit. Il assène plus sûrement encore son arme. Un dernier éclat de bois saute, et les rayons apparaissent. Le soleil entre dans l'arbre avec le fer. Tout étincelle : rayons d'or mat, rayons d'or bruni, toison magique aussi recélée sous l'écorce, mais naturelle et renaissante ! Et c'est gras, onctueux, suintant de nectar. Le chasseur, d'un coup rapide, sectionne les rayons au-dessus de leur point d'obstacle, lâche son arme, et, comme il ravirait un trésor, à pleines mains, emporte des pans entiers de cellules. Les abeilles s'accrochent aux rayons, les couvrent de leur corps. Lui, prestement, étale du pied la serviette sur le sol, s'agenouille, et secoue sur le linge, secoue ce bloc fourmillant d'insectes. Ils tombent, comme des gouttes sombres, comme une pluie vivante. Balthazar renverse sur eux sa ruche, ainsi que l'on pose un verre sur ses bords... Il retourne à l'arbre. Il n'a rien fait encore ; la reine n'est point prise. Tout à l'heure il l'a vue. Suivie des groupes qui l'escortent, elle parcourait son état dévasté, elle errait sur les ruines de ses

demeures. La foule ailée ondulait derrière elle comme une chaîne. Il la saisit, il la passe sous la ruche. Et, tandis que le reste suit, il achève sa razzia. Il se félicite. Il a pillé des livres de miel et de cire, capté l'essaim entier. Il est bien tranquille. Il n'y aura pas de déserteurs. Il a arraché en venant des touffes de menthe, il en a frotté l'intérieur de son appareil. Les abeilles adorent cette odeur. Elles ont manifesté leur joie en entrant. Pendant que la reine se fixait sur le traversier, les autres, comme sur une fleur, « piquaient du front et battaient de l'aile ». De plus, il a pris soin de couper le bout des ailes à la reine. Elle ne saurait plus fuir ; et nulle ne l'a jamais abandonnée. ..Virgile a écrit : « Arrache les ailes aux rois. Qui donc oserait, quand ils sont devenus sédentaires, prendre son essor vers le ciel ou voler au combat?... » Balthazar aurait-il lu Virgile?

Le chasseur procède parfois autrement. Lorsque l'arbre est de peu de volume, il en bouche les orifices avec des chiffons, grimpe dessus, l'émonde, l'écime dans le bois plein encore, et descend. Et puis, il le scie à quatre-vingts centimètres environ au-dessous de la ruche. Il rentre chez lui, attelle ses vaches à une paire d'essieux découplés, revient, fait basculer et charge le tronc, le transporte dans son enclos. Là, il le plante, l'assure tout droit en terre et le débouche. Quand il veut le vider, il le renverse, l'entame par le fond, le pille, le remet debout. Son rucher, de ce fait, prend un aspect de décombre antique, avec ses hottes comme des fragments de dômes, que des fûts blancs ou roux dominent de place en place.

Mais la prise où Balthazar tend ses sens est celle de la capture d'un essaim en migration. L'essaim suit la plus vieille des reines. Celle-ci, le départ arrivé, bat le rappel avec ses ailes. C'est dans la matinée, par un jour lumineux de juin. La fraction du peuple qui émigre rallie la reine, et, le point de direction pris, s'élève par grappes et glisse à la recherche d'un gîte. Balthazar ne quitte plus les bois. Il les assiège des yeux et de l'oreille. Le bourdonnement de la reine ne saurait échapper à son ouïe, non plus que le son du vol de l'essaim, s'il arrive trop tard à l'embarquement dans le ciel, non plus que son sillage à ses regards. Il marche comme tiré par un fil invisible, comme s'il suivait l'ombre de l'essaim sur le sol. Il va, une ruche à l'épaule, sans arme cette fois, portant un vaste chaudron et un marteau de bois. Le vol enfin se

fixe : il s'accroche à une branche où il plane en évoluant. Balthazar empoigne par l'anse son chaudron. Il le frappe, le martèle à tour de bras. Un bruit étourdissant éclate. Cela est déchirant et profond, tumultueux. Au-dessus, dans l'air assailli, tout vibre. Les abeilles tombent. Non pas attirées, comme il le croit, par le vacarme, mais atteintes, ébranlées, ballottées, englouties pour ainsi dire par les frémissantes ondes aériennes, comme par un tourbillon... A terre, il les ramasse, à pleines mains toujours, et emplit sa ruche... Lorsque les Curètes reçurent Jupiter encore à la mamelle dans l'antre de Nicté, ils ne furent point sans inquiétude ni sans émoi. Le fils de Cybèle ne fronçait point encore ces sourcils qui faisaient trembler l'Olympe, il ne dressait point encore ces bras d'où partait la foudre, mais rose et potelé il souriait, et son sourire était si doux et beau, et l'expression de sa bouche si autre que celle des bouches humaines, que ses hôtes ne savaient quel aliment lui apporter. Alors comme des vols d'abeilles passaient, ils se saisirent de cymbales et les frappèrent en cadence, ils emplirent l'air de frissons métalliques retentissants, conviant les essaims à s'empresser auprès du nourrisson prédestiné. Les abeilles s'abattirent autour de la face divine et distillèrent leur miel sur ces lèvres parfumées déjà d'un souffle d'ambroisie.

Un mystère surtout entoure Balthazar : celui de son immunité. Voici son secret. Il se frotte de fenouil écrasé. Les abeilles désarment en touchant cette tête qui fleure le buisson, cette chair à l'odeur végétale. Et, si le temps est orageux, prédisposant les insectes à la fureur, ou s'il s'attaque à l'arbre plus rudement que de coutume, il ajoute quelques gouttes de vinaigre. Enfin, avant de s'emparer des essaims, il se crache dans les mains et les enduit de sa salive. Il n'est jamais piqué.

En possession de son butin, Balthazar compose son miel et sa cire. Il sépare d'abord au couteau les cellules à miel de celles à couvain. Ensuite, il filtre les premières à la main, les exprime dans un linge, au-dessus d'un récipient. Il a son miel... Le résidu est mêlé au couvain. Il verse résidu et couvain dans une casserole avec moitié d'eau. Il fait bouillir. Quand l'écume point, il retire le tout du feu, le jette dans un drap solide, l'exprime à son tour à chaud au-dessus d'un bassin d'eau froide, entre deux bâtons épais. Ceux-ci sont joints entre eux à l'un de leurs bouts par un fil de fer. Le

mélange se coagule en touchant l'eau. Le chasseur prend cette pâte, la presse, la met en billes comme du beurre. Il refond, laisse refroidir, distribue en pains. Il a sa cire... Il écoule le miel en litres, la cire en mottes. Il court le pays. C'est dix francs le litre de miel, huit la livre de cire. Bien entendu, il rabat de son prix. Et, si on ne lui prend rien, il demande la charité... De là, sans doute, par ironie, son surnom de Balthazar.

Il vend ses abeilles en ruches. Il court à ce sujet une légende. On prétend qu'il les envoûte. Elles reviennent chez lui quand il le veut. En vain les acheteurs les supplient-ils de demeurer, en leur chantant la cantilène : « A pay, à may », à père, à mère ; en vain défendent-ils à leurs enfants de « lever la langue » contre elles, de les injurier ; en vain les associent-ils aux événements de famille en leur apportant des friandises les jours de liesse, en cravatant de crêpe la ruche les jours de deuil... Que Balthazar vienne à passer, et elles le « suivent comme un chien son maître ». Je laisse à penser les haines qu'il emporte. Nul ne se dit que les abeilles quittent la ruche naturellement, soit qu'elles ne trouvent plus de fleurs aux alentours, soit qu'elles soient débauchées par d'anciennes compagnes du rucher.

Balthazar ne s'inquiète ni des hommes ni de leurs jugements. Il n'a souci que des crapauds et des fourmis. Le crapaud, la femelle surtout, est né gourmand. Il a remarqué que les abeilles roulent parfois au pied de l'arbre. Trop chargées, leurs cuisses creuses trop emplies de suc, elles manquent l'entrée de la ruche, s'y heurtent, s'y blessent et choient. Le crapaud, veille au bas du tronc, se hissant d'une racine à l'autre, la langue, sa longue langue prête au bord vaste de sa bouche. Il la déroule, il la pose sur l'insecte tombé, l'enrobe de sa salive, et le happe comme un fondant. Et si l'orifice est au ras de terre, il trouve mieux. Il s'approche, il applique sa langue contre le trou et cueille, non plus les abeilles qui roulent, mais toutes celles qui passent en cherchant à rentrer. C'est une hécatombe. Le jour entier il gobe ces petites boules ailées ruisselantes de nectar. Et puis il s'en va, les pattes écartées, plus pesant, plus aplati sur le sol que jamais, ses gros yeux tournés de délectation vers le ciel... Balthazar assomme tous les crapauds qu'il rencontre.

Avec les fourmis, c'est pis encore. Ces colonnes à ruches qu'il transporte dans son enclos ne tardent pas à souffrir

du temps. Le vent, la pluie, le gel, le soleil les flagellent, les gercent, les consument. L'écorce se détache, le bois se fend. Et les larves du lucane, longues de cinq centimètres, armées de mandibules puissantes, commencent à y cheminer. Elles les sillonnent de galeries, de couloirs, de boyaux. Derrière elles, dans l'obscurité du tronc, de fines traînées de poudre de bois se déposent. Arrive une fourmi qui par là furette. Habituée à la poussière, elle s'enfonce dans la trace molle. Elle prend un tunnel, poursuit, aboutit à un rayon. Elle goûte. O stupeur ! ô joie ! Des entassements de sucre, des monts de miel à dévorer. Elle recule, court à sa fourmilière, elle y crie la nouvelle. La fourmilière se met en marche. Elle emprunte toutes les avenues ouvertes par les larves. Elle gagne comme une marée à travers l'arbre, descend toutes les pentes, gravit toutes les côtes, se déverse en mille ruisselets comme un fil, aux gouttes vivantes, et déferle sur la ruche. Et comme cette multitude est stimulée par l'aliment sucré dont elle se gorge, elle pond et pullule plus que coutume, devient vraiment intarissable. Les greniers sont pillés, les berceaux sont vidés. En vain les abeilles tentent de faire front. Elles piétinent, écrasent les assaillants. Ils renaissent de leurs cadavres. Alors, épuisées, à bout de vivres, les abeilles périssent sur leur cité détruite, ou bien, lamentables et farouches, elles errent en attendant la mort, dans l'horreur, la frémissante horreur de l'impuissance...

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

Caroline Gêvrot[1]

X

Une fois dehors, ne connaissant pas le pays et me méfiant de mon incurable distraction, je pris le parti d'aller tout simplement à Naufreville. Je continuerais ma route jusqu'à l'Oreiller du Diable ; il me serait facile de découvrir aux environs une place commode pour la lecture, et je reviendrais au château par la même traverse qu'avec Robertine, l'autre jour. De cette manière, j'étais sûre de ne pas m'égarer.

Je marchais lentement, absorbée dans mes pensées, songeant surtout à ce que le capitaine venait de m'apprendre du baron Anicelli ; étais-je à la veille de trouver une protection puissante qui m'ouvrirait des jours meilleurs? Ce changement dans ma destinée, je le devrais aux souvenirs d'honneur laissés par mon père dans l'armée et presque ignorés de sa famille ; mon oncle Joseph, qui m'avait élevée, savait peu de chose de la vie militaire de son frère. Il m'avait dit un jour : « Votre père était brave et modeste ; il ne se vantait jamais et louait volontiers les autres. » D'ailleurs, je crois que, pendant les cinq années qu'il passa au service, mon père, sans cesse en campagne, ne revint jamais au pays ; ni ses lettres rares, ni la voix publique, qui n'avait pas à s'occuper d'un simple lieutenant, ne

(1) Voir *la Revue* des 15 juillet et 1er août.

pouvaient avoir renseigné mon oncle sur les vicissitudes de sa carrière.

Toute à ces méditations, j'avais traversé le village et j'arrivais en vue de la maison Lefranc ; elle m'apparaissait de profil, du côté où montait l'escalier extérieur. Je vis que la porte à laquelle cet escalier aboutissait était entr'ouverte et me voilà saisie de la tentation d'entrer. Après tout, que risquais-je? Depuis que j'étais au château, j'avais revu deux fois M. Lefranc qui y venait pour affaires ; nous avions échangé des paroles de politesse. Était-il surprenant ou déplacé que, passant devant sa maison, j'eusse la pensée de lui souhaiter le bonjour et de lui faire mes compliments sur la jolie façade? Je décidai en moi-même que rien, au contraire, n'était plus naturel et que, s'il laissait voir qu'il me jugeait indiscrète, j'en serais quitte pour m'excuser en prenant mon air le plus naïf. Et si au lieu de M. Lefranc je trouvais Lise Rocreux, tout serait au mieux puisque je désirais la voir en face et lui parler, et qu'après ce qui s'était passé dans le sentier du Diable, j'en avais le droit comme institutrice de Robertine, responsable de l'enfant qui m'était confiée. Je gravis donc l'escalier de pierre, fort raide, et du revers de la main, je frappai deux coups légers, mais nets ; je n'eus pas de réponse. Tant pis ! je poussai le panneau peint en vert, et j'entrai.

La chambre était déserte, obscure à cause de la toile clouée en dedans à la fenêtre qui donnait sur la route et dont j'ai parlé en décrivant la façade. Dans le fond, un lit avec une paillasse en mauvais état ; dans un coin, une table de bois blanc, sur laquelle je vis une cuvette et une bouteille vide qui devait servir de pot à eau ; en face de la porte d'entrée, une autre porte dont le battant avait été enlevé ; elle donnait accès à un petit cabinet, absolument vide, recevant le jour (peu de jour) par une lucarne du côté du jardin. Ainsi, les deux pièces n'avaient aucune communication avec le reste de la maison. Par la lucarne, je regardai le jardin ; et si celui-ci ne m'offrit rien d'intéressant, il n'en fut pas de même de ce qui s'y passait.

Un homme, que je voyais de dos et en qui je devinai M. Lefranc, creusait une fosse le long du mur, tout près de la porte qui ouvrait sur le sentier du Diable ; c'était dans un carré de salades, et je n'imaginais pas bien à quelle besogne de jardinage correspondait ce genre de travail ; peut-être voulait-il enterrer un chien ou un chat qu'il avait perdu? Pour mieux observer et pour éviter d'être vue, je reculai vers le coin de la petite pièce et j'y déposai mon ombrelle ; avançant le visage le moins possible, il me parut difficile que, du

dehors, on m'aperçût dans la demi-obscurité de ce cabinet. Presque aussitôt, je vis arriver, du côté de la maison, un jeune homme en redingote à pèlerine, nu-tête, les cheveux noués par derrière à la catogan. Je n'eus pas de peine à reconnaître Lise Rocreux. Elle portait à deux mains une caisse peu volumineuse, mais qui devait être lourde à la façon dont elle la posa à terre. M. Lefranc s'était redressé sans se retourner ; et maintenant ils causaient tous deux, face au mur, faisant peu de gestes et ayant l'air de gens dans l'hésitation. Cela dura quelques minutes ; puis Lise Rocreux eut un haussement d'épaules, pivota sur elle-même, et, tête baissée, revint en courant vers la maison.

Je continuai d'observer M. Lefranc qui paraissait occupé à régulariser les bords de la fosse et ne se décidait pas à y descendre la caisse, quand il me sembla entendre un léger bruit dans la chambre ; on eût dit que la porte avait remué ; or, il ne faisait pas un souffle de vent... La peur me prit qu'on ne m'eût vue et que l'on m'enfermât. Non, la porte n'avait pas bougé ; je crus prudent, néanmoins, de m'en aller ; je retraversai vite la chambre, et une fois sur l'escalier de pierre, je me retournai pour m'assurer que j'avais bien tiré la porte derrière moi et que je la laissais entre-bâillée juste comme elle était à mon arrivée... Quelle ne fut pas ma stupeur en lisant, tracé à la craie sur le panneau vert, le mot : *Ève!*

L'allusion à ma curiosité était plus qu'évidente. Je jetai un coup d'œil aux environs ; je ne vis âme qui vive. Je retournai vers le château, moins fière qu'en venant ; ainsi, j'avais été vue, et vue faisant acte d'espionnage. Cette conduite n'avait rien à faire avec mon droit d'interroger Lise Rocreux : je m'étais mise dans mon tort.

J'avais pris le chemin de traverse et j'étais à moitié de la route, lorsque tout à coup je m'aperçus que je tenais bien le *Jeune Anacharsis*, mais que je n'avais plus mon ombrelle ; je l'avais laissée dans l'angle du cabinet où j'avais eu l'imprudence de la poser pour observer mieux à mon aise. Que faire? retourner sur mes pas? L'heure me le permettait encore ; mais réclamer l'ombrelle? En admettant que la maison ne fût pas fermée ou qu'on voulût bien m'ouvrir, je ne pouvais le faire sans avouer l'espionnage. Allons ! le mieux était d'en prendre mon parti ; je pleurais tout de même cette ombrelle, que mon oncle Joseph m'avait donnée aux dernières étrennes et qui était un des rares objets élégants dont je relevais un peu ma parure.

Le capitaine et Robertine arrivèrent en retard ; il était près de sept heures quand on se mit à table ; le vieux marquis, remonté dans sa chambre, avait pris le lit. Le jour commençait à tomber ; Rosalie tira les rideaux et alluma deux candélabres à je ne sais combien de bougies ; malgré cela, l'immense salle était sombre et me rendit l'impression lugubre du soir de mon arrivée.

Heureusement, le capitaine Norbert s'empara du candélabre le plus éloigné, le ramena tout auprès de l'autre, rapprocha d'autorité les trois couverts et tout en mangeant raconta leur visite à Meusey d'une manière si plaisante que la gaieté me revint.

— Mon beau-frère est charmant ; ma sœur, insupportable.

— Et les enfants?

— Les enfants sont les deux : insupportables et charmants.

Robertine, en extase devant son oncle, en oubliait de manger.

— Laissez-la, mademoiselle Gêvrot ; elle a dévoré à la collation. C'est une honte, pour un officier de l'Empereur, d'avoir une nièce qui soit un pareil gouffre !

Rosalie vint chercher Robertine pour la coucher ; le capitaine dit qu'il allait fumer une petite pipe, et il en tira une énorme de sa sabretache ; et moi, une bougie à la main, je montai à ma chambre.

En ouvrant la porte, qu'aperçois-je dans l'ombre, sur ma table? Ma chère ombrelle, qui reposait là, bien tranquillement, tout de son long et qui avait l'air de m'attendre. Un bout de papier blanc apparaissait entre le manche et la soie ; je le dépliai et voici ce que j'y lus :

« Mlle Gêvrot est curieuse. Sa curiosité sera peut-être satisfaite plus tôt qu'elle ne le croit ; mais, pour cela, il faut qu'on puisse compter sur sa discrétion. Qu'elle se taise sur ce qu'elle a vu aujourd'hui ; si elle parlait, elle en aurait un jour un amer repentir. »

On avait mis d'abord : *elle s'en repentirait;* puis on avait raturé, sans doute par crainte que le mot ne fût entendu dans un sens de menace. Enfin, d'une écriture hâtive, que j'eus un peu de peine à déchiffrer, je lus encore :

« Que Mlle Gêvrot ne tremble pas pour son élève ; aucun danger ne menace cette enfant. »

Il n'y avait pas de signature ; mais le doute n'était pas possible sur l'auteur du billet : c'était Lise Rocreux.

Contente d'avoir retrouvé mon ombrelle, je ne l'étais pas moins de la tournure que prenait ma sotte histoire. Ainsi, l'on ne m'en voulait pas de la visite clandestine à la maison Lefranc ; j'en demeurerais

quitte pour ma courte confusion. Surtout, je me réjouissais de ce que le post-scriptum contenait de rassurant à l'égard de Robertine. Il y avait pourtant une ombre au tableau. D'une manière évidente, on me traitait en amie, tout au moins en amie possible de demain ; n'était-ce pas aussi me traiter en complice? et de quelles louches opérations? Plus que louches : en observant la scène du jardin, j'avais pensé tout de suite que cette caisse, qui paraissait si pesante pour ses dimensions, pouvait bien contenir de l'or et de l'argent. Assistais-je aux préparatifs d'enfouissement d'un trésor? Voici qu'à présent, je me rappelais l'entrefilet de journal lu à Meusey, d'après lequel Lise Rocreux avait pris part quelque temps auparavant à une attaque de voiture publique : très probablement, ce qu'elle apportait au père Lefranc, et ce que celui-ci devait cacher sous la plate-bande, c'étaient des fonds volés, les fonds de l'État. Avais-je bien le droit de me taire et l'aurais-je toujours, selon les circonstances?

D'autre part, on me disait dans le billet que, si je parlais, je me préparais « un amer repentir ». On ne me menaçait aucunement d'une vengeance ; le soin qu'on avait pris de corriger les mots « elle s'en repentirait », qui prêtaient à l'équivoque, montrait que l'on ne voulait pas faire appel chez moi à des sentiments de prudence ou de peur : parce que l'on m'y supposait peu accessible? soit, et mon amour-propre en était flatté. Mais alors, si, en parlant, je n'avais rien à craindre personnellement, d'où me viendrait « un amer repentir »? Évidemment, d'un mal fait à autrui. A Lise Rocreux et à M. Lefranc? Ni l'un ni l'autre ne m'était rien. A M. de Fagues qui, ancien émigré, avait peut-être quelques attaches parmi les Chouans? Je ne le voyais pas bien mêlé à un vol et compromis dans un acte de banditisme ; puis, pourquoi l'auteur du billet eût-il supposé le comte si cher à mon cœur, que sa perte, causée par moi en de semblables circonstances, dût m'être un sujet « d'amer repentir »? Non, il ne s'agissait d'aucun de ceux-là ; la seule personne à qui convînt l'allusion, c'était Robertine ; le remords que l'on m'annonçait si je rompais le silence, c'était le remords d'avoir fait du mal ou de la peine à Robertine. Et comment? d'une manière indirecte : parmi les victimes de mon indiscrétion, il y aurait quelqu'un dont la perte la toucherait au cœur ou agirait gravement sur sa destinée. Ce ne pouvait être M. Lefranc ; c'était nécessairement Lise Rocreux.

Mais toujours revenait l'obsédante question du lien qui devait exister entre elle et Robertine. Le mystère demeurait entier. Cette

femme aimait Robertine et paraissait me savoir gré de l'aimer. Elle prévoyait qu'un malheur qui l'atteindrait, elle, en serait un aussi pour cette enfant. Elle l'avait l'autre jour, dans le sentier Lefranc, embrassée avec une tendre émotion, ne lui demandant que ses fleurs, qu'elle avait emportées comme un trésor... Et ce n'était pas sa mère !

XI

Le lendemain, je vis peu le capitaine ; il dînait chez des amis, dans un château voisin ; il ne rentra que vers six heures et monta aussitôt à la chambre de son père. Nous achevions de dîner, Robertine et moi, dans la petite salle blanche, lorsque, devant partir à l'aube, il vint prendre congé. Il le fit avec cordialité ; je ne dirai pas avec simplicité : car il appela la guerre les travaux de Mars, cita, à propos de l'Allemagne, une phrase de Tacite sur la barbarie des Germains et compara le colonel Anicelli à un lieutenant de César, dont je ne sais plus le nom.

Il fallut alors raconter à Robertine l'histoire du colonel et comment, selon son oncle, il devait s'intéresser à moi. Elle écoutait, songeuse ; puis, elle attira son mouchoir et ses yeux s'emplirent de larmes :

— Je vois, dit-elle, ce qui arrivera : ce colonel va adopter Mlle Gêvrot et me l'enlever.

Je l'embrassai avec émotion, lui promettant de ne pas la quitter, tant qu'elle aurait besoin de moi et qu'on me laisserait auprès d'elle.

— Alors, ce sera toujours, et elle vint se cacher la tête sur mes genoux.

Je lui expliquai ensuite que son idée d'adoption était folle ; nous finîmes par en rire tous les trois.

— Cette scène est touchante, s'écria le capitaine Norbert ; mais, le cœur d'un guerrier ne doit pas s'attendrir. Je m'arrache aux douceurs du gynécée pour rejoindre les Aigles. Adieu donc, nièce et fille d'officiers !

Il embrassa Robertine, me baisa la main et disparut en allumant un cigare.

Nous étions rentrés dans la vie ordinaire. Les jours s'écoulaient, monotones et ternes ; il n'était plus question de Lise Rocreux ; M. de Fagues n'avait fait à Naufreville que deux courtes apparitions ;

du capitaine Norbert, je n'attendais pas encore la lettre qu'il m'avait promis de m'écrire dès qu'il aurait vu le colonel Anicelli. J'avoue que l'ennui commençait à me tomber sur les épaules comme une chape de plomb ; en vain, j'avais suivi l'abbé Barthélemy à travers la Grèce antique, et maintenant, avec Volney, j'errais parmi les ruines. La lecture à haute dose et le gentil babillage de Robertine ne suffisaient pas à calmer mon impatience de vivre, de me mêler au monde et d'avoir sous les yeux autre chose que de vieux murs et de vieilles gens. Les souterrains, la maison hantée et le bois diabolique perdaient leur intérêt, si je ne parvenais pas à en percer l'énigme, et si même il n'y avait plus d'énigme ! Or, il n'arrivait rien ; tout était tranquille autour de nous et morne, morne comme le visage du marquis.

Je ne trouvais pas non plus que je fisse de sérieux progrès dans la confiance de Robertine ; cette charmante enfant me témoignait de la tendresse, mais elle m'en avait accordé dès les premiers jours en retour de la mienne ; et, sur les points mystérieux du passé, elle continuait obstinément de se taire. M. de Fagues n'avait, lors de ses dernières visites, fait aucune tentative pour se rapprocher de moi et pour renouveler ces premiers entretiens où j'avoue sans détour que j'avais pris un plaisir aussi vif qu'innocent ; et comme, cependant, son regard ne cessait point de me suivre avec une tendre curiosité et que je n'avais rien fait pour décourager son attention respectueuse, je ne pouvais attribuer une telle attitude qu'à la jalousie de Mme de Fagues, à la crainte de lui déplaire et de s'attirer chez lui des ennuis et des difficultés. Décidément, cette femme m'était odieuse, d'autant plus que, m'avait-il semblé, tout le monde avait peur d'elle, même son père, qui ne la voyait que très rarement : elle ne venait jamais à Naufreville et je crois que, depuis deux mois que j'y étais, le vieux marquis n'avait été la voir qu'une seule fois.

Un matin, après ces jours de torpeur, comme une girouette qui tourne à la brise, je m'éveillai l'esprit dispos, le cœur réconforté je ne sais par quoi... sans doute par un pressentiment, puisque cette journée devait m'apporter d'agréables surprises.

Et d'abord, le marquis me fit mander par Rosalie. Les conditions pécuniaires dans lesquelles j'entrais au château étaient demeurées dans le vague à cause du double intermédiaire des évêques de Coutances et de Bayeux ; le premier avait écrit que le traitement, croyait-il, était de cent francs par mois, à quoi viendraient s'ajouter des gratifications, qu'au surplus son collègue de Bayeux me donnerait une

information plus précise ; or, celui-ci n'avait pas touché ce point dans sa lettre, et moi, en ma hâte de partir, je ne m'étais pas davantage assurée, malgré une observation de mon oncle. On juge si je fus contente quand le marquis me remit trois cents francs pour deux mois. Je me vis à la tête d'une fortune ! Je conçus dans un éclair des projets de présents à mon oncle et à ma tante, de renouvellement de ma toilette qui vraiment sentait la misère, et toute sorte d'achats superflus... Cependant, j'entendais les paroles aimables de M. de Cheuvignon, car c'était lui qui me remerciait et me rendait grâce. Je les entendais d'une oreille flattée et distraite ; je suivais mon idée, pensant : pour réaliser mes projets, il faut que je puisse passer une journée à Caen ; pourquoi ne pas mettre à profit les bonnes dispositions du marquis? Mais comment introduire ma demande?

A ce moment, un coup léger fut frappé à la porte, qui s'ouvrit tout de suite avant qu'on eût eu le temps de répondre, et je ne fus pas médiocrement surprise quand, dans ce visiteur impatient et familier, je reconnus le correct M. de Fagues.

— Bonne nouvelle, marquis ! Elle a quitté le pays !

Avec une vivacité que je ne lui connaissais pas, il avait jeté ces mots en franchissant le seuil, puis se retournant pour fermer la porte, de sorte qu'il ne s'était pas aperçu de ma présence ; quand il me vit, l'expression de sa physionomie témoigna de sa contrariété.

M. de Cheuvignon, qui ne se doutait pas de ce que je savais et que en « elle », j'avais tout de suite deviné Lise Rocreux, n'avait pas de raison de se troubler et, sans prendre garde à l'air contraint de son gendre, il questionna :

— Sait-on où elle est allée?

— Oh !... dans le Bocage, pense-t-on.

— Quelque nouvelle équipée... Pourvu qu'elle ne se fasse pas arrêter ! Enfin, par ici, les routes seront plus sûres.

L'énigme recommençait ; pourquoi M. de Cheuvignon, considérant la présence de Lise Rocreux dans le pays comme un danger et redoutant d'elle quelque entreprise contre sa petite-fille, craignait-il de la voir arrêtée? Je demeurais debout, attendant pour me retirer qu'un mot du marquis me congédiât ; au contraire, comme son gendre s'était mis à me parler de Robertine, il me fit signe de me rasseoir ; moi qui suivais mon idée, je pensai aussitôt à profiter, pour obtenir ma journée de Caen, de ce que je venais d'entendre sur la sécurité des routes.

L'affaire s'arrangea au mieux et tout de suite, si bien que je m'enhardis jusqu'à demander la permission d'emmener Robertine afin de lui choisir à Caen une robe et un chapeau. Je fus vivement soutenue par le comte qui critiqua la manière dont sa nièce s'habillait, « ou plutôt, reprit-il, dont on l'habillait ; cette enfant grandissait et elle devenait assez gentille pour que l'on donnât à ses parures un peu plus de recherche et d'agrément. »

M. de Cheuvignon n'en disconvint pas :

— Je m'en remettais là-dessus aux bons soins d'Adélaïde (c'était le nom de Mme de Fagues).

— Et jusqu'ici vous ne pouviez faire mieux, marquis, répondit M. de Fagues... avec une légère grimace qui démentait ses paroles ; mais Adélaïde, vous le savez, ne se déplace guère à présent ; elle supporterait mal un si long trajet en voiture. Mlle Gêvrot lui rendra service en voulant bien s'occuper des toilettes de Robertine, et je suis sûr que son goût y fera merveille.

Restait une autre question : comment et sous quelle protection Robertine et moi devions-nous voyager? Là encore, M. de Fagues intervint ; il s'offrit spontanément à nous servir de garde du corps : il nous emmènerait toutes deux dans son cabriolet, précédé, à petite distance, d'un domestique à cheval qui aurait sous sa veste une paire de pistolets ; on partirait de bonne heure et l'on serait rentré avant la nuit ; d'ailleurs, il était peu vraisemblable qu'il survînt rien de fâcheux. Et tout étant réglé ainsi, cette partie de plaisir fut fixée au samedi : nous étions au lundi ; divers motifs nous forçaient d'attendre jusque-là.

Dans l'après-midi, je ne pus rien faire de Robertine. Je le lui pardonnais aisément ; moi-même j'étais un peu agitée et distraite par la perspective de ce petit voyage ; et n'en étais-je pas bien excusable dans cette vie de claustration que je menais depuis deux mois? On me plaindra plutôt en songeant que mon existence à Naufreville était assez morne et vide pour que si peu de chose me parût un grand événement. Renonçant à obtenir de mon élève aucun travail suivi, ni même aucune attention aux discours que je m'appliquais à lui faire, je l'emmenai au jardin, et me plongeant dans la lecture de Rousseau, je lui laissai la liberté de courir et de se distraire à sa guise. Elle n'en était jamais embarrassée ; elle n'avait besoin d'aucun jouet, ni de poupée, ni de quoi que ce soit ; son imagination suppléait à tout ; elle se figurait des aventures, un décor et s'y attribuait un

rôle ; elle avait une faculté curieuse de dédoubler sa personnalité ; je crois bien qu'elle vivait autant de ses rêves que de la réalité.

Cependant, tout en lisant, je la surveillais et c'est ainsi que je l'aperçus arrêtée auprès de Grand-Luc qui redressait des rosiers le long de la terrasse. Elle savait que je n'aimais pas la voir en conversation avec lui ; aussi, quand je m'approchai, elle se sauva et se remit à courir, et un instant après, toute à Julie et Saint-Preux, je n'y pensais plus.

XII

L'idée m'en revint le lendemain en remarquant la disparition de Grand-Luc. Je m'informai : Grand-Luc, me dit le jardinier, était parti pour passer une semaine dans sa famille du côté de Domfront. Grand-Luc... une famille? Et cette famille dans le Bocage, où précisément devait être Lise Rocreux? J'eus un soupçon, j'appelai Robertine.

— Vous causiez hier avec Grand-Luc ; lui avez-vous parlé de notre voyage de samedi?

— Non, mademoiselle.

Elle n'était pas menteuse ; mais, je ne sais pourquoi, sa réponse ne me satisfit pas et j'insistai :

— Ni à lui, ni à personne?

Elle réfléchit un instant :

— A Rosalie ; rien qu'à elle.

J'étais fixée ; Rosalie renseignée, c'était Grand-Luc mis au courant ; et qu'il fût allé prévenir Lise Rocreux, j'en eus tout de suite l'idée. J'avoue que j'en éprouvai plus de curiosité que de crainte ; sous la conduite du comte, avec les précautions qu'il prendrait, une tentative d'enlèvement de Robertine n'était guère vraisemblable. Toutefois, je conservais quelque appréhension, et je devins les jours suivants de plus en plus nerveuse, à tel point que, le vendredi soir, je me sentis incapable de dormir ; c'est ainsi qu'en montant à ma chambre, j'entrai dans la bibliothèque et j'y choisis quelques livres : les *Lettres de Mlle de Lespinasse au comte de Guibert* tout récemment publiées (1), un volume de Diderot et un de Louis Racine (qu'on admire mon éclectisme !), enfin le *Philinte de Molière* par Fabre d'Églantine que je ne découvris pas sans surprise dans cette maison

(1) Elles parurent en 1809.

royaliste. Ainsi pourvue, et moins embarrassée de mon fardeau que du choix à faire pour ma lecture immédiate, j'arrivai dans ma chambre.

A peine j'y déposais mes livres sur le marbre de ma commode que j'entendis s'ouvrir la porte de la tour. Cette fois, Lise Rocreux ne m'échapperait pas ! D'un bond, je fus dans le couloir, ma lampe à la main et me trouvai en face de M. de Fagués.

Je n'avais pas besoin du sourire, que réprima vite son ordinaire politesse, pour me douter que j'avais dû offrir à ses yeux une image parfaite de l'ahurissement. Il s'excusa :

— Je vous ai fait peur, mademoiselle?

Ce mot me rappela subitement à moi-même ; il me donnait une occasion inespérée de m'expliquer avec le comte sur les « mystères » de Naufreville.

— Peur? oh ! non, pas du tout ; mais j'attendais une autre personne.

Ce fut au tour de M. de Fagues de manifester de l'étonnement.

— Une autre personne?

— Oui, monsieur le comte, et sans doute la discrétion seule vous empêche de demander qui je peux bien attendre à pareille heure. C'est une femme : Lise Rocreux.

Nous étions debout dans le couloir, moi tenant ma lampe, lui le chapeau à la main ; courtoisie, ou désir de la réflexion avant de s'engager dans la voie où il voyait que je le menais, il chercha visiblement à gagner du temps, à se réserver, et me dit sur un ton que les circonstances rendaient fort naturel :

— Voulez-vous me permettre, mademoiselle Caroline, de vous offrir une tasse de thé? J'ai dans ma chambre un appareil anglais qui en permet aisément la préparation ; et je devine que vous m'apprendrez des choses fort intéressantes. Je vous demanderai seulement de me faire la charité d'un peu d'eau ; c'est ce qui manque le plus souvent dans ma chambre.

Je retournai dans la mienne, j'en rapportai la carafe, et j'entrai chez le comte qui déjà allumait les candélabres sur la cheminée ; puis, il retira d'un placard un réchaud et une petite casserole d'argent, avança les fauteuils, et au bruit de l'eau qui se mit rapidement à bouillir, il m'expliqua comment il avait préféré arriver de veille à Naufreville, afin de partir le lendemain matin de meilleure heure pour Caen où nous ne disposerions que de trop peu de loisir. Les

écuries et remises étaient situées dans l'angle de la cour voisin de la cuisine et de la Salle des Gardes ; de là, il avait jugé simple de prendre l'escalier de la tour que ce soir de lune éclairait suffisamment grâce aux meurtrières ; il éviterait ainsi d'éveiller toute la maison, et cette ascension par une spirale de donjon lui avait rappelé, me dit-il, de bien lointains souvenirs ; il se revoyait — un quart de siècle passé, déjà ! — gravissant les dures marches de pierre d'une vieille tour de Combourg, avec son jeune ami le vicomte de Chateaubriand, qu'il devait plus tard retrouver à Coblentz. Car M. de Fagues était Breton, des environs de Dinan, je crois, et il y avait une dizaine d'années entre lui et Chateaubriand.

Dans tout autre moment, j'eusse écouté de tels récits et confidences avec le plus vif intérêt ; mais mon silence même et la réflexion, dont il avait pris si largement le temps, lui firent comprendre qu'entrée dans sa chambre en vue d'un objet précis, j'attendrais aussi patiemment qu'il le faudrait, mais ne quitterais pas la place sans avoir ramené à cet objet notre entretien. Il s'interrompit tout à coup et me fixant de son œil noir et fin :

— Ainsi, mademoiselle, vous êtes en relations avec Lise Rocreux?

— En relations, c'est trop dire ! Nous ne nous sommes jamais parlé, et je pense bien ne l'avoir pas vue en tout plus de deux fois. Mais elle vient ici...

— A Naufreville? dans le pays?

— Au château ! Elle y entre. A ma connaissance, elle y a couché deux nuits.

— Cela ne se peut pas.

La netteté du démenti recevait une singulière atténuation du ton un peu bas, gêné pour ainsi dire et sans conviction ; en même temps, le regard du comte commençait d'éviter le mien. M. de Fagues ne savait pas bien mentir ! Je ne me retins pas de penser qu'il n'en devait pas être ainsi de sa femme et que cela pouvait, à l'occasion, le mettre vis-à-vis d'elle en état d'infériorité ; et je dois dire, à ma honte, que je me reconnus sur lui, dans le moment présent, un avantage de même nature. Si l'on veut être juste, on avouera que ma situation était difficile : je me voyais forcée d'embrouiller quelque peu mes explications à cause de la promesse de silence faite à Robertine au sujet des apparitions de Lise à la Salle des Gardes, la veille de mon arrivée, et dans le sentier du Diable, à cause aussi de l'avertissement contenu dans la lettre jointe à l'ombrelle qui

m'interdisait de révéler ce que j'avais vu dans le jardin Lefranc, me menaçant, si je le faisais, « d'un amer repentir ». Je dus m'en tenir au passage nocturne d'une inconnue dans la chambre bleue, à la lumière dans le couloir de la terrasse et à ma constatation, le lendemain, que quelqu'un avait dormi dans le foin à la Salle des Gardes ; enfin, je dis la rencontre du jeune homme blond au tournant du chemin creux, quand M. Lefranc m'amena de Caen.

Le comte m'avait écoutée avec attention :

— Je ne saisis pas ce que vient faire dans ces incidents le nom de Lise Rocreux. A supposer que ce fût elle avec qui Lefranc s'est entretenu sur la route, comment l'avez-vous deviné par la suite? En tout cas, vous ne l'auriez vue qu'une seule fois, non deux, et vous ne l'auriez qu'entrevue ! Et vous-même me le dites, vous l'avez prise pour un homme... naturellement, puisqu'elle en portait le costume.

J'avais prévu l'objection et ne me laissai pas déconcerter. Comme je savais par le journal que la présence de Lise Rocreux avait été constatée à Naufreville, je prétendis l'avoir rencontrée un jour dans le village, près de l'église, en toilette féminine et que c'était alors que j'avais reconnu dans ses yeux le regard du jeune homme blond ; j'étais certaine de ne pas me tromper ! Peu de temps après, à Meusey, ayant lu, dans un entrefilet du journal de Caen, que Lise Rocreux avait été vue dans le pays et qu'elle s'habillait parfois en homme, j'avais été mise sur la trace. On voit qu'obligée, par suite de ce que je devais taire, d'inventer un peu, j'altérai le moins possible la vérité. Du même coup, je m'offris le plaisir de rappeler à M. de Fagues dans quelle circonstance m'était tombé sous les yeux, à Meusey, le journal où l'on parlait de Lise lorsque la comtesse me relégua dans la petite salle d'attente du rez-de-chaussée. Ce souvenir parut le gêner et le mettre un peu plus à ma merci ; j'en profitai pour conserver la parole et en venir à mes soupçons sur les intentions possibles de cette femme à l'égard de Robertine :

— Elle rôde autour de cette enfant ; elle nourrit quelque projet, elle a quelque raison.

— En avez-vous des preuves?

— Je ne peux vous en donner ; mais je ne me trompe pas.

— C'est un raisonnement auquel il n'y a rien à répondre.

— Un raisonnement qui n'en est pas un, voulez-vous dire?

Il fit un geste poli de protestation, puis en souriant :

— Un raisonnement de femme, si vous voulez ; et ce ne sont pas

toujours les moins bons... Pourtant, en celui-ci, votre imagination, qui est vive et ingénieuse, vous entraîne un peu loin des vraisemblances. Et d'abord, de votre propre aveu, rien ne démontre qu'il s'agisse d'une machination contre Robertine.

— Rien? monsieur le comte, pouvez-vous dire cela après les propos échangés entre M. le marquis et vous en ma présence, l'autre matin, quand vous vous félicitiez l'un et l'autre qu'*elle* eût quitté le pays? quand M. le marquis ajoutait que les routes seraient plus sûres désormais? De qui pouvait-il être question, sinon de Lise Rocreux? et en quoi la sécurité des routes intéresse-t-elle si fort M. le marquis, qui ne sort jamais, sinon à cause de sa petite-fille pour laquelle, de toute évidence, il redoute un péril, qui doit être un enlèvement? Pourquoi encore, je vous le demande, ne veut-il pas que Robertine franchisse les limites de la propriété, que de loin en loin et étroitement surveillée, qu'elle ne parle à personne, qu'elle n'entre pas dans les bois? Et que vient faire ici, la nuit, Lise Rocreux?...

— Toujours ce nom?

— Enfin, elle ou une autre... Mais non, c'est bien elle, j'en suis sûre ! Que vient-elle faire au château, sinon se rapprocher de Robertine? J'ai vu dans les journaux qu'elle avait habité Naufreville autrefois ; ne serait-ce pas au château même? Comment en connaît-elle si bien les aîtres et les conditions de vie qu'elle ose y pénétrer clandestinement? Il y aurait donc, ou il y aurait eu autrefois, un lien quelconque entre la famille de M. le marquis et cette aventurière.

— Lise Rocreux n'est pas une Cheuvignon, je vous l'affirme, repartit aussitôt M. de Fagues. Elle n'en sort pas moins d'une très bonne famille. Vous venez de dire : aventurière ; soit ! elle l'est devenue, elle ne l'a pas toujours été. Dans son étrange et fâcheuse vie, elle a su retenir certaines qualités : d'une rare bravoure, loyale... à sa manière, elle justifie le vieux dicton : *Bon sang ne peut mentir*... du moins ne peut mentir tout à fait. Pauvre femme ! elle est plus à plaindre qu'à blâmer.

Les paroles me frappèrent moins que le ton, vif d'abord, puis ralenti et voilé, un ton d'émotion contenue et de pitié tendre ; le comte prenait bien à cœur la défense de Lise Rocreux ! L'avait-il aimée? peut-être l'aimait-il encore? Pourtant, elle n'était pas tellement jolie... à part ses yeux de violette et une certaine grâce ; il est vrai que plus jeune...? En tout cas, je n'étais pas venue là pour entendre l'éloge de Lise ou de toute autre femme et pour connaître

le passé sentimental de M. de Fagues ; et lui ne m'apprenait rien de ce que je voulais apprendre ! Déjà passablement nerveuse, je le devins tout à fait quand, après un court silence, il me dit en souriant :

— Vous êtes par la curiosité une vraie fille d'Ève.

Ève ! le nom qui m'avait été infligé, à la craie, sur le panneau vert de la porte Lefranc ! N'y avait-il là qu'une rencontre? était-ce une allusion? Sans doute, M. de Fagues n'attaquait pas les diligences et ne détroussait pas les voyageurs ; mais rien n'empêchait que l'ancien émigré fût demeuré en relations avec quelques-uns des chefs de la Chouannerie, avec Lise Rocreux, par exemple. La manière dont il avait parlé d'elle rendait la supposition vraisemblable. Par Lise Rocreux, il pouvait très bien avoir eu connaissance de mon aventure à la maison Lefranc ; il était peut-être au courant de mes faits et gestes, en savait beaucoup plus long que je ne lui en avais raconté, et dans l'entretien de ce soir, il s'était joué de moi ! Je me sentis rougir, ce qui acheva de m'exaspérer, et crispant mes mains sur les bras de mon fauteuil, au lieu de répondre à ce qu'il venait de dire, je m'écriai :

— C'est la mère de Robertine !

— Robertine n'a plus de mère.

Puis, sans me laisser le temps de relever le tour équivoque de cette réponse, M. de Fagues ajouta :

— Vous ne prenez pas garde, mademoiselle Caroline, qu'en lui donnant pour mère Lise Rocreux, vous faites d'elle la fille d'une *aventurière*. Croyez-moi, vous vous lancez sur une fausse piste ; et, si les Cheuvignon ont un secret, ne cherchez pas à le connaître.

— Pardonnez-moi, monsieur le comte ; ce n'est pas vaine curiosité de ma part, comme vous le pensez, et comme vous me l'avez dit il n'y a qu'un instant ! Robertine m'est confiée, je suis responsable de ce qui lui arriverait.

— Aucun danger ne menace cette enfant.

C'était textuellement la phrase par où se terminait le billet de l'ombrelle !... Troublée de nouveau, je repris assez vite :

— Alors, je redemanderai pourquoi tant de précautions prises par M. le marquis? ces instructions sévères? ces questions, quand elle et moi nous venons du dehors, sur les rencontres que nous pouvons avoir faites? Et, dans le château, ces allées et venues, la nuit, d'une étrangère qui se cache? Non, monsieur le compte, ne dites pas que

rien ne menace Robertine ; elle court quelque danger et moi, pour l'écarter d'elle, j'ai besoin d'en connaître la nature ; j'en ai besoin et j'y ai droit, non seulement comme institutrice responsable, mais à cause de l'affection que j'ai témoignée à cette chère petite et que je ressens pour elle de plus en plus.

Je n'avais pu, en prononçant ces derniers mots, dissimuler de l'émotion. M. de Fagues en parut touché. Il prit mes mains dans les siennes et me dit avec beaucoup de douceur :

— Écoutez-moi bien, mademoiselle Caroline. Oui, il y a un secret dans la famille de Cheuvignon ; je le connais, mais je ne peux vous le faire connaître.

— Vous ne pouvez pas ! dites que vous ne voulez pas? Pourquoi ne pourriez-vous pas?

— Tout simplement parce que ce secret ne m'appartient pas ; il appartient au marquis qui, seul, a le droit d'en disposer. S'il juge qu'on doive continuer à faire le silence, ce n'est pas à moi de le rompre ; il n'a pris sa décision qu'après avoir consulté les membres de la famille ; tous — ceux même qui n'approuvaient pas — ont promis de s'y conformer. Réfléchissez, ma chère enfant, et vous ne me demanderez plus de manquer à un engagement d'honneur pour vous être agréable ; car, je le répète, la sécurité de votre élève, de ma nièce ! n'est pas intéressée en tout ceci.

« Voilà bien, pensai-je, un raisonnement d'homme ! Nous autres femmes, nous sentons différemment : qu'une chose soit bien ou mal ne nous touche guère, si elle fait plaisir à celui que nous aimons. Même, n'est-il pas doux de se perdre par amour? Mais le comte ne m'aime pas... » Et, moins contrariée encore de n'avoir pu rien savoir que mortifiée du peu d'empire que j'exerçais sur M. de Fagues, je me mordis les lèvres, et comme j'ai les larmes assez faciles, j'en laissai venir au bord de mes yeux. Il me parla affectueusement, mais il ne fut plus question de Lise Rocreux ou de Robertine, et je crois me rappeler que Chateaubriand, Combourg et Coblentz firent tous les frais de notre fin de conversation.

XIII

J'ai toujours aimé les promenades en voiture de grand matin ; la campagne est si jolie sous son manteau de verdure humide de rosée, l'air si vivifiant ! Nous étions partis vers six heures ; le jour s'annon-

çait beau ; nous roulions rapidement, et quand la route était droite, nous apercevions devant nous le domestique du comte nous précédant au petit galop de chasse. Jamais je ne m'étais vue dans une si belle voiture ; c'était un cabriolet suspendu haut sur un train vert ; la caisse était couleur prune à rayures jaunes, et des compas dorés appliquaient leurs branches sur la capote noire. L'intérieur était garni de drap bouton d'or. Il est vrai que, pour y monter, il fallait se résoudre à une véritable escalade à l'aide de trois marchepieds fort distants l'un de l'autre et que, une fois en route, si l'on était porté doucement, à trois on se sentait quelque peu serré. M. de Fagues et moi, nous nous tenions légèrement en avant, et entre nous deux, Robertine s'enfonçait, à demi couchée. Elle était charmante ainsi, la tête un peu renversée s'appuyant au dossier, les bras croisés, souriant de ses dents blanches, les yeux mi-clos.

— Robertine, à quoi pensez-vous?

— A beaucoup de choses.

— Faites-nous part de quelques-unes, dit M. de Fagues, sans quitter des yeux les oreilles de son cheval qui, à vrai dire, ne paraissait pas facile à mener et avait déjà tenté deux fois de se dérober devant une flaque d'eau ou des brins de paille.

— Eh bien! je suis contente d'aller à Caen, d'être en voiture dans ce cabriolet qui me change de notre vieux berlingot, de me trouver là entre mon oncle et vous, et je suis contente aussi par avance de ce que je vais voir aujourd'hui.

On ne parla guère pendant le trajet, le comte étant occupé à conduire et, comme il nous en avait averties, ne voulant pas se laisser distraire ; moi, un peu boudeuse avec lui depuis l'insuccès de ma diplomatie de la veille au soir, et Robertine toujours plongée dans ses rêves. Nous entrâmes à Caen par une longue rue en circuit, la rue de la Geôle, et la voiture s'arrêta sur une petite place proche de l'église Saint-Pierre. Comme il était encore trop tôt pour « courir les magasins », on décida de se promener en ville et d'aller voir Saint-Étienne dont j'avais admiré de loin, bien que j'aime peu le gothique, les flèches jumelles et différentes, dressées sur des tours romanes. En pénétrant dans la nef, je demeurai saisie devant tant de grandeur, de gravité et d'harmonie dans les proportions.

— C'est, murmurai-je à M. de Fagues, une œuvre inspirée, un modèle de sobre élégance et de simplicité sublime.

— Je ne lui connais d'égale en beauté, répondit-il, que la cathédrale de Coutances.

Il est superflu de dire que Robertine ne partageait nullement notre émotion ; elle n'avait aucune éducation artistique, et c'était la première occasion qui s'offrait à moi de lui donner quelques notions d'architecture et d'éveiller un peu, de ce côté, son goût et son imagination. J'essayai d'en profiter, mais dès les premiers mots, elle m'interrompit :

— C'est jour de congé ; vous n'allez pas me faire travailler ! Savez-vous ce que je voudrais voir ici? Il paraît qu'il y a dans une des tours une cloche, le Gros-Charles, qui pèse vingt-six mille livres. Cela doit être énorme ! Je voudrais voir le Gros-Charles.

Mais, à une heure si matinale, nous ne pûmes trouver le sacristain pour nous conduire dans les tours. Nous revenions vers le centre de la ville par la rue Saint-Pierre qui est une des plus belles et des plus fréquentées :

— Elle portait encore le nom de Marat il y a une dizaine d'années, dit M. de Fagues. La Révolution débaptisait les rues : la rue des Cordeliers devint celle de Cicéron, et les Bernières furent dépossédés de la leur au profit de Scévola. J'ai connu une venelle Régulus. La rue Saint-Jean, où nous serons tout à l'heure, s'appelait rue de l'Égalité. Il y avait aussi une rue de la Vertu...

— Une rue de la Vertu ! s'exclama Robertine. Mon oncle, c'est la rue de Mlle Gêvrot. Il faut nous mener là.

Tout en l'invitant à parler moins haut et à dire moins de folies, nous ne pûmes retenir un sourire. Elle ne se tut pas longtemps : « J'ai faim », ou « j'ai soif », ou ceci, ou cela. Cependant, il me semble qu'elle examinait les passants, et, parfois, on eût dit qu'elle cherchait quelqu'un ; peut-être, je le remarquai — ou l'imaginai — parce que moi-même je m'attendais à voir, d'un instant à l'autre, surgir devant nous Lise Rocreux. J'étais convaincue que la journée ne se passerait pas sans que, déguisée ou non, je n'eusse à la reconnaître à ses yeux bleus.

— Robertine ! il ne faut pas dévisager les gens et vous retourner sans cesse.

D'ailleurs, l'heure était venue de faire nos emplettes ; tous les magasins s'étaient ouverts et M. de Fagues nous indiqua les mieux achalandés : *la Petite Jacqueline*, *Au Bouquet de lavande*, *A la Victoire*, pour les robes, les chapeaux, les chaussures ; *le Chapel de roses* pour

la parfumerie, et d'autres dont j'ai perdu les noms, bijouteries, papeteries, etc.

« Nous dévalisons les boutiques de Caen », disait Robertine. Le soir, sur deux cent cinquante francs que j'avais emportés pour moi, il ne m'en restait pas vingt ; mais je serais enfin décemment habillée ; j'envoyais en Bretagne de menus objets qui montreraient que je n'oubliais pas les miens et que je gagnais de l'argent ; puis je savais que, dans trois semaines, je toucherais encore cent cinquante francs ; Mlle Crésus ! A l'âge que j'avais, on ne pouvait raisonnablement me demander de songer à mes vieux jours... d'autant que, plus tard, je n'ai pas su le faire davantage.

Pour la toilette de Robertine, le marquis avait donné à son gendre carte blanche et bourse d'or, et comme M. de Fagues prenait, me sembla-t-il, autant de plaisir que moi à la parure de sa nièce, il fallut bien que notre chère petite sauvage se laissât pomponner et, malgré ses airs de victime, transformer en une élégante fillette. Elle n'avait que peu de coquetterie, trop peu, et, je puis le dire, aucun goût. La modiste lui essayant un très joli chapeau qui lui allait à ravir, la mena devant une psyché et lui demanda :

— Vous trouvez-vous bien ainsi, mademoiselle?

— Je me trouve la tête d'une personne qui voudrait dîner.

J'aurais cru, en effet, qu'elle ne pensait qu'à sa faim, si je n'avais vu qu'elle saisissait les occasions d'aller regarder au dehors, à travers les vitres ; d'une manière évidente, elle épiait les passants. A la table d'hôte, elle ne s'occupa plus que de remplir et de vider consciencieusement son assiette, que, pour ma honte, mais à l'amusement de son oncle, elle raclait ensuite avec son pain, afin de ne rien perdre de la sauce ; ni mes regards irrités, ni les sourires de nos voisins de table ne la troublèrent. Le repas fini, elle se leva en disant avec un grand soupir :

— A présent, retournons voir de vieux monuments et servir de mannequin aux couturières.

J'avais renoncé à lui faire admirer les merveilles de ciselure et la lumineuse beauté de l'église Saint-Pierre, lorsque je la vis, le nez en l'air, arrêtée devant un pilier ; elle en contemplait le chapiteau, couvert de sculptures bizarres :

— Regardez un homme qui navigue sur un glaive ; il s'y tient ferme des pieds et des mains, et il fait bien. Qu'est-ce que cette tête dans un panier, avec une corde au bout? Voici un oiseau et ses petits,

c'est touchant (c'était le pélican). Et cet archer, très laid, qui n'a sans doute pas de quoi s'acheter des vêtements, et qui vise de sa flèche une biche... ou du moins une moitié de biche (la pierre était mutilée à cet endroit).

— Une licorne poursuivie par un chasseur ; elle se réfugie auprès d'une jeune fille et lui demande protection.

— Ah ! c'est donc pour cela qu'elle pose gentiment sa patte sur les genoux de la dame.

Elle écouta peu l'interprétation que son oncle nous donna de ces sujets empruntés aux vieux fabliaux et aux romans de chevalerie. L'art la laissait indifférente ; l'histoire un peu moins, encore à condition qu'elle fût dramatique et terrible. Comme nous traversions la place Saint-Pierre :

— N'est-ce pas ici, demada-t-elle, qu'il y a vingt ans, on a cuit et mangé le cœur d'un homme?

— Quelle horreur contez-vous là, Robertine? m'écriai-je.

M. de Fagues m'expliqua ce qu'elle voulait dire : c'était là que le 12 août 1789, Henri de Belzunce, major en second au régiment de Bourbon, commandant la place de Caen, avait été massacré par la populace ; il avait vingt-deux ans. On s'acharna sur son cadavre qui fut affreusement mutilé et le bruit courut qu'une femme avait arraché le cœur, l'avait apprêté et mangé. J'étais encore sous l'impression de cette horrible histoire, lorsqu'en passant sur le quai des Odons, il s'en fallut de peu que nous ne fussions pris dans une bagarre entre des ouvriers et des soldats qui sortaient ensemble d'un cabaret ; il paraît que ces rixes n'étaient pas rares à Caen cette année-là, non plus que des duels entre officiers et bourgeois ; la garnison était mal vue de la population civile. M. de Fagues nous entraîna rapidement, mais ce ne fut pas sans protestation de Robertine, « qui voulait voir ». Elle s'intéressait à tous les spectacles de la rue.

Je retrouvai avec plaisir la place de la Liberté qui me rappelait mon arrivée à Caen. La façade de l'hôtel de ville qui en occupe le fonda bien le caractère imposant des monuments du grand siècle (1). Je priai le comte de me montrer la fenêtre d'où Barbaroux et ses amis avaient harangué la foule quand leur éloquence enflamma la jeunesse normande.

(1) Quand Caroline Gévrot écrivait ces lignes, l'hôtel de ville de Caen n'avait pas encore subi une fâcheuse restauration (vers le milieu du dix-neuvième siècle) ; même en tenant compte de cela, on peut trouver son admiration un peu exagérée. (*Note de l'éditeur.*)

— Je ne saurais vous dire laquelle, me répondit-il, et je déplore de jeter de l'eau froide sur votre enthousiasme rétrospectif ; mais savez-vous combien de volontaires répondirent à leur appel? Dix-sept.

— Cependant l'armée de Wimpfen?

— L'armée de Wimpfen : deux régiments de dragons et trois bataillons bretons.

Tout en causant, nous nous dirigions vers *le Chapel de roses*, lorsque, dans la rue Saint-Pierre, un homme qui passait près de nous appela d'une voix distincte, bien qu'un peu basse : « La Vrille ! » Il interpellait ainsi un gamin dégingandé et mal vêtu qui marchait à quelques pas en avant ; le gamin se retourna... à demi, assez pour montrer le visage couturé de Grand-Luc, puis il disparut vite dans un de ces couloirs de maison qui servent de passages à Caen entre des rues parallèles ; l'homme l'y suivit. Je songeai aussitôt aux propos échangés dans la nuit entre le passant aux cheveux blonds et M. Lefranc : « L'oreiller, la Vrille... » A ce moment, je ne m'étais pas douté que ce dernier mot était un nom, un nom de guerre, celui du mystérieux Grand-Luc ; il lui allait à merveille ! Je pensai : « Lise Rocreux ne doit pas être loin », et je jetai un coup d'œil sur Robertine, qui certainement avait reconnu Grand-Luc avant moi ; elle était demeurée un peu en arrière, s'attardant aux devantures des magasins.

Nos achats terminés, comme nous avions encore une heure devant nous, le comte alla voir un de ses amis et convint avec nous du lieu où il nous retrouverait. Je proposai le Jardin botanique ; Robertine objecta la distance, insista pour le Cours-la-Reine et nous nous rendîmes toutes deux sur cette promenade fort belle, d'où l'on découvre d'immenses prairies déroulant leur tapis de verdure jusqu'à un horizon lointain, formé de sombres massifs et de fins peupliers au milieu desquels se dressent des clochers et se groupent de blanches maisonnettes. Nous marchions lentement, entre des ormes séculaires et une rangée de tout jeunes platanes (1), quand Robertine découvrit, dans une contre-allée, un petit théâtre de Guignol et voulut absolument assister à la représentation. Si enfant qu'elle fût par moments, je jugeai cette idée un peu ridicule ; mais, après tout, nous serions aussi bien assises là que sur un banc du Cours, je me reposerais et j'aurais toute commodité pour la surveiller.

(1) C'est en effet à cette époque qu'on eut l'idée, peu heureuse, de remplacer une des rangées d'ormes par des platanes.

Nous voilà donc installées aux premières places, une vingtaine de personnes assises derrière nous, et à peu près autant debout qui formaient un demi-cercle. On se doute que Polichinelle rossant le gendarme m'intéressait fort peu ; j'examinais notre entourage à droite et à gauche et les gens qui survenaient ; même je regardais de loin arriver les promeneurs : rien de suspect ne m'apparut. Robertine, d'abord, se tenait tranquille ; de temps à autre, je me tournais vers elle : elle avait bien les yeux fixés sur la scène ; deux ou trois fois, pourtant, je m'aperçus qu'elle regardait ailleurs ; et, comme elle riait peu et ne semblait guère s'amuser plus que moi, après dix minutes je lui dis :

— Si nous nous en allions?

— Oh ! non, je vous en prie ; demeurons jusqu'à la fin de la pièce ; et elle me prit la main qu'elle garda dans la sienne, comme pour me retenir ; puis elle me la pressa à plusieurs reprises avec affection. A propos de quoi cet accès de sensibilité? Elle me parut un peu agitée ; je redoublai de vigilance dans mon rôle d'Argus : mais, d'un bout à l'autre du cours, je ne découvris rien, si ce n'est M. de Fagues faisant les cent pas sous les platanes.

Le rideau baissé, nous allâmes le rejoindre :

— Eh bien ! me dit-il, pendant que les spectateurs se dispersaient et que Robertine prenait les devants, eh bien ! vous êtes contente? vous avez vu votre Lise Rocreux !

Je le regardai les yeux écarquillés ; décidément, il avait le don de faire prendre à mon malheureux visage l'expression de la stupidité !

— Elle était assise tout contre vous... à vous toucher.

— J'avais à ma gauche Robertine, à ma droite un enfant de sept ans...

— Et derrière vous?

Frédéric Plessis.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES ÉTATS-UNIS A LA RECHERCHE DE LEUR TRAITÉ DE VERSAILLES

Il n'est pas toujours facile de sortir d'un mauvais pas ; les États-Unis s'en aperçoivent moins douloureusement, mais aussi clairement que nous-mêmes ; ils ne peuvent se tirer du labyrinthe où la témérité wilsonienne les a engagés depuis des années et leur embarras est d'autant plus inextricable que l'erreur date de plus loin.

Dès le début, le président Wilson avait vu trouble dans la Grande Guerre. Avec une conscience très exagérée de ses facultés, qui dépassaient de peu la moyenne, et qui même sur certains points ne l'atteignaient pas, il avait établi une fois pour toutes que les luttes européennes ne trouveraient qu'une issue douteuse et que, par conséquent, le rôle des États-Unis devait ressembler le plus possible, dans l'intérêt égoïstement calculé de l'Amérique, au fléau d'une balance qui n'arrive pas à perdre son équilibre. Jusqu'au bout, cette anticipation erronée le dirigea, l'égara, plutôt. Même entrée dans le conflit pour sauver la mise financière, la République étoilée, déçue par Wilson, songea aux moyens de restreindre la décision militaire, ou de l'aveugler, comme on aveugle une voie d'eau, de préférence aux mesures radicales, seules capables de créer un ordre nouveau et sain, calqué sur la distribution la plus récente des forces mondiales.

Cette mauvaise conception de l'univers politique, après avoir troublé le cours normal des choses passées, s'est incarnée dans un certain nombre de réalités nuisibles qui menacent le fonctionnement de l'avenir. Sans doute les États-Unis eurent raison de ne pas adhérer à la *Société des Nations*, mais ils se privèrent par là même de la faculté intéressante de pouvoir participer à la répartition et à la surveillance constante du butin. Woodrow Wilson avait cru habile de se lier, tout en ne se liant pas, il avait cru effectuer un coup de maître en s'attribuant un rôle d'*associé*, dont le contrat comporterait de perpétuelles échappatoires. On ne ruse pas ainsi avec le réel, et ce n'est pas seulement l'Europe dont cette méthode insensée compromet la santé pour longtemps. C'est l'Amérique elle-même qui en souffre. Trois ans après la signature du traité de Versailles, un an après l'avoir repoussé, la voilà qui contemple deux ou trois amas nébuleux dont la forme, dont la direction lui présagent des tempêtes toutes proches.

De tous les pays « alliés et associés » contre le pangermanisme, c'est assurément les États-Unis dont la situation reste encore la plus bizarre. En guerre avec l'Allemagne depuis avril 1917, ils ne sont revenus en paix avec elle que depuis quelques semaines. Derniers participants au conflit, ils réalisaient ce paradoxe de demeurer en guerre alors que tout le monde avait déposé les armes. Bien entendu, depuis deux ans, les hostilités américano-germaniques ne constituaient plus qu'une fiction. En fait la paix régnait.

Mais peut-on affirmer que ce soit la paix que les motions Knox-Porter ont rétablie entre Washington et Berlin? D'abord fait-on ainsi la paix, par déclaration unilatérale? N'est-il pas à craindre que, plus tard, l'Allemagne, si elle y trouve avantage, refuse de reconnaître ce document purement législatif, émané par génération individuelle, de l'intéressé lui-même? Suffit-il de déclarer *res inter alios actas* des démarches et des réalisations concurrentes pour les supprimer? C'est très bien de faire son choix parmi les fleurs des parterres de Versailles et de rejeter les épines, mais l'œuvre ainsi réalisée ne risque-t-elle pas d'être plus négative que positive?

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse à la Maison-Blanche, quoi qu'on note et quoi qu'on refuse d'avouer, la *Société des Nations* poursuit en toute quiétude sa petite non-existence, et surtout le traité de Versailles existe terriblement. Privé de base, mutilé, honni, ce malheureux poursuit sa lourde marche entre ciel et terre, groupant autour de lui, dans une monstrueuse association de dévots, de re-

belles et de parasites, l'unanimité des belligérants, sauf un. L'œil éteint de Wilson, l'œil pétillant de Lloyd George ne cessent d'en contempler les évolutions et, jusqu'à plus ample informé, jusqu'à la prochaine grande guerre, le peu de statut international reconnaissable sur terre provient des quatre cent quarante articles et de leurs amendements.

Les États-Unis sont seuls. A eux seuls ils ne peuvent remédier à rien. Ils pourront protester tout à leur aise et empêcher les prescriptions de courir, ils ne sont pas de taille à infirmer directement et tout de suite les spécifications les plus gênantes de la paix, qu'il s'agisse de la répartition juridique officielle des mandats ou des positions tacitement acquises. Le sceau de la bataille commune, la complicité des signatures échangées, s'ils ne rattachent pas d'un lien indissoluble la Chine au Portugal, le Siam à l'Argentine, l'Italie au Japon, la France au Portugal, contribuent du moins et très certainement à former de tous les figurants de Versailles une espèce de conglomérat, peu reluisant si l'on veut, mais assez visqueux pour résister aux tentatives de disjonction venues d'un seul État particulier. Lui aussi, dans son genre, ce traité de Versailles est presque aussi négatif que les motions Knox-Porter, mais tel quel il constitue je ne sais quelle assurance mutuelle occulte, faite de la terreur de l'anarchie qui suivrait sa disparition. Il est odieux, soit, détestable, nous en convenons, absurde, qui ne le proclame? Mais *il est*, et si peu que ce soit, et tant qu'il dure, *il est l'ordre.*

Le président Harding a très bien compris ce paradoxe. On a beaucoup parlé d'*idéalisme*, à propos de son invitation à célébrer, le 11 novembre prochain, à Washington, un congrès chargé de pourvoir au désarmement universel. Je ne sais si, conformément au mot célèbre, c'est le moment de caresser la crosse de son revolver, dans la crainte d'un assassinat ; ce qui est certain, c'est que le geste du successeur de Wilson est d'un réaliste accompli.

S'étant exclus d'eux-mêmes du pacte final, n'ayant pas abouti à combler leur absence, les États-Unis, non plus démocrates, mais républicains, non plus *avancés*, mais réactionnaires, ont saisi très rapidement qu'il leur fallait coûte que coûte s'insérer dans un nouveau contrat universel, discuté cette fois, délibéré, consenti par toutes les parties. Autrement la force acquise à Versailles par les principaux profiteurs des traités risquait d'évoluer nettement contre leur sécurité à eux.

C'est d'ailleurs ce qui se produisait de jour en jour davantage. Les deux gagneurs principaux, Japon et Angleterre, non contents d'avoir rempli démesurément leurs poches en Asie, en Afrique, en Océanie, étaient à la veille de renouveler, en des termes peut-être plus impératifs, une jonction dont l'issue finale pouvait fort bien nuire à la prospérité américaine. L'Angleterre avait pris l'Afrique, le Japon confisquait la Chine et la Sibérie après s'être fait attribuer autant d'Océanie qu'il en pouvait digérer.

Contre le péril d'un renouvellement immédiat du traité anglo-japonais, l'Amérique a porté un coup droit, extrêmement violent, lors de la récente conférence impériale de Londres, par l'intermédiaire d'abord de l'Australie et du Sud-Africain, puis surtout du Canada, aussi désireux de protéger contre l'invasion asiatique sa province colombienne, que l'Amérique peut l'être d'en garantir sa Californie. Dans les deux pays, les Japonais, habitués à la culture exacte et intensive, se sont installés sans bruit dans les terres peu riches, dédaignées par les pionniers anglo-saxons. A force de travail, ils ont réussi à les transformer parfois en fermes modèles ; grâce à leurs gains, ils en ont acquis la propriété, tant et si bien que du Mexique à l'Alaska, il existe une espèce de « liseré jaune » plus redouté à Ottawa et à Washington que ne peut l'être la « ceinture noire » des blancs de la Floride, du Texas et de la Louisiane.

Dès maintenant, cette intervention, à peine dissimulée, des États-Unis dans la gestion la plus intime des affaires impériales, transforme la politique anglo-saxonne en quelque chose de très analogue à ce que les astronomes appellent une étoile double. Mais, alors que dans les étoiles doubles une hiérarchie impeccable distribue les deux rôles sans récrimination possible, personne ici ne consent de gaieté de cœur à remplir l'office du « compagnon ». Comment cette situation bizarre, tolérée, il le faut bien, par George V et ses ministres, évoluera-t-elle par la suite? C'est un des plus grands mystères de l'avenir proche. Verra-t-on s'amalgamer tant mal que bien l'ancienne et la nouvelle Angleterre à la faveur des dominions mitoyens? Au contraire, le ferment yankee agira-t-il à la façon d'un dissociateur et attirera-t-il à soi ces empires dans un empire, Canada, Sud-Africain, l'Australie ceinturée d'îles avec son satellite calédonien?

Toujours est-il que M. Harding, après avoir paré au plus pressé, après avoir obligé M. Lloyd George et ses collaborateurs à l'une des comédies en perruque les plus savoureuses que notre âge ait pu con-

templer, — lorsque lord Birkenhead fit déclarer par ses scribes et ses pharisiens que le traité anglo-japonais, dont l'existence, selon maître Lloyd George, solicitor et premier ministre, ne devait plus courir que pendant un très court laps de temps, ne pouvait être menacée que par une dénonciation que personne ne se souciait de faire, pas plus à Londres qu'à Tokio, — toujours est-il donc que M. Harding, après avoir forcé la Grande-Bretagne à faire halte et à marquer le coup, mais sans avoir réussi à la désarçonner, poussa rapidement ses avantages, suivant la bonne méthode napoléonienne, et convoqua vigoureusement, sous couleur d'assurer la paix du Pacifique, à ce congrès de Washington chargé de désarmer les nations.

Nul doute qu'il s'agisse bien de remédier, par des mesures générales et cordialement débattues, à la tension américano-japonaise. C'est là, c'est trop là que le bât blesse nos amis américains pour que nous en puissions douter une seule minute. Mais certains détails importants nous prouvent que ce n'est pas tout. Ce mot de *désarmement*, avec toute sa pompe un tant soit peu fatiguée, est trop connu de nous en Europe depuis qu'il y a à Genève, à Oxford, à la Haye des congrès bien intentionnés, qui ratent très régulièrement, nous savons trop bien ce qu'il veut dire pour que, à défaut de la logique et des commentaires des officieux, son apparition ne jette pas dans nos âmes une lueur révélatrice.

En termes prudents et voilés, les États-Unis laissent entendre :

1° Qu'ils ont décidé de ne pas abandonner l'empire universel à la Grande-Bretagne et qu'ils entendent prendre la tête des questions mondiales ;

2° Que le statut imposé au Pacifique dans le traité de Versailles leur déplaît, puisqu'ils parlent de le discuter. En termes clairs, quoique non exprimés, ils demandent poliment au Japon de renoncer *sponte sua* à certains des avantages qu'il s'est acquis en Chine, en Sibérie et à l'île de Yap ;

3° Que la situation des deux mondes, dans ce qu'elle a de plus général, leur paraît sujette à revision et comporte des garanties à exiger.

On arrive à ces conclusions, d'abord par les termes mêmes de la convocation, ensuite par les révélations des journaux américains, ensuite par la logique pure. Il s'agit de conclure, sous une forme ou sous une autre, un accord d'ensemble qui tienne lieu, pour les États-

Unis, du traité de Versailles inacceptable. Tout nous prouve que s'il s'agissait, techniquement en quelque sorte, des problèmes soulevés par le seul équilibre des forces dans le Pacifique, on eût invité non seulement la Chine, le Japon, la France, la Grande-Bretagne, mais encore le Portugal, mais la Hollande, mais le Mexique, mais le Chili, qui ne sont pas pressentis. S'il ne s'agissait pas de plus que du Pacifique, eût-on fait signe à l'Italie?

Non. Le président Harding veut réunir chez lui, à son usage, en évitant la cohue, les mêmes principales puissances alliées et associées qui, à Versailles, décidèrent — si mal — de la paix du monde. Pour peu que les circonstances s'y prêtent, il sera tout prêt à reviser l'œuvre accomplie là-bas. Étrange destin de l'Europe d'aller chercher sa loi, à deux reprises, outre-mer!

Ces circonstances semblent bien se réaliser. Le Japon, qui se sent le plus menacé, déclare sans ambages qu'il déclinera toute invitation où le Chantoung ferait à lui seul les frais des divertissements, mais qu'il se prêtera volontiers à toute conversation plus générale. Selon notre disposition, c'est là le danger, — ou le salut.

Irons-nous à Washington sans vues d'ensemble, sans programme mondial? Alors apprêtons-nous à subir un nouvel échec, définitif et plus retentissant. Par contre, si nous savons rassembler de multiples monnaies d'échange, nous pourrons peut-être améliorer notre situation non seulement en Afrique, en modifiant le système absurde des mandats, mais sur le Rhin.

Désarmement, en effet, c'est bientôt dit, mais, avec notre frontière renouvelée de Waterloo, nous sommes les derniers à pouvoir désarmer. Si notre établissement sur le Rhin devenait plus stable, peut-être pourrions-nous alléger les lourdes charges qui grèvent notre activité. A nous de l'améliorer. C'est l'instant.

Laisserons-nous, une fois de plus, passer l'occasion? M. Lloyd George aura besoin de la France, à Washington. Déjà son ton s'est radouci, son humeur s'est apaisée. Depuis qu'on parle de désarmement chez la puissance maritime, concurrente immédiate de l'Angleterre, il ne parle plus d'impérialisme continental. Il tâche seulement de cuisiner d'avance le congrès, par de subtiles préparations. Saurons-nous évaluer à sa juste utilisation cet état d'esprit moins dominateur?

L'Allemagne, toujours trop pressée et qui avait salué avec transport la démarche américaine, commence à réfléchir et à redouter.

Commentant certains articles du *Temps* et de *l'Écho de Paris*, la presse de Berlin et de Francfort dénonce le marché satanique par lequel la France vendrait son appui en Chine et au Kamtchatka, moyennant de bonnes sécurités rhénanes.

Que cette inquiétude, au moins, ouvre nos yeux sur nos véritables besoins ! Ni la Russie, ni l'Allemagne ne sont convoquées à Washington. Elles ne pourront y parler que par personnes interposées, dans des conditions moins favorables, si nous savons nous y prendre, que précédemment.

L'équilibre du Pacifique nous touche peu, en ce sens que nos intérêts vitaux n'y sont pas concernés. Mais nous devons apprendre aux délégués qui nous interrogeront sur nos votes que, pour nous, chaque fois qu'on prononce San Francisco, Jap, Chantoung, « porte ouverte », Corée, Mandchourie, une conformation de nos oreilles, due sans doute au bruit des Berthas, nous fait entendre : Cologne, Mayence, Essen, frontières stratégiques, Aix-la-Chapelle, Rhénanie.

René Johannet.

Une nationalité sacrifiée : les Slovaques.

Près de trois mille Slovaques quittent à présent, tous les mois, la Slovaquie. C'est la misère qui les chasse de leur pays. Les hommes d'État de l'Entente ont détruit l'Autriche-Hongrie et édifié une unité tchéco-slovaque pour arrêter le *Drang nach Osten* germanique. Ils ont résolu le problème tchèque en sacrifiant les Slovaques. Grave erreur qui tient à l'ignorance où l'Europe occidentale se trouvait en ce qui concerne les aspirations et les intérêts de ces populations. Jusqu'à ces temps derniers, l'Europe officielle a ignoré l'existence d'une nation slovaque.

Qui dit nation dit question. Du moment que les Slovaques, en tant que groupe national, refusent de fusionner avec les Tchèques, il est impossible de leur refuser le droit de rester Slovaques. Ce qui arrive était à prévoir. Il y a une grande différence entre les deux peuples et l'éloignement de Prague, siège du gouvernement central, n'a pas contribué à la faire disparaître. Dans l'aide-mémoire remis, il y a un an, par le député Hlinka, chef de la délégation slovaque à la Conférence de la paix, on lisait : « Jamais nation ne fut plus cruellement trompée dans ses espérances que la Slovaquie. Au lieu d'obtenir l'autonomie, nous sommes tombés sous la domination tchèque...

Les Tchèques et les Slovaques sont *des frères* qui ne se sont jamais vus ni connus. Leur mentalité ne présente pas la moindre parcelle de ressemblance. Il n'existe pas une nation tchéco-slovaque, mais il y a des nations tchèque et slovaque. Nous ne sommes pas des Tchèques, ni des Tchéco-Slovaques ; nous sommes Slovaques et voulons le rester à jamais. »

Un autre député slovaque, le professeur d'Université Jehlieka, déclarait de son côté dans une interview donnée à un journal suisse :

« Il est aussi vrai que nous ne voulons pas vivre avec les Tchèques qu'un proverbe a cours chez nous, disant : il fait meilleur vivre avec le diable qu'avec les Tchèques. La Slovaquie se trouve prise comme une mouche dans la toile de l'araignée tchèque qui lui suce le sang. »

Et Juriga, député et leader slovaque, adresse une lettre ouverte aux légionnaires tchèques que publient les *Ludove Noving*, journal de Slovaquie :

« Nous n'avons pas peur de vous et nous sommes résolus à mourir pour les droits inaliénables de la nation slovaque... Nous ne pouvons reconnaître en vous des frères. Nous appellerons frères ceux qui viendront nous libérer de votre joug. »

Dvorcak, député et président du Conseil national slovaque, parcourt l'Europe et les États-Unis au cri répété de : « Rien avec les Tchèques ! » Ce dernier est le beau-frère de l'ancien ministre pour la Slovaquie, Hodza, dont le nom évoque l'époque de Louis Stur et de la renaissance slovaque.

On voit qu'en dépit des efforts des Tchèques, il règne chez les Slovaques un courant peu favorable à la réalisation de l'unité tchéco-slovaque. Cette unité demeure une idée tchèque.

Dès la fin du dix-huitième siècle, une réaction s'était produite en Slovaquie pour rendre au slovaque son rang de langue littéraire. La *Société slovaque des sciences*, fondée en 1792 à Tyrnan, organisa le mouvement de résistance aux tentatives d'absorption tchèques. Un des premiers, l'écrivain Bajza (1754-1836) s'efforce de remettre en honneur la langue maternelle. Après lui, Antonin Bernolak (1762-1813) s'ingénia à fournir les instruments de cette rénovation. Il composa une grammaire et un dictionnaire. Vers le milieu du dix-neuvième siècle, Stur et ses amis, qui incarnaient le mouvement national slovaque, accentuent la séparation avec les Tchèques.

Il a fallu la guerre de 1914 pour faire entrer les Slovaques dans le giron de l'ancien royaume de saint Venceslas, mais à leur corps défendant. L'unité tchéco-slovaque n'est qu'un mythe. Les Slovaques considèrent avec raison qu'ils ont été mystifiés du moment que l'établissement de cette unité ne reposait pas sur un système

paritaire. Il est de plus en plus clair que les Tchèques ne sont pas fondés dans leurs prétentions sur la Slovaquie lorsqu'ils invoquent soit le principe du droit des peuples, soit l'intérêt de la nation slovaque. Ces prétentions cachaient tout autre chose.

Un des hommes qui ont pris la part la plus active aux traités de Saint-Germain et de Trianon, M. Édouard Bénès, l'auteur d'un nouveau système politique de l'Europe centrale, l'a reconnu dans le temps même où il jetait les bases de son grand plan politique : « La Bohême est encerclée de terres allemandes, prisonnière au milieu d'un flot démonté. »

Il est exact que la possession de la Slovaquie fait de l'État tchèque la clef de voûte du nouveau système de l'Europe centrale. « Jetons, comme nous y conviait, le 20 février 1919, le ministre tchèque, un coup d'œil sur la carte ethnographique » et nous verrons quoi? la Bohême occuper une position centrale par la possession des deux versants des Carpathes à la suite de l'annexion des territoires slovaque et ruthène. Maîtres de la Slovaquie, de Teschen et de la Russie carpathique ou Ruthénie hongroise, les Tchèques se trouvent ainsi en état d'isoler, d'une part, la Pologne, comme cela est arrivé, en la privant de ses communications avec l'Adriatique, les Balkans et la mer Noire, et de servir, d'autre part, de pont ou de trait d'union entre la Germanie et la Russie. Le péril germano-russe que l'on a beaucoup agité, il y a quelque temps, se trouve indubitablement lié au problème slovaque qui, à ce titre, mérite d'être plus soigneusement étudié qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

La Slovaquie, selon le témoignage des Magyars eux-mêmes, s'étend, en Haute-Hongrie, sur une longueur — de l'ouest à l'est — de 450 kilomètres, couvrant une superficie de 62 937 kilomètres carrés. Sur une population évaluée à 3 575 685 âmes, les Slovaques se trouvaient bien en masse compacte et formant la majorité, mais les Magyars à côté des Ruthènes et des Allemands représentaient un important pourcentage de 30,3 pour 100.

Il est cependant probable qu'avant l'arrivée des Magyars, au dixième siècle, les Slovaques se confondaient avec les Slovènes. Ils étaient fixés, les uns et les autres, dans tout le bassin du Danube et de la Tisza. Les Magyars les en chassèrent et pendant qu'une partie des premiers occupants était refoulée dans la montagne, les autres se sont maintenus jusqu'à nous sous le nom de Slovènes.

Cette thèse est naturellement contestée par Ernest Denis, un des protagonistes de l'État tchéco-slovaque, mais le savant professeur se laissait entraîner par la fougue de ses sentiments tchécophiles et protestants, comme certains seront portés à porter intérêt aux

Slovaques parce que ce peuple est catholique dans sa grande généralité.

La Slovaquie est bornée par la Morava, à l'ouest, par la Tisza, à l'est, au sud, par le Danube, et au nord, par les Carpathes. La géographie enseigne que tous les cours d'eau se dirigent vers le Danube et la plaine hongroise. Tous les moyens de communication convergent également vers Budapest et la Hongrie. Une seule ligne transversale permet de relier la Slovaquie à Prague, c'est celle de Kassa (Kosice *alias* Kaschau) à Oderberg. *La configuration physique du pays s'oppose à la création d'une nouvelle ligne.* La Slovaquie est, en effet, un pays accidenté et montagneux. Un vaste demi-cercle de 1 600 kilomètres, tourné vers le reste de la Hongrie, la fermait au nord-ouest, au nord et au nord-est, lui servant de barrière naturelle et infranchissable. Le centre de tout le massif est constitué par les grandes et les petites Tatras.

Avant la guerre, Tatra-Füred était une station estivale recherchée par les touristes. Les Carpathes offrent comme les Pyrénées un aspect moins sévère que les Alpes, une moins grande uniformité aussi. Il n'est pas rare de rencontrer dans les Tatras, que recouvrent d'immenses forêts, des lacs à 1 200 et 1 500 mètres d'altitude.

La population slovaque est assez clairsemée et des centres importants dans l'histoire de ce pays, tels que Saint-Martin de Turcan et Saint-Nicolas de Liptov, où des radas slovaques tinrent leurs assises, ne sont que de grands villages avec 4 000 et 3 000 habitants tout au plus. Cette population besogneuse tirait sa subsistance en grande partie de la plaine hongroise, soit qu'elle y vendît son bois, soit qu'elle y vînt faire la récolte du blé. Économiquement, on peut dire que la Slovaquie dépendait et dépend encore de la Hongrie. Elles se complètent l'une l'autre, faisant toutes deux partie d'un tout.

Depuis leur séparation, ainsi qu'on l'a constaté à l'occasion de la ratification du traité de Trianon, dans la séance de la Chambre du 8 juin, on a créé, en élevant des frontières artificielles, une situation intenable. Les ouvriers slovaques, dont le gagne-pain était en Hongrie, sont empêchés de se rendre à leur travail, des passeports impossibles à obtenir étant maintenant nécessaires. Les habitants des anciens comitats de Trencin, de Liptov, d'Orava, de Spis, dans l'incapacité de continuer à se procurer comme par le passé des denrées dans les départements voisins, sont tombés dans le dénuement et littéralement affamés. Au bout de deux ans d'expérience, ce régime a causé la ruine de la Slovaquie et créé un irrédentisme slovaque que l'on ne peut plus nier.

Comme naguère, les ministres du Ballplatz à propos de la Bosnie-

Herzégovine, M. Benès s'efforce de prévenir les effets de l'irrédentisme slovaque au point de vue international. On le voit tour à tour se rendre à Paris et à Londres, provoquer les pourparlers de Bruck, repris avec les Hongrois à Marienbad, et amorcer, dans la même intention, ceux de Zakopane avec les Polonais. Dans un entretien avec M. Kurnatowski, du *Kuryer Warszawski*, M. Benès s'est inscrit en faux contre de prétendues intrigues russo-tchèques dirigées contre la Pologne et que celle-ci ne saurait parer qu'en songeant à établir une frontière commune avec la Hongrie. M. Benès se flatte de travailler à un rapprochement polono-tchèque dont le prélude doit être un accord entre lui et le comte Banffy.

Le Temps, du 12 juillet, croit toutefois savoir que les négociations de Marienbad — elles doivent se poursuivre ce mois-ci — sont dues à une intervention des puissances et en particulier de la France. Elles eurent lieu en tout cas sous leur égide. *Le Temps* se dit encore en état d'assurer que certaines nouvelles d'un accord parfait entre Prague et Budapest seraient pour le moins prématurées Nous sommes portés à partager cette manière de voir.

Par tactique, M. Benès a soutenu, en effet, les revendications polonaises sur la Haute-Silésie. Il est même tout disposé à adopter une attitude de bienveillante neutralité dans la question de la Galicie orientale. C'est possible, mais, si nous regardons le fond des choses, il apparaît que l'intérêt du gouvernement de Prague est que les Polonais reportent une grande part de leur activité vers l'ouest, laissant de côté Teschen. Et le problème de Teschen ne fait qu'un avec la question slovaque. Pour l'État tchéco-slovaque, c'est la question cardinale, celle qui met le gouvernement de Prague en difficulté avec la Pologne et avec la Hongrie. S'il n'arrive pas à la régler avec ces deux États, demain, ses représentants à l'étranger devront soulever des incidents à Paris, à Washington et ailleurs. Déjà des comités slovaques sont formés ou en formation un peu partout dans les deux mondes. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que tout appui vînt à manquer désormais au mouvement national slovaque dans les deux pays limitrophes, c'est-à-dire en Pologne et en Hongrie.

Le ministre des Affaires étrangères tchéco-slovaque a pris soin de nous apprendre qu'il était prêt à acheter par les plus grandes concessions le désintéressement de la Pologne dans les affaires slovaques. Nous savons également que les anciens territoires hongrois, la Slovaquie et la Ruthénie ou Russie subcarpathique qui lui est superposée, avaient fait en partie les frais des conversations de Marienbad. Il est même fort probable que des rectifications de frontière ont été envisagées, mais non pas dans la mesure qu'on pouvait

souhaiter à Budapest. Le découpage de la Slovaquie en deux ou trois parties épargnerait sans doute à la Bohême bien des difficultés. Elle ne ralliera jamais les suffrages des nationalités slovaques.

Cependant l'intérêt de la France veut que notre attention soit constamment dirigée vers l'est, si nous ne voulons pas que les événements dont la France a failli être la victime en 1914 se renouvellent un jour. A cet égard, la politique française ne saurait se désintéresser de la nouvelle question de nationalité qui se pose avec la Slovaquie et qui peut affecter toute l'organisation de l'Europe centrale.

Louis Bresse.

LES LETTRES

MARIA CHAPDELAINE

Maria Chapdelaine est le seul ouvrage que nous ait laissé Louis Hémon, qui nous fut trop tôt ravi, et ce petit roman pourrait bien avec le temps faire figure de chef-d'œuvre. Quand nous l'ouvrons, nous nous attendons, à cause du sous-titre : récit du Canada français, à lire un livre d'aventures. *Maria Chapdelaine* pourrait être cela, puisqu'il s'agit de la vie des descendants de Français venus, il y a trois cents ans au Canada, et de leurs luttes quotidiennes avec la terre ingrate, les dures saisons et surtout l'hiver qui ramène chaque année les fauves autour des maisons. M. Louis Hémon n'a pas voulu nous montrer les existences canadiennes, en les décrivant, si l'on peut dire, de l'extérieur. Il a évité de sacrifier au pittoresque, à l'exotisme coloré, aussi bien que de demander des effets faciles à des péripéties qui ne secoueraient que nos nerfs. Il est allé si loin dans cette voie que nous sommes, tout d'abord, tentés de reprocher à cet ouvrage une certaine monotonie. Nous nous demandons si les lignes du récit ne vont pas s'effacer dans une grisaille générale. Mais si nous dominons cette impression, nous nous apercevons qu'elle contribue au contraire à créer l'atmosphère de cet ouvrage, pour en faire l'originalité. Le récit, peu à peu, gagne en profondeur à man-

(1) Un volume. Collection des *Cahiers verts*, sous la direction de M. Daniel Halévy (Bernard Grasset, éditeur).

quer à ce point de couleur et de mouvement ; nous éprouvons un plaisir austère plus pur que celui que nous attendions ; c'est celui que l'on peut connaître dans l'intimité des belles et grandes âmes. Il nous semble que des voix de notre passé se font entendre dans leur fraîcheur, comme si nos pères d'il y a trois siècles parlaient par la bouche de ces paysans canadiens ; si bien qu'en approchant de la fin de l'ouvrage, nous avions déjà pensé ce que ces voix révèlent à Maria Chapdelaine :

> Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés. Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume et sans chagrin, car s'il est vrai que nous n'ayons rien appris, assurément nous n'avons rien oublié.
>
> Nous avions apporté d'outre-mer nos prières et nos chansons ; elles sont toujours les mêmes. Nous avions apporté dans nos poitrines le cœur des hommes de notre pays, vaillant et vif, aussi prompt à la prière qu'au rire, le cœur le plus humain de tous les cœurs humains : il n'a pas changé.

Tout le récit tourne autour de Maria Chapdelaine, la fille du vieux Samuel Chapdelaine qui est une sorte d'humble héros du défrichement de la terre, tandis que sa femme, la mère de Maria, est une véritable sainte du foyer. Le sens de cette œuvre, qui lui assure une vie interne, c'est Maria Chapdelaine qui le donne, quand elle se choisit pour époux Eutrope Gagnon parce qu'avec lui, elle demeurera sur cette terre où ses parents se sont fixés, et qu'elle pourra continuer leurs durs efforts. Ce n'est pas, cependant, qu'elle n'ait point comme ses sœurs de tous les temps ambitionné d'avoir un plus romantique amour. Ainsi son cœur brûla, jadis, silencieusement pour François Paradis. Fils d'un défricheur, grand chasseur, beau coureur d'aventures, il avait été le héros dont elle avait rêvé dans sa jeune saison. Il revenait, chaque année, vers la demeure des Chapdelaine, après les neiges de l'hiver. Cependant, un printemps, elle l'a en vain attendu. Alors, elle a compris qu'elle l'aimait à ce que « ce printemps-là, elle sentit que, depuis le commencement du monde, il n'y en avait jamais eu de tel ». François Paradis ne devait plus jamais reparaître. Il s'était « écarté » dans les bois et les neiges l'avaient ravi ; plus tard, les sauvages retrouvèrent son cadavre gelé. C'est sur ces entrefaites que son père, sa mère et le curé du village l'avaient entreprise sur la nécessité qu'il y avait pour elle à fonder à son tour une famille. Il lui parut, tout d'abord, que le seul qui fût susceptible de remplacer dans sa pensée François Paradis,

c'était Lorenzo Surprenant, parce qu'il réussissait, lui aussi, à la faire rêver. Chaque fois que, revenu des États-Unis, il décrivait les splendeurs des villes qu'il avait parcourues, à son tour, il lui offrait le mirage d'une autre existence ; il incarnait la fantaisie, l'aventure ; il était le coureur des cités comme François Paradis était le coureur des bois. Mais voici que la mère Chapdelaine vient à mourir. Le récit de sa mort, qui fournit quelques-unes des plus belles pages du livre, atteint à une véritable grandeur dans la simplicité. Il n'y a que la sorte d'oraison funèbre que prononce le père Chapdelaine, devant la morte, qui puisse lui être comparée. Il raconte les débuts de leur mariage, comment ils avaient dû changer plusieurs fois de terre, car lui, non plus, n'aimait pas dans sa jeunesse demeurer toujours à la même place ; une fois, la mère Chapdelaine, qui était une courageuse femme, avait mis en fuite avec un bâton des ours qui allaient manger les moutons :

Courageuse et de bon conseil, elle l'a été tant qu'elle a vécu, mais c'est surtout dans les commencements, juste après notre mariage, et un peu plus tard, quand Esdras et toi vous étiez encore jeunets, qu'elle s'est montrée rare. La femme d'un petit habitant s'attend bien d'avoir de la misère ; mais des femmes qui vont à la besogne aussi capablement et d'une si belle humeur comme elle a fait en ces temps-là, il n'y en a pas beaucoup, Maria... Et voilà qu'elle est morte tout de même dans une place à moitié sauvage, loin des autres maisons et des églises, et si près du bois qu'il y a des nuits où l'on entend crier les renards. Et c'est ma faute, si elle est morte dans une place de même, c'est ma faute, certain !

La nuit qui suivit, pendant que le père Chapdelaine se laissait gagner, au chevet de sa femme, par un sommeil qui n'avait rien de grossier, ni de sacrilège, mais qui paraissait le plonger « dans un accablement triste », Maria se demanda, une fois encore, pourquoi elle resterait dans ce pays, à tant peiner et à tant souffrir. Alors, dans le silence de la nuit, il lui sembla que des voix lui répondaient. Il y en avait une qui lui chuchotait les cent douceurs méconnues du pays qu'elle voulait fuir, quand elle songeait aux merveilles lointaines des cités que Surprenant lui avait vantées. Ensuite une voix plus grande que les autres : la voix du pays de Québec s'élevait « qui était à moitié un chant de femme et à moitié un sermon de prêtre » ; toute l'âme de la province tenait dans cette voix pour lui dire de persévérer où ses parents avaient lutté, apportant d'outre-mer leurs prières et leurs chansons qui étaient restées les mêmes.

Sortie de son rêve, Maria Chapdelaine songea : « Alors, je vais rester ici... de même ! »

Aussi, quand Eutrope Gagnon, qui depuis longtemps l'aimait, mais auquel elle n'avait jamais songé sérieusement pour époux, et qui représentait pour elle l'attachement au sol, la tradition familiale continuée, vint peu de temps après lui demander un soir si elle comptait toujours s'en aller, elle fit : « Non », de la tête, les yeux à terre :

— Alors... je sais bien que ça n'est pas le temps de parler de ça, mais si vous pouviez me dire que j'ai une chance pour plus tard, j'endurerais mieux l'attente.

Maria lui répondit :

— Oui... Si vous voulez, je vous marierai comme vous m'avez demandé, le printemps d'après ce printemps-ci, quand les hommes reviendront du bois pour les semailles.

Tel est ce beau livre. *Maria Chapdelaine* est à classer parmi les rares qui, chaque fois qu'on les relit, laissent découvrir des beautés nouvelles qu'on n'y avait pas vues, dès l'abord. C'est le privilège des grandes œuvres dont le charme s'exerce en profondeur, ce qui assure sa durée. Si l'on songe que *Maria Chapdelaine* était le premier ouvrage de Louis Hémon, et que ce jeune écrivain était parvenu du premier coup à un mûrissement, une plénitude qu'il faut à la plupart toute leur vie pour l'acquérir, sans qu'ils y parviennent toujours, on ne déplorera jamais assez la perte que firent les lettres, le jour où il périt, stupidement écrasé par un train en ce Canada, où il menait l'existence des paysans, et qu'il avait célébré avec un si grand amour.

Certains ont parlé, à son sujet, de Loti, comparant ses débuts aux siens, apparentant même *Maria Chapdelaine* à *Aziyadé;* d'autres ont prononcé le nom de Bernardin de Saint-Pierre. En réalité, le charme de *Maria Chapdelaine* est bien différent. On ne peut dire de M. Louis Hémon qu'il nous décrit la nature canadienne, à la façon de Bernardin de Saint-Pierre, nous parlant de celle de l'Inde ; non plus que de Chateaubriand découvrant la premier les grands bois canadiens et les savanes de l'Amérique. Il n'entend pas davantage nous persuader de l'excellence de la nature primitive et qu'à lui demander des leçons, l'homme y gagnera en vertu. C'est bien tout le contraire ; c'est dans sa lutte avec elle que l'homme, selon M. Louis Hémon, trouve sa grandeur et la voie de son perfectionnement : ce

qui est plus vrai, étant plus humain. Bernardin de Saint-Pierre écrivait dans son avant-propos de *Paul et Virginie* : « J'ai désiré réunir à la beauté de la nature entre les tropiques la beauté morale d'une petite société. Je me suis proposé aussi d'y mettre en évidence plusieurs grandes vérités, entre autres celle-ci, que notre bonheur consiste à vivre suivant la nature et la vertu. » Il nous assure ensuite que son histoire est vraie et qu'il ne lui a point fallu imaginer pour peindre des familles heureuses. M. Louis Hémon n'a pas écrit d'avant-propos pour nous dire ce qu'il a voulu faire, et il n'a pas davantage besoin de nous assurer que son récit est vrai ; mais il nous montre la beauté morale d'une petite société, qui s'accroît dans sa lutte avec une nature qu'il lui faut dompter, et c'est dans ce combat même qu'elle trouve un aliment à ses vertus. Nous n'assistons pas dans *Maria Chapdelaine*, comme dans *Paul et Virginie*, à l'éveil du cœur chez deux jeunes êtres, au sein d'une nature où ils grandissent, naïfs, mais qui les conseille, par laquelle cependant Bernardin de Saint-Pierre n'a pas osé aller jusqu'à les faire éduquer, ce qui eût été plus franc, et si nous n'avions pas eu alors un livre virginal à force d'artifice, du moins ne se dégagerait-il pas de *Paul et Virginie* un parfum de solennelle tartufferie assez déplaisant. Dans le livre de M. Louis Hémon, où la passion est dominée par son héroïne, avant même que de connaître, la question ne se pose pas ; ce livre est virginal parce que sa nature même est de l'être ; c'est pourquoi, il ne frôle jamais la niaiserie afin de mieux éviter l'hypocrisie. Ici la volonté du devoir à accomplir, de continuer l'œuvre de ses parents, de poursuivre comme eux une lutte avec une nature belle, mais marâtre, comme a toujours été en réalité la nature tant que l'homme ne la façonne, voilà ce qui empêche Maria Chapdelaine de devenir une obsédée passionnelle. Elle s'oublie au contraire, en faveur d'une œuvre qui la dépasse, et on peut prévoir qu'elle trouvera le vrai bonheur et y gagnera de connaître le véritable amour. Dans *Maria Chapdelaine*, ce n'est plus la nature qui conseille la passion ; c'est tout le contraire ; M. Louis Hémon nous montre, en effet, des êtres qui, vivant dans la nature et en lutte avec elle, en somme, ont bien d'autres soucis que de se créer des romans ; c'est bon pour les oisifs et les énervés des villes. C'est dire que *Maria Chapdelaine* est tout le contraire d'un livre romantique par le sentiment ; mais il a bénéficié d'un certain sens de la nature, de son pittoresque, de sa couleur, qui nous est venu du romantisme et dont nous ne

saurions plus entièrement nous passer, et qui est excellent à la condition qu'il demeure à sa place, au service d'autre chose qui le dépasse. C'est tellement le cas dans *Maria Chapdelaine* que, pour un peu, on ferait le reproche qu'il ne s'y impose pas assez, et nous avons montré, en commençant, que ce serait une erreur. Enfin, c'est un de ces livres où l'on voit la volonté redevenir un élément important du drame humain, alors qu'on nous a trop habitués à ne nous jamais montrer que la passion seule maîtresse, à la fois stupidement dévastatrice et cependant parée de tous les agréments de la poésie.

GEORGES LE CARDONNEL.

M. Louis Bertrand et notre Afrique du Nord.

M. Louis Bertrand, qui est Lorrain, et qui groupe un certain nombre de ses ouvrages sous le titre collectif de *la Terre natale*, s'est vu récemment décerner, par M. Louis Artus, l'épithète d'*Africain*. C'est que la plus grande partie de son œuvre s'inscrit en deux cycles, comme il les appelle, qui sont : *le cycle de la Méditerranée*, avec huit volumes ; et le *cycle africain*, avec dix volumes, dont le dixième, *les Villes d'or*, vient de paraître. Et que ce Lorrain eût passé la mer, et qu'il se fût attaché si longuement à l'Afrique du Nord, voilà qui aurait pu paraître singulier, car nous aimons peu, en France, ce qui ne s'explique pas ou ce qui s'explique mal : défaut pour les uns, et vertu pour les autres, que nous nous vantons de tenir de nos ancêtres latins. Par chance, avec une probité toute latine aussi, M. Louis Bertrand a senti le besoin d'éclairer son œuvre, après l'avoir déjà menée assez loin. Et l'on ne le trahira peut-être pas en supposant que lui-même n'a pris complètement conscience de ses raisons d'aimer l'Afrique du Nord qu'après l'avoir aimée. Or, le secret de M. Louis Bertrand tient tout entier sur la couverture de son dernier ouvrage : *Les villes d'or, Algérie et Tunisie romaines.*

Avant de commencer à lire l'éblouissante préface qui ouvre le livre, on a la clef à la main.

L'idée dominante de M. Louis Bertrand s'impose tout de suite : l'Afrique du Nord n'est pas arabe ; elle est romaine. Du moins, — car, à trop la simplifier, nous réduirions à un paradoxe cette idée que nul n'avait encore exprimée avec tant de foi, et M. Louis Bertrand ne raye pas d'un trait de plume les Arabes et les Turcs, — l'Afrique du Nord est plus romaine qu'arabe ; elle ne fut ceci qu'après avoir été

cela ; devenue arabe, elle se détruisit et ne créa plus rien ; l'arrivée des Français la fit renaître ; par-dessus l'interrègne arabe, qui fut le néant, la France a renoué la tradition romaine oubliée. M. Louis Bertrand, qui sait qu'il blessera des illusions, le prouve avec un tranquille et lumineux courage.

La voie royale, comme il dit, qui va de Volubilis la Marocaine jusqu'à Gigthi la Tunisienne, — de la mer Atlantide au pays des Lotophages, — traverse tout le nord de notre Afrique et passe par tant de villes que, dans un article tel que celui-ci, nous ne pourrions les nommer toutes. Les plus importantes sont célèbres : Cherchell, Timgad, Carthage, le monde entier connaît ces noms. Mais il y en a d'autres, une infinité d'autres qui ne sont connues que de quelques archéologues, officiers ou prêtres, et qui constituent pour nous un trésor dont nous sommes loin de soupçonner le prix. Toutes ont été détruites. Toutes sont ensevelies.

Cet étonnant résultat, le triste honneur en revient d'abord aux Arabes, à ceux que nous considérons aujourd'hui, on ne sait pas pourquoi, comme les maîtres immémoriaux de cette terre. Sur l'emplacement des splendides villes de marbre doré par le soleil, les Arabes et les Turcs ont édifié leurs villes blanches, blanchies à la chaux. Avec des matériaux volés, le plus souvent, aux maisons romaines de ces villes d'or, qui étaient si largement ouvertes vers l'extérieur, si publiques, pourrait-on dire, ils ont bâti ces cubes sans ouvertures apparentes, ces prisons aveugles et aveuglantes qu'ils appellent maisons. Et nous en sommes venus à regarder ces constructions turco-arabes comme les constructions naturelles du pays, et les villes d'or primitives comme des souvenirs curieux et, somme toute, déplacés d'un impérialisme défunt. A tel point que nous qualifierions d'anachronique et de prétentieuse la villa de style gréco-romain que se ferait élever un colon de Constantine ou de Blidah, alors que ce colon serait seul dans la véritable tradition africaine.

Il est certain, en effet, que les Arabes, la plupart du temps, n'ont fait qu'adopter ou adapter les coutumes et les costumes de ceux qu'ils dépossédèrent. « *Regardez,* dit M. Louis Bertrand, *les anciens thermes, vous y reconnaîtrez les modèles des bains maures d'aujourd'hui. Penchez-vous sur cette mosaïque fraîchement découverte, qui pavait le triclinium ou l'atrium d'un duumvir d'Hippone ou de Théveste, et vous y retrouverez les bracelets, les colliers et les éventails de nos Mauresques, les gandouras, les chéchias, les dalmatiques de nos Mzabites et de nos Biskris.* »

Telle est la grande idée première de M. Louis Bertrand. Elle est

capitale. Elle se complète d'une autre idée que l'adjectif choisi par cet excellent écrivain rend à la perfection : l'Afrique du Nord n'est pas seulement latine, elle est romaine, avec tout ce que le mot comporte de sens pour un Français ; elle est terre colonisée par Rome, et elle est terre spiritualisée de la Rome chrétienne. Et M. Louis Bertrand n'hésite pas à la déclarer même plus chrétienne que païenne.

Certes, les ruines sont nombreuses des temples de Jupiter, de Vénus, ou d'Apollon, dont l'Afrique du Nord fut couverte. Mais les basiliques y sont d'une importance bien supérieure. Le duel fameux de Rome et de Carthage fut le duel de deux civilisations : l'orientale et l'occidentale. Il suffirait à rendre impérissable le nom de Carthage. Mais Carthage, dit M. Louis Bertrand, « *représente quelque chose de plus impérissable encore et qui nous touche de plus près. La Carthage romaine, avec Tertullien, saint Cyprien, saint Augustin, c'est le catholicisme latin prenant conscience de lui-même, définissant ses dogmes, organisant son administration ecclésiastique, sa discipline, sa hiérarchie, son monachisme. Rome, à cette époque, n'avait d'autre supériorité sur elle que la primauté du siège apostolique. Carthage reste donc une des grandes capitales de la pensée religieuse occidentale. Façonnée par le génie d'Augustin, l'âme catholique y a pris une forme nouvelle. Une bonne part de notre sensibilité et de notre intellectualité modernes nous est venue de là. Carthage fut pour nous un berceau et un foyer lumineux.* »

Renouvelant ainsi, mais avec une ampleur saisissante, l'idée de ce prélat génial que fut le cardinal Lavigerie, M. Louis Bertrand rêve de relever intégralement l'ancien prestige des villes d'or anéanties. L'unité de l'Afrique du Nord doit être rétablie dans la pensée latine et romaine. En Algérie et en Tunisie, l'Islam est un intrus. Il suffit de descendre vers le sud pour s'en convaincre.

M. Louis Bertrand ne le dit pas, mais je l'ai constaté comme d'autres l'avaient constaté avant moi, les indigènes du sud ont mal assimilé la civilisation arabe. Les Touaregs n'ont jamais été des musulmans bien farouches. Il leur souvient, inconsciemment, des temps où leurs aïeux étaient chrétiens : on en cite pour preuve l'emploi constant du signe de la croix dans leur écriture, dans les ornements dont ils parent leurs costumes, leurs tapis, certains objets d'utilité quotidienne, comme la selle du méhari, dont le pommeau se hausse en forme de croix très nette. On noterait des détails semblables chez les Kabyles, chez les Chaouïas, un peu partout enfin chez les indigènes purs. A Ouargla, chez les Harratins, j'ai assisté à des réjouissances populaires, danses, sauteries et mascarades qui, malgré l'Islam et par-dessus l'Islam, perpétuaient des mascarades, danses

et sauteries absolument païennes. Et cent autres choses que je n'ai pas la place de citer ici. Souvenirs païens, souvenirs chrétiens, tout sommeille et tout est prêt à renaître dans un pays que les Arabes sont incapables de gouverner.

Il ne s'agit pas de chasser les Arabes ou de leur imposer une religion nouvelle. Pas un Français n'y songe. Le but à atteindre, but lointain évidemment, c'est de restituer à l'Afrique du Nord sa véritable civilisation, et en y intéressant jusqu'à ces Arabes, fils dégénérés des barbares conquérants, qui se plaignent d'avoir été conquis à leur tour. L'Afrique du Nord fait partie de notre héritage latin. La France, héritière de Rome, ne doit pas l'oublier, ou elle doit l'apprendre. Il faut du moins qu'elle en ait concience, et qu'il ne lui suffise plus de se laisser vaguement attirer par un instinct sans objet vers le bric-à-brac pittoresque ou les profits faciles d'une colonie que, même abandonnée à sa propre fantaisie comme elle l'est, nos rivaux regrettent de voir entre nos mains.

Au début du cinquième siècle, Claudius Rutilius Namatianus, un Gaulois, dans un *Itinéraire* dont il ne nous reste qu'un chant et demi, disait en s'adressant à Rome (M. Louis Bertrand se souvient-il de ces deux vers?) :

Quin et fecundas tibi conferat Africa messes
Sole suo dives, sed magis imbre tuo.

Hélas ! l'Afrique nous envoie bien ses moissons opulentes, mais nous les attendons de la seule générosité du soleil, et, moins diligente que Rome, la France ne s'inquiète pas de fournir la pluie : d'où surgissent des désastres, comme la famine de l'an passé. Les Latins qui se sont réinstallés là-bas à la suite de nos troupes, Provençaux, Corses, Italiens, Maltais, etc., qui deviennent citoyens français, mais qui revendiquent le nom d'Algériens sans pressentir qu'ils aspirent à reformer le pays africain, — tous ces Méditerranéens qui vont là-bas poussés par le goût de l'aventure qui est dans la race, de l'odyssée, pour employer la juste expression de M. Louis Bertrand, — tous ces colons que les Arabes détestent et qui n'aiment pas les Arabes, comme si la vieille rancune contre les spoliateurs musulmans n'était pas encore abolie, que faisons-nous pour les aider? On objectera : « Pardon, les rapports officiels... » Mais c'est une vérité depuis longtemps éculée, que les rapports officiels n'ont jamais dit la vérité. N'ayons pas peur de dire la vérité. Les peuples forts la digèrent.

Or, rien ne nous manque pour faire de notre Afrique du Nord ce

qu'elle mérite d'être, — rien, que de le vouloir. C'est cette volonté précisément que M. Louis Bertrand cherche à répandre chez nous. Et il s'acquitte de la tâche lourde qu'il s'est fixée avec une ardeur qui doit être soutenue. Un livre comme *les Villes d'or* est de ceux qui marquent une date dans l'histoire d'un peuple. Nos descendants mesureront mieux que nous l'importance qu'aura eue ce livre, car il n'est pas possible que la France n'en tire point un parti considérable : ne nous y trompons pas, il préconise une politique coloniale tout à fait nouvelle pour nous, et dont on ne saurait prévoir les conséquences.

En nous promenant à sa suite, de la mer Atlandide à la mer des Syrtes, à travers des paysages merveilleux, M. Louis Bertrand nous montre hardiment combien nous sommes criminels de nous désintéresser des travaux archéologiques d'un Stéphane Gsell, ou de l'admirable projet interrompu d'un cardinal Lavigerie. Nous possédons une terre qui peut devenir un gigantesque musée d'art païen et un centre de pèlerinage sans pareils dans le monde entier. Les deux Romes, c'est en Afrique plutôt qu'à Rome qu'on irait les chercher : car on ne trouve plus à Rome les personnages vivants qui animent l'Afrique et qui sont demeurés tels que dans notre colonie du temps d'Apulée et de saint Augustin.

Même après une guerre dont les charges n'auraient pas dû peser sur ceux qui en furent les victimes, sommes-nous incapables d'accepter l'effort qu'une œuvre si belle demande? Est-ce que l'hommage de ce monument du *Génie latin* qui vient de consacrer, dans le Palais-Royal de Paris, notre titre de fils aînés de la latinité, ne nous y oblige pas? M. Louis Bertrand, le doigt dirigé vers l'Afrique, nous l'aura dit : « Regardez le trésor que Rome avait. Regardez le trésor que vous auriez, si vous vouliez. » Voudrons-nous?

Charles Moulié.

LA PHILOSOPHIE

LE GRAND SECRET

Au seuil de son dernier livre, où il rassemble ses impressions de voyage dans les régions de l'occultisme, M. Maurice Maeterlinck nous avertit qu'il n'est pas un initié. Il n'a jamais pénétré dans ces bibliothèques mystérieuses « qui, paraît-il, existent quelque part », mais qui « seront toujours pour nous comme si elles n'étaient pas », attendu qu'on n'en peut dévoiler les secrets sans mourir. Il n'est qu'un curieux de bonne foi, et il se sent pressé de faire part de son « enquête sur l'au-delà » aux lecteurs sans nombre qui attendent de lui leur consolation spirituelle.

Il est fort remarquable que dans cette enquête absolument générale les dogmes du catholicisme, en ce qu'ils ont de propre et de spécifique, soient passé sous silence avec une merveilleuse attention. Est-ce parce que ces dogmes, en vertu même de leur catholicité, manquent d'exotisme? Suffirait-il qu'on appelât Baghavat-Gita ou Gaurisankar la Somme de saint Thomas, qu'on fît du concile de Trente une assemblée de mahatmas thibétains, qu'on habillât saint Jean de la Croix en hermès trismégiste, saint François d'Assise en bhiksu et le Curé d'Ars en çramana, bref qu'on affublât d'oripeaux orientaux, voire atlantéens, la religion de chez nous, pour que M. Maeterlinck entreprît d'en faire la découverte, et d'en admirer les profondeurs? Non sans doute. Déguisée tant qu'on voudra, elle n'aurait jamais ce clinquant de vanité qui séduit dans l'occultisme. Et pour deviner les abîmes secrets, — bien plus secrets que la gnose la plus altière,

— de la vérité publiquement proposée à tous et que chacun rencontre à tous les coins de rue, il faut dans le cœur une humble flamme que l'auteur du *Trésor des Humbles* n'a pas dû entretenir avec beaucoup de soin, s'il est vrai, comme je le crains, qu'il ait pu traduire jadis Ruysbroeck l'Admirable sans rien saisir de son esprit, et sans demander autre chose à l'*Ornement des Noces spirituelles* que d'apaiser un goût encore sensuel d'esthétisme mystique. Il reste, en tout cas, qu'un livre comme *le Grand Secret* décèle avant tout une grande ignorance du contenu philosophique et religieux de cette tradition catholique dont il présuppose candidement la radicale infériorité. Il serait facile de montrer que tout ce que M. Maeterlinck admire et vénère dans les livres védiques et dans les religions de la haute antiquité se retrouve, mais purgé des non-sens philosophiques qu'il y adjoint, et divinement complété, dans l'enseignement de celui qui est venu consommer toute vérité.

M. Maeterlinck fait confiance à la sagesse primitive de l'humanité. Les catholiques lui accorderont volontiers que les civilisations antiques devaient s'appuyer, — et sans cela auraient-elles vécu? — sur un certain fond de haute sagesse, et que leurs religions étaient d'autant plus pures qu'elles tenaient de plus près à la tradition primitive héritée d'Adam. Ils se réjouiront de voir un esprit sincère étudier avec respect et tendresse les anciens mythes méprisés jadis par une science à courte vue, et qui, pour autant qu'ils contenaient de vérité, appartenaient déjà à la lumière du Christ. Mais la question serait précisément de dégager cette primitive sagesse des grandes erreurs et des innombrables déformations qui l'ont corrompue peu à peu dans l'antiquité, comme des interprétations trop souvent inexactes, on peut le craindre, de notre érudition moderne si rudimentaire encore. Besogne formidable dont M. Maeterlinck se dispense aisément en recourant au procédé de la simplification sommaire, influencé en cela plus qu'il ne croit lui-même par les idées préconçues des théosophes. Il est probable qu'Hindous et Égyptiens seraient bien étonnés de la philosophie qu'il leur prête, et de la signification qu'il attribue à leurs symboles. On se fera une bonne idée de sa méthode en constatant l'ingénuité avec laquelle, après avoir proclamé la désolante incertitude de nos traductions des textes sanscrits, il s'appuie intrépidement sur ces mêmes traductions pour fonder sa philosophie de la religion. Et l'on goûtera encore un certain plaisir à comparer les textes qu'il cite, par exemple celui-ci : « O

homme ! tandis que tu te dis : *je suis seul avec moi-même*, dans ton cœur réside sans cesse cet Esprit suprême, observateur attentif et silencieux de tout le bien et de tout le mal », ou celui-là : « Les méchants se disent : *personne ne nous voit*, mais les dieux les regardent, de même que l'Esprit qui siège en eux, » ou cet autre : « Cet Esprit qui siège dans ton cœur, c'est un juge sévère, un punisseur inflexible, c'est Yama, le juge des morts, » avec l'interprétation qu'il en donne sans hésiter, et qui consiste à dire qu '« il n'y a pas de juge qui attende l'âme à la sortie du corps, » que « le juge, c'est l'âme même, l'âme seule, » qu' « elle est seule dans l'infini, qu'il n'y a pas de dieu au-dessus d'elle pour lui sourire ou l'effrayer, qu'elle est le dieu qu'elle a déçu, mécontenté ou satisfait. »

La sagesse que M. Maeterlinck découvre ainsi dans les traditions sacrées de l'Inde, comme dans celles de l'Égypte, repose sur deux articles fondamentaux : agnosticisme intégral, la cause des causes est entièrement et absolument inconnaissable, « Osiris est un dieu noir »; et, si je puis ainsi parler, anthropocentrisme complet, c'est dans l'homme et par l'homme seulement que nous trouvons Dieu, « Brahma, le vrai Dieu, c'est toi-même ». Cette double absurdité (car si Dieu est inconnaissable, il est absurde de prétendre le trouver dans l'homme, et, si l'on part de l'homme, il est absurde de ne pas le prendre tel qu'il est, essentiellement dépendant d'autre chose), cette absurdité géminée a toutes chances d'être un pur contresens en ce qui concerne l'hindouisme primitif et les mythes de la haute antiquité, l'agnosticisme et le subjectivisme étant des phénomènes de sénilité ; mais elle exprime à merveille le terme auquel tend, plus ou moins intoxiquée de bouddhisme, la pensée occidentale antichrétienne, qui refuse de comprendre que si Dieu déborde à l'infini tous nos concepts, il nous est cependant connaissable par analogie, et que s'il doit être cherché au dedans de nous, c'est qu'il est dans l'âme par inhabitation, non par identification.

Aussi bien ce qui nous intéresse avant tout dans le dernier livre de M. Maeterlinck, c'est que cette œuvre, — compilation fort peu critique à vrai dire, mais qui émane d'un écrivain plein de talent et d'habileté, et préoccupé d'aspirations nobles, profondément sceptique au demeurant, — est un signe remarquable parmi beaucoup d'autres d'un des plus sérieux dangers qui menacent actuellement l'intelligence.

Bien qu'il prenne beaucoup trop au sérieux Rudolf Steiner,

M. Maeterlinck est trop intelligent pour faire ouvertement crédit aux « théosophes » (dont M. René Guénon, en plusieurs articles de la *Revue de Philosophie* que je signale en passant, et auxquels fera suite un livre important, nous dévoile l'histoire remplie de fraudes et de mensonges). Il travaille cependant en fait, dans *le Grand Secret*, pour ce qu'on pourrait appeler un théosophisme exotérique et élargi, comme il travaillait pour le spiritisme dans ses deux précédents livres. Cette sorte de syncrétisme occultiste (Inde, Égypte, théogonies helléniques, Gnose, Kabbale, Hermétistes, Occultistes modernes, Métapsychistes, rien n'y manque) ne procède point, comme les hérésies classiques, par négation franche et soustraction. C'est une *hérésie par enveloppement*, qui prétend englober (grâce à quelles énormes méprises, et à quel usage brutal de l'histoire des religions) la révélation mosaïque et la révélation chrétienne dans une tradition plus haute, et satisfaire à tous les besoins religieux, qu'elle exalte sans mesure, sans passer par la voie éternellement déterminée, par le Christ et par l'Église. Elle répond parfaitement en cela aux vices d'une époque qui veut toutes les fins et tous les biens sans vouloir les moyens, et en refusant les voies préordonnées par la nature. — Au lieu d'une science rationnelle ou d'une doctrine révélée, pourvues l'une et l'autre de titres vérifiables, une soi-disant tradition sans aucun titre, qui ne peut se réclamer ni de la révélation divine ni de la raison humaine, et dont on situe les sources dans un « réservoir de sagesse », formé « avant même la venue de l'homme sur la terre », par des « entités plus spirituelles » ou des « organismes psychiques ». Au lieu d'une métaphysique qui soit l'œuvre de l'intelligence, un panthéisme fruste qui n'est qu'une démission de la raison. Au lieu de la déification par la grâce, l'*osirification*, — par passage de l' « état humain » à l' « état divin », états entre lesquels « il n'y a qu'une différence de degré... » Tout, on acceptera tout, plutôt que le Christ et l'Incarnation (1).

(1) M. Maeterlinck, fidèle en cela à la pensée de ses maîtres occultistes, admet bien l'idée de l'incarnation, il en fait même le plus grand usage, mais l' « incarnation » dont il s'agit est « universelle et latente en chacun de nous », et ses « manifestations » spéciales ne sont que des « extériorisations périodiques et sporadiques du Dieu qui est en tout homme ». Ce qu'on n'admet à aucun prix, c'est l'Incarnation au sens authentique du mot, l'union de la nature divine et de la nature humaine, réalisée à un moment donné de l'histoire en la personne du Christ. C'est là qu'est le point sensible.

Remarquons qu'à supposer (ce que je ne fais nullement) que les analogies

Un tel état d'esprit ne représente pas seulement une menace pour la foi chrétienne ; il représente une menace de dissolution générale pour la raison elle-même, dans ses assises naturelles les plus foncières, et il donne lieu de redouter, pour un avenir assez peu éloigné peut-être, des désordres de la « conscience religieuse », comme disent nos psychologues, dont les aberrations gnostiques et néoplatoniciennes des débuts de l'ère chrétienne n'offrent qu'une faible idée. Il est effrayant de se représenter les effets délirants que l'odieux mélange de moralisme humanitaire, d'exaspération pseudo-mystique, de fausse érudition scientifique et de fausse philosophie, bref le confusionnisme horrible dont la théosophie a le secret, peut engendrer dans une raison affaiblie déjà par toutes sortes de maladies en *isme*, désarmée par Kant, et livrée à toutes les entreprises de la vulgarisation moderne.

On comprend trop bien, dans ces conditions, l'opportunité des mesures prohibitives édictées par l'Église contre la théosophie aussi bien que contre le spiritisme. Mais les mesures purement défensives ne sont jamais suffisantes. Une œuvre de redressement positif et doctrinal est ici d'autant plus indispensable que les « sciences psychiques », qui sont encore dans leur période embryonnaire, viennent fournir à la théosophie, au spiritisme et à leurs succédanés l'appui de plusieurs catégories de faits d'ordre naturel mal connus encore, mal groupés, mal interprétés, embrouillés parfois de la manière la plus confuse, dans tel ou tel cas particulier, avec des faits d'un autre ordre, et utilisés depuis les temps les plus reculés par l'occultisme et la « magie ». C'est pourquoi ceux que préoccupe l'avenir de l'intelligence sont en droit d'adresser à ce sujet un appel aux théologiens, — dont la science est seule ici pleinement compétente, — en leur représentant combien serait urgent un travail général de mise au point, de saine analyse et de juste discernement. Nous oserons seulement les prier de *rester ce qu'ils sont* pour conduire un tel travail, — je veux dire de s'éclairer et de nous éclairer franchement de la

dont on a tant joué entre le dogme chrétien de l'Incarnation et les avatars de Vichnou ne soient pas forcées à l'excès, les « indianistes catholiques » ne seraient pas réduits pour les expliquer à invoquer les artifices du démon qui « prévoyant l'incarnation de Jésus » aurait voulu « en énerver l'effet » à l'avance. La révélation primitive, avec son contenu prophétique suffirait amplement à rendre compte de la présence, dans la conscience des peuples de l'Inde antique, d'une certaine notion de l'incarnation, plus ou moins déformée, et appliquée à faux.

sagesse et de l'expérience traditionnelles, et de la lumière théologique, tout en s'entourant des données les plus détaillées des sciences expérimentales, et des renseignements de fait les plus nombreux et les mieux critiqués. Une essentielle question de méthode se pose ici, et il convient, me semble-t-il, d'appliquer au cas présent, *mutatis mutandis*, les déclarations si justes — et si spirituelles, — que Bossuet mettait en tête de son *Histoire des Variations* : « En un mot je ne dirai rien qui ne soit authentique et incontestable. Au reste, pour le fond des choses, on sait bien de quel avis je suis : car assurément je suis catholique aussi soumis qu'aucun autre aux décisions de l'Église, et tellement disposé, que personne ne craint davantage de préférer son sentiment particulier au sentiment universel. Après cela, d'aller faire le neutre et l'indifférent, à cause que j'écris une histoire, ou de dissimuler ce que je suis, quand tout le monde le sait et que j'en fais gloire, ce serait faire au lecteur une illusion trop grossière : mais avec cet aveu sincère, je maintiens aux Protestants qu'ils ne peuvent me refuser leur croyance, et qu'ils ne liront jamais nulle histoire, quelle qu'elle soit, plus indubitable que celle-ci ; puisque dans ce que j'ai à dire contre leurs Églises et leurs auteurs je n'en raconterai rien qui ne soit prouvé clairement par leurs propres témoignages. »

J'ajoute qu'un retour des milieux cultivés à ces études philosophiques et théologiques auxquelles les honnêtes gens du dix-septième siècle se livraient si volontiers, une exacte notion du composé humain et de l'union substantielle de l'âme et du corps, montrant l'absurdité du « corps astral » comme de la transmigration des âmes (l'art de l'architecte, disait Aristote, ne peut descendre dans des flûtes, une âme ne peut informer un autre corps que le sien), une sérieuse connaissance enfin des principes de la vie spirituelle, permettant de distinguer la mystique véritable d'avec ses contrefaçons, et la contemplation d'un Ruysbroek ou d'un Tauler d'avec les « fleurs de lotus » et les « pouvoirs « » d'un Steiner, seraient la meilleure sauvegarde de l'esprit public et de la raison contre les dépravations intellectuelles engendrées par les prestiges des pseudo-prophètes, et par l'ambition de scruter sans Dieu le grand secret.

Jacques Maritain.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES SEMAINES D'ORGANISATION

Le mois de juin a vu s'affirmer le succès d'une méthode nouvelle d'organisation, qui sera connue désormais par le nom de *Semaines* donné à toutes les manifestations de la méthode. Essentiellement, la méthode des semaines consiste à réunir des délégués mandatés des groupes professionnels (chefs d'entreprise, techniciens, employés, ouvriers) pour l'étude des questions propres au produit qui les fait vivre ; toutes questions pendantes doivent être examinées et résolues en fonction de l'intérêt supérieur du produit (livre, vin, bâtiment, soie, textile, etc.) ; les solutions sont préparées, non plus sous la forme de vœux adressés à l'État ou à des collectivités amorphes, mais sous la forme de résolutions, qui sont transmises au comité exécutif permanent, chargé de les faire exécuter par le ou les syndicats intéressés, le comité exécutif devenant une sorte d'organe super-syndical permanent, qui comprend des membres des différents syndicats, et qui constitue à la fois une représentation durable des intérêts de chaque syndicat, et une expression de l'intérêt général du groupement économique tout entier.

On voit que c'est l'application pratique des doctrines que la *Confédération de l'Intelligence et de la Production françaises* propage en France, et au nom desquelles on réclame depuis près de deux ans l'organisation super-syndicale dans le sens *vertical*, c'est-à-dire par ensemble de groupements professionnels formant un bloc éco-

nomique ou un bloc régional et réunissant tous les facteurs de la production, par opposition à l'organisation confédérale *horizontale* qui groupe les syndicats selon leurs caractéristiques dites de classe.

La méthode était demeurée une abstraction jusqu'à l'automne de 1920. Admise, par un grand nombre de bons esprits, comme supérieure en soi aux méthodes « de classe », elle n'inspira qu'un mouvement d'opinion et ne provoqua que des examens intellectuels jusqu'au mois de novembre dernier. Elle inspirait au surplus quelques défiances, les unes d'ordre politique parce qu'elle avait été formulée par des hommes appartenant à l'*Action française :* les autres d'ordre économique, parce qu'elle ne paraissait pas apporter un moyen d'action efficace pour remplacer la libre concurrence, grand moteur du système de l'économie libérale.

Défiances et réserves étaient en somme justifiées, car les doctrines et théories économiques ne peuvent valoir, aux yeux de ceux qui ne sont pas rompus aux exercices intellectuels, que lorsqu'elles ont subi l'épreuve de l'application aux faits. Pour l'immense majorité des producteurs, dont le rôle est de produire et non de juger les idées générales, les doctrinaires ne sont intéressants que dans la mesure où leurs doctrines peuvent avoir une influence quelconque sur l'organisation et la marche de la production.

Or, les doctrines et méthodes propagées par la *Confédération de l'Intelligence et de la Production françaises* ont subi victorieusement l'épreuve des faits par l'institution des Semaines d'organisation qui ont été tenues de novembre 1920 à juin 1921. La première en date a été la Semaine du Livre, tenue à Paris en novembre 1920. Il est bon d'indiquer ici que la *Confédération de l'Intelligence et de la Production françaises*, organisatrice de cette Semaine du Livre, avait de bonnes raisons de choisir le Livre comme premier champ d'expérience : en effet, une tentative du même ordre que la sienne avait été faite en 1917 par le premier Congrès national du Livre. Mais la tentative avait été faite sans doctrine, sous la pression des premières idées d'organisation générale nées pendant la guerre. Il n'en reste pas moins que le premier Congrès du Livre, provoqué par la Société des gens de lettres, est peut-être la première tentative d'organisation par groupes économiques : l'idée qui le domina fut qu'il y avait lieu d'assembler tous les producteurs qui vivent du Livre pour leur faire prendre en commun les décisions utiles à leurs corporations. Devant une assemblée générale des gens du Livre, des représentants

des différents métiers étaient invités à dire ce qu'ils avaient fait et ce qu'ils comptaient faire pour le Livre. C'est bien l'idée centrale que l'on retrouve dans les fondations de la C. I. P. F. Mais non reliée à un corps de doctrines économiques, elle ne produisit pas ses pleins effets en 1917. Les préjugés encore en cours firent que les adhésions au premier Congrès du Livre furent individuelles, et que l'on y vota, par tête, sur des vœux présentés par des hommes qui parlaient en leur nom personnel. En outre, le Comité exécutif qui sortit du Congrès, n'ayant d'autres moyens d'action que la bonne volonté de ses membres, ne put se concevoir que comme un organe extra-syndical dont la mission était limitée à la transmission des vœux et à l'organisation des futurs congrès. En résumé, ce Congrès peut être regardé comme l'expression de la période transitoire entre l'individualisme d'avant-guerre et l'organisation en formation.

La *Semaine du Livre* fut une réalisation consciente de la méthode du super-syndicalisme de la C. I. P. F. : réunion de délégués des groupes professionnels ; pas de votes individuels, le vote par corps ; pas de vœux, des résolutions ; les résolutions renvoyées en même temps aux syndicats intéressés et au comité exécutif ; création de conférences permanentes pour chaque groupe de questions techniques ; bref, organisation d'une action constante des fondations super ou intersyndicales. L'expérience réussit pleinement. Le succès fut souligné par l'abstention du Syndicat des éditeurs (malgré l'adhésion individuelle de plus de la moitié des éditeurs, dont les deux têtes dirigeantes représentent encore, par une singulière contradiction, le plus franc individualisme). L'expérience pratique de la contrainte mutuelle (substituée à la libre concurrence) fut faite avec un certain bonheur à la *Conférence du Papier*, issue de la *Semaine du Livre*, et qui, réunissant les représentants mandatés des producteurs et des consommateurs de papier, sut élaborer une politique nationale du papier, par laquelle la France pourra se libérer de la servitude où elle est à l'égard de l'étranger en ce qui concerne les pâtes à papier. On put voir, au sein de cette conférence, comment des groupements à intérêts opposés peuvent se contraindre l'un l'autre à travailler pour le bien commun, en utilisant leurs propres oppositions pour s'obliger à un plus grand effort, en coordonnant toutes les forces, ce que l'individualisme et la libre concurrence sont absolument impuissants à provoquer. La *Conférence du Papier*, première application pratique de la doctrine sur le plan des réalisations industrielles

immédiates, siégea au ministère du Commerce, comme organe de liaison entre l'État et les producteurs et consommateurs, inaugurant ainsi une forme nouvelle de la collaboration de l'État et des producteurs, aussi éloignée de l'étatisme que de la non-intervention chère aux économistes libéraux. La méthode veut ici que les intéressés travaillent eux-mêmes à un programme national de production, demandent à l'État de les départager lorsqu'ils sont en opposition absolue, et prient l'État de mettre tous ses moyens d'action à leur disposition lorsqu'ils ont établi un plan conforme aux intérêts supérieurs de la nation. La conférence eut une vie mouvementée et dut suspendre ses séances, à la suite d'incidents engendrés par l'action occulte de personnalités dont les intérêts internationaux ne se concilient pas avec une politique nationale de la production. Mais l'œuvre a été reprise par le deuxième *Congrès national du Livre* et fonctionnera de nouveau sous le nom de *Conférence des matières premières du Livre et de la Presse.*

Les expériences de la Semaine du Livre ont été reprises dans divers groupes économiques, soit avec la participation de la *Confédération de l'Intelligence et de la Production françaises*, soit en dehors d'elle. Dans le Livre, le deuxième *Congrès du Livre*, qui s'est tenu en juin, est une application de la méthode super-syndicale, à laquelle travaillèrent de concert, cette fois avec le Syndicat des Éditeurs, la C. I. T. et la C. I. P. F. Ce Congrès a créé les organes inter et super-syndicaux que la *Semaine du Livre* avait amorcés. Il a étendu son action super-syndicale en créant une liaison permanente avec d'autres groupes économiques. Sa création la plus forte est celle de son comité exécutif permanent, où siègent, avec les représentants des organismes confédéraux précités, les représentants des principales corporations du Livre.

Dans le Bâtiment, une Semaine d'organisation a été tenue en juin également, et a abouti à une réussite totale. La conclusion a été la constitution d'un Conseil économique du Bâtiment, qui comprend des architectes, des entrepreneurs, des fournisseurs du Bâtiment, des métreurs et vérificateurs, des employés et des ouvriers. C'est un organisme super-syndical parfait, les membres du Conseil devant être désignés par les syndicats et associations, qui nommeront eux-mêmes leur comité directeur.

Dans le Vin, on a organisé à Bordeaux, fin juin, une *Semaine du Vin* selon les mêmes principes. Les mêmes résultats ont été obtenus.

Enfin, une des plus grosses manifestations a été la *Semaine du Commerce extérieur*, organisée par la Fédération des associations régionales et l'Association d'expansion économique. La tâche était beaucoup plus difficile dans cet ordre, car il ne s'agissait plus seulement d'organiser des métiers par rapport à leur produit essentiel, mais de coordonner de grands groupements économiques en vue d'une large action de solidarité nationale. L'expérience devait être décisive, car elle devait faire apparaître en même temps et les limites d'efficacité de la méthode et son opportunité. Or, la réussite a dépassé ce qu'attendaient les organisateurs. La preuve a donc été faite que, même en dehors d'une action directe de la C. I. P. F., même sans cette préparation particulière qu'assurent les comités d'action de la C. I. P. F., les méthodes de coordination, d'appui et de contrainte mutuels que proposa la C. I. P. F. sont parfaitement efficaces et entrent aisément dans la pratique.

La preuve est également faite que ces méthodes correspondent exactement, tant aux nécessités économiques modernes qu'aux tendances intellectuelles des producteurs. Il est bien évident que ces *Semaines* n'auraient pas réussi, malgré l'ardeur de leurs organisateurs, si l'esprit qui les a animées n'avait exprimé l'esprit de ceux qui étaient appelés à y participer. Les doctrines nées de l'économie nouvelle, auxquelles on a bien voulu se référer au cours des *Semaines*, ne traduisent donc pas les idées particulières d'un homme ou d'un groupe ; elles sont celles que l'esprit dégage des conditions économiques actuelles et du mouvement intellectuel contemporain. Cette constatation s'impose avec tant de force, que, à la *Semaine du Commerce extérieur*, le chef de l'État leur a donné une véritable consécration officielle en louant l'œuvre des *Semaines*, bien qu'il fût de notoriété publique que la doctrine mise en application avait été lancée par des hommes appartenant à l'*Action française*. Mais il s'imposait à l'esprit de tous que ces méthodes d'organisation dépassent les limites des partis et des groupements politiques. Le chef de l'État a manifestement voulu marquer que, au moment où la France est obligée de se donner une forte organisation économique, où elle doit choisir entre le mode d'organisation par classes, et le mode d'organisation par professions, un gouvernement national doit appuyer le mode professionnel, sans s'inquiéter de savoir quel groupe intellectuel a eu le bonheur d'être le premier à en définir les principes. C'est une vue d'homme d'État réaliste ; c'est aussi une vue de politique habile.

La presse a largement commenté les manifestations des *Semaines*. On s'accorde en général à les regarder comme les premières formes nettes de la nouvelle organisation économique, qui font enfin sortir les industriels de la stupide opposition passive qu'ils faisaient au socialisme. Un des traits les plus remarquables des *Semaines* a été que les participants se sont totalement désintéressés, au cours de toutes les séances, des « progrès » du socialisme ou de l'attitude à prendre à l'égard du bolchevisme ; la remarque a été faite par M. Charles Dulot, et elle vaut d'être retenue, car elle montre que les organisateurs des *Semaines* sont des créateurs, des constructeurs, dont la pensée est, non pas de s'opposer au socialisme, mais de le surmonter. Une autre remarque, peut-être plus importante, a été faite par un collaborateur de la *Gazette de Lausanne* qui a observé que la véritable vie française paraissait se manifester beaucoup plus dans ces assemblées professionnelles qu'au Parlement. La plupart des participants aux *Semaines* avaient eu le sentiment plus ou moins net de ce fait, reconnu par un observateur étranger. Rien n'est plus caractéristique des transformations de la vie française que les initiatives prises par les différentes Semaines en ce qui concerne le problème des réparations, celui de l'organisation des ministères intéressant la vie économique, ou encore le problème de la monnaie, ou nos relations politico-économiques avec les États amis ou alliés. Ce sont les producteurs qui entreprennent de résoudre eux-mêmes les grands problèmes nationaux que le Parlement est impuissant à résoudre, son impuissance venant beaucoup plus de sa constitution et de ses moyens d'action que des hommes. Autant sous la pression des idées que des besoins, les producteurs se détachent des anciennes manifestations de la vie parlementaire ; ils ne demandent plus une politique radicale ou opportuniste, mais une politique nationale des matières premières, une politique nationale de la production. Quel sera l'aboutissement de ce mouvement, qui est profond? C'est une question à laquelle chacun répond aujourd'hui selon ses préférences, mais que nous laisserons sans réponse, nous bornant à l'analyse des événements et laissant à l'imagination du lecteur le soin de percer la nue et d'entrevoir le point d'arrivée des mobiles lancés dans l'espace.

GEORGES VALOIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

SIR ROBERT HORNE
CHANCELIER DE L'ÉCHIQUIER

M. Winston Churchill doit être fort dépité. Il n'est plus le membre le plus bruyant, le plus tapageur, le plus assourdissant du gouvernement de Sa Majesté. Il a un rival, un heureux rival, sir Robert Horne, le nouveau chancelier de l'Échiquier, qui crie, gesticule et se démène avec un souverain mépris du flegme dit britannique. Il est vrai que sir Robert Horne est Écossais.

N'ayant pas de fortune à lui léguer, son père lui avait donné du moins une excellente éducation, avec de frugaux repas de porridge, *et parfois de vieux habits qui, raccourcis et rapiécés, duraient encore longtemps. A l'Université, il étudia le droit, et aussi — au grand désespoir de sa digne mère qui ne cessait de l'exhorter à se dévouer au service du Seigneur — les œuvres de Voltaire, de Schopenhauer et de Fichte. Il exerça de bonne heure la profession d'avocat et se distingua en gagnant plusieurs causes, sans se départir, même dans la Cour de justice, de l'attitude qu'il adopte volontiers dans la vie publique et privée : à savoir qu'il ne faut jamais prendre les arguments de l'adversaire au sérieux.*

La carrière politique de sir Robert Horne est encore brève : elle date à peine de trois ans. Membre des Communes depuis 1918, *il s'est adapté avec une surprenante facilité à son nouveau milieu. D'un humour imperturbable, il aime affirmer, au début d'une séance où il doit prendre la*

parole, qu'il n'est pas bien certain de savoir de quoi il s'agit, ni de quoi il parle.

Sir Robert Horne a « percé » au moment le plus aigu de la crise du labour, *quand, président du* Board of Trade, *il se trouva en présence de Bob Smilie, le* leader *travailliste. Écossais tous deux, ils possèdent le même don de négociateurs. Autrement, pas un point de ressemblance. Smilie est soucieux, pessimiste et soupçonneux; l'éternel sourire de sir Robert Horne l'exaspère. Quant à sir Robert, il s'est toujours refusé à prendre au sérieux les revendications des mineurs, même lorsqu'un de ces derniers s'amusait à agiter un poing vengeur à deux doigts de son visage imberbe et énergique, aux yeux bleus de saxe, aux cheveux grisonnants. Il riposta aux récriminations des travaillistes en criant plus fort qu'eux, et l'on assure que sa capacité de faire du bruit lui donne un certain empire sur la foule dont il possède d'instinct la psychologie. Il sait aussi, à l'occasion, jouer du poing; mais ne manque jamais de terminer la séance la plus orageuse par un vaste éclat de rire. Jamais on n'a ri plus fort ni d'aussi bon cœur au* Board of Trade *que pendant la présidence de sir Robert Horne; jamais on n'y a fait plus de bruit; jamais on n'y a entendu de discours plus véhéments.*

Chancelier de l'Échiquier, il ne modère ni son hilarité ni sa colère. Il régit bruyamment les finances de l'Empire britannique. Exubérance très critiquée, — comme aussi le fait que sir Robert Horne est un des meilleurs danseurs de Londres. Ses ennemis insinuent parfois que, de la danse au saut, il n'y a qu'un pas. Il est aussi fort mondain, et dîne dehors tous les soirs, car étant très spirituel, causeur charmant et raffiné, il est accueilli avec enthousiasme chez ses amis qui sont nombreux. Il reçoit lui-même beaucoup dans son appartement de Londres, et les dîners qu'il y donne sont de petits événements, très applaudis, de la saison londonienne.

Mais ce mondain adore fuir Londres : la vie de la ville lui déplaît, bien qu'il ne soit jamais fatigué, car il lui arrive de travailler tout le jour et de danser toute la nuit. Pourtant il a parfois la nostalgie de la nature et du grand air. Il ne connaît pas de plus vif plaisir que celui d'un voyage à pied à travers la campagne anglaise. Alors, au repos dans un champ de fleurs sauvages dont il s'amuse à faire des bouquets, il éprouve le regret de ne pas s'être consacré à l'étude de la botanique. Il est sportif, aime le golf, la bicyclette et la course à pied. L'auto ne l'attire guère. Sa vitalité débordante réclame des exercices plus violents. En ville, il court toujours, même lorsqu'il marche; il s'engouffre

dans des ascenseurs, descend des escaliers quatre à quatre, pénètre dans les salles de conseil en coup de vent, et une fois-là, il ne tient plus en place. C'est un original qui serait digne d'un portrait de La Bruyère.

Il n'est tranquille qu'à Édimbourg, près de sa vieille mère, qui déplore l'existence frivole de son fils, dont la passion pour la danse lui paraît de mauvais augure. Elle s'inquiète aussi du relâchement que la vie politique et mondaine — et peut-être aussi Voltaire — a apporté aux convictions religieuses de « Bobbie, un bon garçon, mais léger ».

Les amis londoniens de sir Robert Horne qui le verraient, à Édimbourg, assister le dimanche matin au service religieux, aux côtés de sa mère, seraient édifiés. Et combien le seraient-ils davantage si, quelques heures plus tard, ils pouvaient l'entendre commenter le sermon dans le salon de Mrs Horne, comme lorsqu'il était petit garçon! Et sir Robert va très souvent à Édimbourg écouter sa maman qui l'exhorte à devenir prédicateur comme son saint homme de père... Mais n'oublions pas que sir Robert Horne ne prend jamais les arguments de la partie adverse au sérieux. Peut-être, pendant le sermon maternel, se laisse-t-il aller à quelques-uns de ses rêves métaphysiques et philosophiques qui sont, comme il l'a déclaré, « les seuls sports d'appartement » qui l'aient jamais amusé.

On entendra encore parler de sir Robert Horne. Il a désormais sa place marquée dans la vie politique anglaise. Et il a aussi cette dose d'excentricité dont se prive rarement un Anglais qui réussit.

***

Le Pêcheur d'ombres.

Je n'avais point vu la première pièce de M. Jean Sarment, *la Couronne de carton*. En vain elle avait obtenu un prix de l'Académie française, le ton des louanges de la critique m'avait rendu méfiant. Il suffit d'entendre crier au chef-d'œuvre de certaine manière et par certaines gens pour tomber immédiatement en garde :

Rien de plus dangereux qu'un imprudent ami,
Mieux vaudrait un sage ennemi.

Un juge en qui j'ai toute confiance, M. Marcel Azaïs, avait déclaré que *la Couronne de carton* l'avait fait fuir au bout de deux actes ; cela m'avait suffi.

La seconde pièce de M. Sarment a de nouveau suscité le délire de ces amis redoutables qui assomment en maniant les pavés ; on a crié sur les toits et parlé de Musset. Mais, d'autre part, *le Pêcheur d'ombres* obtenait le suffrage des quelques rares critiques de qui l'opinion compte. Il n'était plus possible d'ignorer ce jeune auteur. Il a eu une pièce reçue au Théâtre Français ; elle porte un titre bizarre et inquiétant : *Je suis plus grand que moi.* En définitive, je suis arrivé au théâtre de l'Œuvre dans un état d'esprit complexe et singulier. Je n'étais pas libre comme à l'ordinaire ; j'avais l'esprit encombré de préventions, les unes favorables à M. Sarment, les autres hostiles. Je désirais vivement que la pièce de cet auteur de vingt-cinq ans fût un chef-d'œuvre. Mais si ses amis m'avaient fait marcher, gare à lui !

On juge du plaisir que j'éprouve à déclarer que *le Pêcheur d'ombres* est, de bien loin, la meilleure œuvre de jeune que j'aie vue depuis que j'ai l'honneur d'exercer le métier de critique.

Elle met en scène un fou, oh ! un fou bien gentil, bien doux, un poète qui est devenu fou par amour. Il a seulement perdu la mémoire et non pas la raison. Il sait qu'il est fou, il le dit tout naturellement. Incapable de rattacher au passé l'instant qui fuit, il se contente de le goûter ; il est gai, il est insouciant, il est heureux. Grâce au ciel, M. Sarment n'a mis là dedans aucun symbolisme. Il n'a pas voulu suggérer que l'état d'inconscience est favorable au bonheur. Si cette pensée nous vient, c'est par une pente naturelle, parce que la vérité du personnage agit toute seule. Il est bien vrai qu'un certain degré d'inconscience est la condition du bonheur. Ainsi M. Anatole France, dans *Pierre Nozière*, philosophe à propos d'un canard : il est heureux, dit-il ; il sera mangé un jour, mais il ne s'en doute pas. Nous aussi nous serons mangés et, par malheur, nous le savons. La sagesse est de l'oublier.

Le petit poète de M. Sarment est pareil au canard, il oublie qu'il sera mangé, puisqu'il ne sait plus rattacher les effets et les causes. Il est malade, mais il n'est point monstrueux. Son cœur subtil est libéré de la logique, sa sensibilité de poète est intacte, elle subsiste, riche en nuances, fine et pénétrante.

Le fou de M. Sarment n'a rien de romantique et voilà une grande merveille. Ayant choisi un personnage dans un état aussi exceptionnel, aussi anormal, M. Sarment trouve moyen de ne jamais s'éloigner de l'humain et du vrai. Sa pièce vaut par les qualités d'analyse et les qualités dramatiques, et c'est la folie du héros qui, tour à tour légère ou tragique, opère à la manière d'un réactif, déclanche les sentiments et les actes, et voici le grand, le magnifique mérite

de M. Sarment : il ne s'est servi de ce qu'il y a d'exceptionnel chez son héros que pour éclairer des coins secrets du cœur. La folie de Jean l'empêche de coordonner ses actes, ce qui, au point de vue humain, est un malheur. Au point de vue dramatique, Jean n'accomplit aucune action insensée. Il est beaucoup plus raisonnable qu'un héros romantique. Sa folie ne sert qu'à engendrer un drame qui suscite et dépouille en lui et autour de lui des sentiments forts, simples, vrais. Ce qui nous touche en sa maladie n'est pas les traits par lesquels il diffère de la commune humanité, ce sont ceux par lesquels il s'y rattache, dans un cas rare et tragique.

Il est devenu fou parce qu'il était jaloux d'une jeune fille qu'il aimait ; elle était coquette et indifférente. Pour le guérir, sa mère fait appel à cette jeune fille, Nelly. Touchée, un peu effrayée, car elle se sent responsable, elle accourt, elle essaye de réparer le mal. Jean la reconnaît bien. Seulement sa jalousie l'imagine mariée ; le trait est juste. Elle le détrompe et, par jeu tout d'abord, elle lui dit qu'elle vient pour l'épouser. Puis ils entrent dans ce jeu si sérieusement qu'il devient grave. Nelly s'applique à réveiller chez Jean la conscience et le souvenir : le risque est grand pour elle, car avec la mémoire, ne va-t-il pas retrouver son ancienne souffrance et ses justes griefs? Elle le redoute et l'alternative est pathétique, sans coup de théâtre, par la seule force du ressort intérieur. Pourtant elle n'hésite pas, car à présent, elle l'aime. Sous ses efforts répétés, la mémoire revient d'un pas chancelant. Pour un instant seulement, car on ne sort pas si aisément des filets du malheur. Jean a un frère aîné qui touche à l'âge où l'on est hanté par le sentiment que les biens de ce monde sont fugitifs et qu'il faut savoir les retenir. Ce frère aime Nelly. Il croit en avoir le droit. Il est resté à cette idée que Nelly n'aime point Jean, puisque telle est la cause de sa folie. Quand Nelly aura guéri Jean, René compte qu'elle deviendra sa femme. On peut présenter ici une forte critique : quelque soin qu'ait apporté M. Sarment à justifier le frère aîné, si Jean guérit, il aimera de nouveau Nelly, d'autant plus sûrement que la reconnaissance viendra s'ajouter au sentiment ancien. Les espérances de René sont donc bien irréfléchies. Elles le conduisent à une fort vilaine action : au moment où Jean vient de guérir, René, qui ne croit ni à cette guérison, ni au revirement de Nelly, dit à son frère : « Mon petit, ne t'emballe pas ; cette jeune fille n'est pas la véritable Nelly, elle lui ressemble, mais tu vois bien que ce n'est pas elle ; celle d'autrefois ne t'aimait pas, c'est nous qui avons comploté de t'abuser par une ressemblance afin de te guérir. »

Deuxième critique importante : M. Sarment a pris grand soin

d'indiquer que René ignore la guérison de son frère et le sentiment véritable de Nelly, et à l'acte suivant, il le montre consterné de sa fatale imprudence. Soit, René n'a pas commis l'acte odieux de rejeter consciemment Jean à sa folie. Mais il en a commis un autre presque aussi grave : en disant à Jean que cette jeune fille n'est pas la vraie Nelly, comment ne s'aperçoit-il pas qu'il mure pour toujours son frère dans la folie? M. Sarment tenait à ne pas rendre ce personnage antipathique, et il n'a pas réussi.

Mais il a tiré de son coup de théâtre un parti supérieur : la scène où Jean retrouve Nelly est admirable. On pense bien que la secousse a suffi pour rejeter le pauvre Jean à sa déraison. Nelly affolée lui jure qu'elle l'aime et plus elle le lui dit, plus Jean s'enfonce dans les ténèbres en répétant : « La vraie Nelly, en effet, ne m'aimait pas ! » Cette scène est profondément émouvante et vraie et elle constitue en réalité le dénouement ; il importe peu que Jean se tue ensuite auprès du ruisseau où il allait pêcher les ombres, car, grâce aux dieux, le titre n'a pas d'intentions symboliques. La pièce non plus, et comme on les redoutait en arrivant, on en éprouve une satisfaction, un soulagement. J'ai longtemps craint, par exemple, que M. Sarment ne nous glissât cette suggestion perfide : Jean est heureux quand il est inconscient, la douleur lui revient avec la raison. Mais non. Nous en pensons ce que nous voulons. M. Sarment ne nous ennuie ni ne nous contraint.

Sa pièce est habilement conduite, il est bon dramaturge ; il tient l'intérêt suspendu, on attend de savoir où il va conduire. Naturellement, je n'ai pas beaucoup aimé l'épisode de l'évêque, mais tous les bons critiques ayant fait observer que cet épisode était adventice, M. Sarment doit être fixé, n'insistons pas.

Il y a peu de choses à reprendre sur la vérité des événements et la vraisemblance des caractères. Nous avons critiqué en les racontant les deux actions qui ne s'accordent pas avec le caractère de René tel que l'auteur a voulu le peindre. D'une manière plus générale, la lacune la plus sensible tient au personnage de Nelly. M. Sarment a négligé de nous montrer par quelles voies cette jeune fille froide et coquette en vient à aimer Jean. Parce qu'il est devenu fou à cause d'elle? Alors, dites-le. Nelly change à la fois de conduite et de caractère. Ce double revirement valait d'être expliqué, et c'est de ce côté que doit porter la plus sérieuse critique.

Par-dessus tout, M. Sarment possède un don inestimable : il excelle à sonder des coins de l'âme en y laissant tomber le mot qui les illumine. C'est le secret des maîtres. C'est pour cette qualité que nous espérons en lui. Il peut nous donner des pièces modernes dans

la ligne de Marivaux : il n'a qu'à s'abandonner à son génie et à redouter trois écueils.

Il est comédien en même temps qu'auteur, et il joue son petit pêcheur d'ombres avec l'intelligence qu'on peut imaginer. Qu'il prenne garde aux défauts du comédien. Il est très fort, très habile : attention à l'habileté. Dans *le Pêcheur d'ombres*, elle ne lui a servi qu'à bien construire, espérons qu'elle ne lui servira pas à truquer. C'est le moindre risque.

Second point, qu'il ne cherche pas à être sublime. Il est né pour être charmant. Il est doué pour démêler de jolies complications, il peut nous émouvoir sans poser. C'est rare. Qu'il s'en contente. Jusqu'à preuve du contraire, je le crois destiné à réussir dans le genre mesuré de Marivaux plutôt que dans le genre démesuré de Shakespeare.

Enfin, fasse le ciel que la gloire ne le gâte pas ; il a vingt-cinq ans, il est charmant et il est célèbre. S'il résiste à de pareils dangers, il sera quelqu'un. Je le prie de croire que personne ne le souhaite plus que nous.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LES AFFAIRES D'ALLEMAGNE ET LA CONTROVERSE FRANCO-BRITANNIQUE. — *L'affaire de Haute-Silésie affecte toute la situation européenne et soumet les alliances à une sérieuse tension. Elle a donné lieu, durant la quinzaine, à des échanges de vues entre les cabinets de Londres et de Paris, qui ont fini, après des incidents pénibles, par aboutir à un compromis.*

Le 16 *juillet, l'ambassadeur de France à Berlin, M. Charles Laurent, a apporté au gouvernement allemand les représentations du gouvernement français au sujet des événements de Haute-Silésie.*

Le même jour, une note française était envoyée à Londres, insistant sur la gravité de la situation et préconisant l'envoi de renforts.

Les 19, 20, 21, *échange de notes entre Londres et Paris, Londres insistant pour la convocation du Conseil suprême à la fin du mois, Paris maintenant son point de vue.*

Le 23 *juillet, Berlin a fait connaître sa réponse à la démarche de M. Charles Laurent. Cette réponse dissimulait à peine l'insolence allemande encouragée par les dissensions des Alliés.*

Rien n'autorise, y était-il dit, à attribuer à un Allemand le meurtre du commandant Montalègre. La note protestait, d'autre part, contre la dénomination de « bandes » donnée aux insurgés allemands.

En recevant cette réponse, l'ambassadeur de France a demandé au docteur Rosen, ministre des Affaires étrangères, si le gouvernement allemand était disposé à assurer le transport des troupes alliées destinées à la Haute-Silésie, à travers le territoire du Reich. *Certes, a répondu le docteur Rosen, mais à condition que la demande en soit adressée au nom de l'ensemble des trois puissances, France, Angleterre et Italie.*

Le 23 *également, à Londres, M. de Saint-Aulaire a fait une démarche auprès de lord Curzon, à propos de la question des renforts. Lord Curzon a exprimé son mécontentement et sa surprise.*

Le 25, *toutefois, l'Angleterre acceptait la désignation des experts chargés d'examiner la fameuse question du partage silésien.*

Le 27, *M. de Saint-Aulaire, revenant voir lord Curzon, lui confirmait que le gouvernement français ne considérait pas comme possible de décider une réunion du Conseil suprême avant que la question de l'envoi des renforts en Haute-Silésie eût reçu une solution. Si le gouvernement français ne pouvait arriver à un arrangement sur cette question, la réunion du Conseil suprême ne pourrait être prise en considération.*

La réponse britannique à la dernière note française concernant la Haute-Silésie est parvenue le 29 *juillet à Paris. Tout en exprimant le désir de voir maintenir l'union des Alliés, elle ne contenait aucune concession de fond.*

La note exprimait la surprise causée non seulement par l'intention apparente du gouvernement français de s'écarter du principe accepté, le 9 *avril* 1920, *par M. Millerand, à la suite de l'occupation de Francfort (ne plus prendre de mesures isolées sur des questions d'intérêt commun aux Alliés), mais encore par le ton inaccoutumé et inamical de la communication française du* 27. *Elle se terminait par une demande d'explications, car jusqu'à ce que cette question fût éclaircie, il était difficile de voir sur quelles bases pouvait continuer la coopération des Alliés.*

Le soir même, M. Briand, recevant l'ambassadeur anglais, lui exprimait le désir du gouvernement français de se mettre d'accord avec l'Angleterre sur le principe de l'envoi des renforts, et de montrer à l'Allemagne par une démarche commune à Berlin que l'union des Alliés persiste toujours.

Cette satisfaction obtenue, le gouvernement français serait disposé à accepter que les modalités de l'envoi fussent soumises à la délibération du prochain Conseil suprême.

Le 30, une note britannique annonçait que l'Angleterre acceptait le projet d'accord présenté par M. Briand. Une démarche commune sera faite à Berlin par les Alliés, au sujet des renforts, et le Conseil suprême se réunira le 8 août.

L'accord ainsi réalisé par un compromis qui sauve la face ne touche pas la solution du problème silésien que le Conseil suprême aura à débrouiller.

France, 17 juillet. — *Trois élections sénatoriales partielles ont lieu, dans l'Eure, la Charente-Inférieure et le département d'Oran. Trois radicaux sont élus, en remplacement d'un progressiste, d'un radical et d'un républicain de gauche.*

25 juillet. — *Ouverture du congrès de la C. G. T. à Lille. Les discussions entre majoritaires et minoritaires donnent lieu à des bagarres et à des coups de revolver.*

28 juillet. — *M. Steeg est nommé gouverneur général de l'Algérie en remplacement de M. Abel, démissionnaire.*

Au Congrès de Lille, le Comité confédéral de la C. G. T. est approuvé par une majorité d'environ 200 voix.

Grèce et Turquie. — *L'offensive grecque en Asie Mineure, après avoir les 17 et 19 juillet abouti à la prise de Kutahia et d'Eski-Cheir, semble marquer un temps d'arrêt, après un échec devant Seid-Ghazi. Les Grecs continuent néanmoins à annoncer des victoires.*

Espagne, 23 juillet. — *Dans le Maroc espagnol, à Annual, une colonne commandée par le général Sylvestre, commandant la place de Mellila, est attaquée et décimée par une harka indigène. Le général Sylvestre et plusieurs officiers trouvent la mort dans cette grave affaire. Melilla est mise en état de défense.*

Mésopotamie, 20 juillet. — *Notre adversaire l'émir Fayçal, soutenu par les Anglais, se fait proclamer roi de l'Irak à Bagdad.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26741.